

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITES NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

## NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

## LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1<sup>o</sup> *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2<sup>o</sup> *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3<sup>o</sup> *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4<sup>o</sup> *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5<sup>o</sup> *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin (France); Bedri Péyani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak (Albanie); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaeu (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duviillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejčí, Josef Hora (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

### Anton Hampl



Anton Hampl est né en 1875 à Jaromyas (Bohême). Fils d'un conducteur de chemin de fer d'une famille nombreuse, il dut de bonne heure interrompre ses études au gymnase pour travailler comme apprenti-serrurier. En 1895 il suivit les cours de l'École Professionnelle de Prague, et il travailla ensuite dans différentes entreprises comme ouvrier-mécanicien. En 1907 il fut nommé secrétaire-général de la plus grande organisation ouvrière de la Bohême : de celle des ouvriers métallurgistes, fonctions dont il ne se démit qu'il y a quelques semaines seulement à la suite des multiples travaux dont il est surchargé toujours pour la cause ouvrière. Il est depuis trois ans le président du parti social-démocrate tchécoslovaque, député au Parlement depuis la création de la République, et président de l'Institut tchécoslovaque d'assurance sociale — organisation

qui compte plus de deux millions et demi de membres. A été ministre des travaux publics.

Anton Hampl a publié différents travaux sur les contrats collectifs de travail, mais il est aussi un tribun populaire des plus aimés en Tchécoslovaquie. La photographie de ci-dessus le représente justement lorsqu'il est en train d'haranguer la foule à la place de Wenzel à Prague.

La « solution » actuelle de la question macédonienne a fait qu'un peuple entier a été morcellé entre la Yougoslavie, la Bulgarie et la Grèce et soumis à une politique de terreur pour lui faire perdre l'unité nationale et l'assimiler à la nation dominante — ou l'exterminer. Les gouvernements balkaniques d'aujourd'hui cherchent par tous les moyens à faire disparaître les minorités nationales. Ils foulent aux pieds leurs droits les plus élémentaires. Aussi ne peut-il être aucunement question de droits des minorités nationales — ils sont, au contraire, foulés aux pieds.

La tragédie du peuple macédonien consiste cependant aussi dans le fait qu'il ne possède pas encore des forces constituantes, et ses voisins en profitent d'une façon effrénée pour satisfaire aux dépens de ce malheureux peuple leurs appétits de lucre et de rapine. Mais les fermentations continues qui ensanglantent la Macédoine depuis plus de 40 ans sont dues aussi à ce que — et je puis me le permettre de le dire, en ma qualité de Slave moi-même — l'envie et la jalousie sont dans la nature même des nations slaves. Ces haines sont aiguës par les gouvernements réactionnaires d'aujourd'hui pour des visées politiques. Elles ne peuvent disparaître que par un grand travail à faire parmi les peuples mêmes de la Péninsule, un travail de rapprochement, un travail d'union. Et il devrait s'ensuivre, naturellement, logiquement, la fraternisation de ces peuples frères, la Fédération des peuples balkaniques, après que ces peuples, par une large et véritable autodétermination, aient eux-mêmes décidé de leurs sorts.

Mais cette Fédération des peuples balkaniques, qui mettraient une fin à ces rivalités nationales, se heurte à bien des difficultés. Des difficultés d'ordre extérieur et des difficultés d'ordre intérieur.

La Fédération des peuples balkaniques représenterait une force puissante, pouvant résister à des visées politiques venant de l'extérieur. Aussi s'y opposent tous les Etats voisins et éloignés qui poursuivent des intérêts politiques ou économiques dans la Péninsule en profitant précisément des dissensions des différents Etats balkaniques. C'est d'abord l'Italie actuelle qui s'y opposera de toutes ses forces. Et la pression de l'Italie est bien forte. Le fascisme qui y règne est devenu orgueilleux, mégalomane, belliqueux. De plus, pour son émigration, nécessitée par la grande croissance de la population italienne, qui se dirigeait avant la guerre vers l'Amérique et qui ne le peut plus sur la même échelle, l'Italie fasciste tourne ses yeux vers les Balkans, avec de violents désirs expansionnistes. Le danger du côté de l'Italie est donc assez constant.

Viennent ensuite les autres grandes puissances capitalistes, dont les appétits expansionnistes ne sont pas moins violents que celui de l'Italie.

Ce sont donc là des obstacles sérieux extérieurs à la réalisation de la Fédération Balkanique.

Mais, ainsi que je l'ai relevé plus haut, il y existe aussi des obstacles intérieurs non moins sérieux. Ce sont les gouvernements actuels au pouvoir, les oligarchies dominantes, les camarillas, les cours. Il est absolument impossible que la Fédération des peuples balkaniques puisse être réalisée tant que seront au pouvoir les gouvernements actuels ou d'autres similaires. Faudra-t-il donc renverser ces gouvernements ? ces dominations ? Ce mot « renverser » a une signification bien étendue. Elle peut être grosse de conséquences. Mais, s'il n'est pas possible de les écarter autrement, s'il n'est pas possible

de s'en débarrasser autrement pour la libération des peuples — eh bien, alors : il faut les renverser.

Je dois enfin souligner qu'il ne sera possible d'arriver à la réalisation de la Fédération Balkanique que par étapes. Il faudra d'abord une force pouvant et devant maintenir l'ordre dans les Balkans. Car le socialisme y est encore bien faible. Les peuples n'en sont pas encore pénétrés. Et le socialisme est le seul moyen d'arriver au but désiré. Il faudra encore déployer bien des efforts, le diffuser et le propager parmi les populations de la Péninsule. Jusque là il faudra une sorte de tutelle pour imposer l'ordre dans et parmi les différents peuples balkaniques — jusqu'à ce que ces peuples soient capables de se constituer en une Union Fédérative à l'instar de la Suisse. Leurs gouvernements actuels, ainsi que je l'ai déjà relevé, loin de contribuer à la véritable Fédération des peuples, la rendent encore plus difficile à se réaliser par leurs soi-disant efforts pour la constitution d'une soi-disant Fédération : la Fédération que ces gouvernements désirent est une Union des oligarchies dominantes militaristes, impérialistes, pour mieux exploiter les masses travailleuses. La tutelle nécessaire, comme étape pour la Fédération véritable des peuples de la Péninsule, c'est, faute d'autre Institution, celle de la Société des Gouvernements européens — mais je ne vois pas, pour le moment, une autre Organisation, une autre Autorité pouvant assumer cette tutelle, qui ne sera, je le répète, qu'une étape. Et je souhaite que cette étape suffise, qu'elle soit de courte durée, et que vienne ensuite la Fédération des peuples balkaniques, pour le plus grand bien des peuples balkaniques, de la paix balkanique, de la paix européenne.

Anton Hampl

## L'emprise de l'Italie et la Fédération Balkanique

C'est une politique impérialiste de très grande envergure que l'Italie développe dans les Balkans, où elle essaie de jouer à la fois le rôle qu'avait assumé jadis l'Empire Austro-Hongrois et celui qu'avait adopté l'Empire Tsariste. A la différence de l'un et de l'autre, elle ne se heurte à aucune grande puissance; elle n'a même pas à faire entrer en compte, comme la Hofburg ou le Pont aux Chantres au début du XIX<sup>me</sup> siècle, la résistance d'une Turquie Européenne, je veux dire largement campée sur le sol Européen. Aucune grande puissance, je le répète, ne la gêne réellement depuis que l'Angleterre soutient ses visées, neutralisant plus ou moins les plans du Quai d'Orsay.

Pendant longtemps on s'est demandé de quel côté Mussolini porterait ses ambitions. Il avait annoncé l'ouverture de l'année Napoléonienne, la mise en œuvre de grands desseins expansionnistes, l'affirmation du prestige romain renouvelé; mais l'on pouvait chercher si son action se produirait dans l'Afrique du Nord, en Orient, ou ailleurs. Il semble qu'il ait pensé de préférence à l'Asie Mineure quand il a entrevu la possibilité d'une guerre entre la Turquie et le Royaume Uni à propos de Mossoul, et par suite l'éventualité d'une intervention facile et lucrative. Mais cette hypothèse s'est évanouie. Alors il s'est retourné vers les Balkans.

Qu'y trouvait-il ? Une parfaite dispersion des forces. De même que les autres grandes puissances qui l'avaient précédé dans la carrière s'étaient appuyées sur les controverses de telle ou telle monarchie s'armant de tel ou tel nationalisme, de même il entendait exploiter l'anarchie qui régnait dans la Péninsule.

La situation était la suivante : 1<sup>o</sup> la Petite Entente — Yougoslavie et Roumanie liées à la Tchécoslovaquie; 2<sup>o</sup> la Bulgarie hostile à la Yougoslavie et à la Roumanie parce que l'une et l'autre s'étaient enrichies de morceaux de son territoire; 3<sup>o</sup> la Grèce, dont l'attitude était instable; 4<sup>o</sup> la Turquie qui gardait un pied par Constantinople sur notre Continent mais dont les intérêts fondamentaux demeuraient désormais en Asie et dont Angora était devenue la capitale officielle.

Or, l'Italie était en contact direct, par la Vénétie Julienne, avec la Yougoslavie, tandis qu'elle ne touchait ni à la Bulgarie, ni à la Roumanie — aussi Danubienne que Balkanique sinon davantage —, ni à la Grèce. Elle disputait à la Yougoslavie l'entrée et la maîtrise de l'Adriatique, dont elle voulait faire sa mer — Mare Nostrum — et en qui elle sentait un militarisme toujours remuant. On sait comment elle a essayé de l'isoler, en disloquant la Petite Entente, en négociant avec la Grèce et la Bulgarie. Elle est quelque peu parvenue à ses fins depuis qu'elle a contracté avec le général Averesco, premier ministre roumain, et avec Bethlen, premier ministre hongrois. Il faut reconnaître, quelque sentiment que l'on éprouve à l'endroit du personnage, que Mussolini, par l'intimidation, par la corruption, etc., a obtenu ces derniers temps certains avantages et que la situation de la Yougoslavie a, du même coup, empiré. De là est né l'alerte de mars; de là est sortie la seconde alerte,

plus inquiétante encore, d'avril. Edward Grey, l'ex-ministre des affaires étrangères d'Angleterre, en ses *Mémoires* récemment parus, a montré que la guerre mondiale avait été préparée par une série de péripéties critiques, de 1905 à 1914. Il semble qu'on assiste aujourd'hui à une répétition de cette période désastreuse.

La Yougoslavie, militariste, centraliste, bureaucratique, se trouve en face de l'Italie fasciste, trois fois plus forte pour le moins. Nous aurons, un autre jour, à commenter les derniers épisodes de cette lutte si menaçante pour le reste du Continent. Mais il faut tout de suite signaler qu'elle est particulièrement dangereuse pour les peuples Balkaniques, sinon Danubiens, dans leur ensemble.

Mussolini a toujours les yeux fixés sur la Rome Antique. Comme celle-ci, il veut que l'Adriatique lui soit entièrement et étroitement assujettie. Il prendra pied, comme les Consuls de la République, sur le littoral oriental, quitte ensuite à élargir son domaine. On aurait pu supposer qu'il inquiéterait d'abord la Grèce; mais l'Angleterre n'était pas prête à lui livrer ce pays qui ne se serait d'aucune façon trouvé isolé. C'est la Yougoslavie que le *duce* juge à propos de frapper en premier lieu. Mais imaginez qu'il réussisse à désagréger l'Etat Serbo-Croato-Slovène, à lui enlever, par exemple, la Dalmatie et ses centaines de milliers de Slaves: il n'y aura plus de sécurité ni pour les Bulgares, ni pour les Roumains, ni pour les Serbes. Il aura exercé son action sur le peuple central de la Péninsule; il n'aura aucune peur d'étendre son action sur les autres peuples.

La dispersion des forces, qui est chronique dans la région Balkanique, ne peut que concourir au succès de ces desseins. Chacune en soi, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Grèce, etc. sont trop faibles. Elles seront écrasées et détruites en détail. Qu'elles restent méfiantes l'une à l'égard de l'autre, isolées les unes des autres, et l'Italie fasciste n'aura guère qu'à vouloir pour pouvoir. Elle s'étendra sur la Yougoslavie, puis elle parlera fort à la Bulgarie, puis à la Grèce et à la Roumanie, et cherchera en dernier lieu à chasser la Turquie d'Europe.

Croire qu'une Alliance Balkanique anti-italienne puisse se forger à l'imitation de l'Alliance anti-turque de 1912: c'est se leurrer; les dynasties et les partis militaires sont opposés les uns aux autres. La Fédération Balkanique — Yougoslavie, Monténégro, Albanie, Bulgarie, Roumanie, Grèce, Macédoine, etc. — aboutira à mettre en échec la politique impérialiste du cabinet de Rome. Si le *duce* trouvait en face de lui 40 millions de citoyens fraternellement unis, il n'oserait pas débarquer un seul homme au delà de l'Adriatique. Mais cette Fédération nécessaire et qui asseoirait définitivement la paix entre Adriatique et Egée, elle suppose l'installation de la république ouvrière et paysanne du Nord au Sud de la Péninsule. Le problème est là: ou une Fédération de démocraties sociales, ou l'asservissement au fascisme italien.

Paul Louis

## Le jeu des cabotins anglais et italiens

Les derniers événements suscités par le traité italo-albanais s'étaient aux yeux des initiés comme une abominable comédie jouée par des piètres cabotins.

Les masques que les agneaux les plus paisibles de la politique mondiale Mussolini et Chamberlain se sont mis pour ce faux jeu sont tellement transparents que les initiés voient tout-à-fait clairement les avidités hypocrites tendant à s'assurer des pays et des intérêts étrangers.

Considérons ces dernières scènes de cette comédie instructive nommée conflit italo-yougoslave, issu du pacte de Tirana.

L'entrevue à Livourne entre Chamberlain et Mussolini, par ses conséquences désastreuses pour les peuples balkaniques, restera ineffaçable dans les mémoires des peuples de la Péninsule; cette entrevue montre nettement la cruauté sans considération aucune avec laquelle agit l'Angleterre conservatrice pour garder ses privilèges et intérêts commerciaux injustifiés.

C'est Chamberlain qui tint les fonts baptismaux de cet avorton de Livourne qui met en danger à un plus haut degré la paix balkanique et européenne.

Mussolini, quelques jours plus tard, annonçait au monde qu'il était décidé à défendre les intérêts sacrés de l'Italie en... Chine, à les défendre par la force des armes; et, en compensation, il obtenait du pacifique Chamberlain liberté entière d'agir dans les Balkans d'après les méthodes fascistes, sur la base des droits sacrés du fascisme.

Et les peuples balkaniques, et tous les peuples européens, savent aujourd'hui fort bien combien paisibles sont ces droits sacrés du fascisme: l'Albanie doit devenir une colonie italienne; la côte albanaise, l'*« altra sponda »*, doit devenir italienne; bref, l'hégémonie fasciste doit être consolidée dans tous les Balkans.

Mussolini commença donc son œuvre de paix: par le traité de Tirana il fit de l'Albanie, de fait, une colonie italienne. Mussolini y eut bien facile jeu, car les 4 familles féodales des beys de Toptani, Vrioni, Verlatschi et Libahova qui, sous la direction d'Ahmed bey, tiennent le pays dans une servitude médiévale, désirent la domination étrangère, grâce à l'appui de laquelle elles espèrent continuer à profiter pendant quelques temps encore de cette situation intenable.

Immédiatement après le traité de Tirana, Mussolini commença à travailler assidûment pour la deuxième étape: l'encerclement de la Yougoslavie pour l'annexion ultérieure de l'*« altra sponda »*: les présidents des conseils ou ministres des affaires étrangères de Bucarest, Sofia, Athènes et Budapest commencèrent leurs pèlerinages à Rome, et on en voit déjà les fruits pacifiques: la Roumanie obtient de l'Italie le droit... à l'annexion de la Bessarabie; les cabinets de Sofia et d'Athènes reçoivent l'assurance d'un appui pour se maintenir au pouvoir; et avec Bethlen, Mussolini alla jusqu'à parler de luttes communes en Hongrie, la main dans la main.

Malgré les assurances de la presse officielle sur ces pèlerinages à Rome, il n'est pas étonnant que même les politiciens les plus obtus de Belgrade aient commencé à douter des intentions pacifiques de Chamberlain et Mussolini: la Yougoslavie se sent à juste titre menacée, condamnée à mort.

Et voilà que la Yougoslavie, et tout le monde « pacifique », sont émus de ce jeu avec le feu de Chamberlain et de Mussolini: toute la presse mondiale demande de porter le conflit devant la Société des Nations; mais l'Angleterre, mise au pied du mur, proclame de nouveau son amour pour la paix et essaie de faire aplanir le conflit par des négociations directes de Mussolini avec la Yougoslavie. On croit donc de nouveau en l'Angleterre, à Belgrade, et on attend avec patience l'arrivée d'une réponse; et voilà que cette réponse arrive, et elle dit exactement le contraire de ce que Chamberlain avait promis: Mussolini ne songe même pas à entrer en négociations directes avec l'Italie pour le pacte de Tirana — lui, c'est-à-dire l'Italie, est une grande puissance; Ahmed Zogou, c'est-à-dire l'Albanie, un Etat souverain: le pacte de Tirana est donc intangible. Un point, c'est tout!

Naturellement, toute la presse de la France et de la Yougoslavie est en émoi et proclame qu'un traité conclu avec Ahmed Zogou, un aventurier de la pire espèce, qui se vend au plus offrant, n'est qu'un pacte colonial conclu avec un Cheikh ou un Emir quelconque; et que l'Albanie n'est pas une colonie, qu'elle doit être et rester un Etat indépendant.

La presse italienne, de son côté, après avoir parlé des intérêts sacrés de l'Albanie en... Chine, proclame bien haut les intérêts sacrés de l'Italie... en Albanie, et le droit sacré de l'Italie à une hégémonie à elle seule dans les Balkans. Vraiment, il n'est plus question, partout, que de droits sacrés, de privilèges sacrés, d'intérêts sacrés!

Et que fait donc l'Angleterre conservatrice? Elle — joue l'apogée de la comédie: après ces déclarations nettes et précises de Mussolini, Chamberlain décide de se poser, pour un court temps, comme l'adversaire de Mussolini troubleur de la paix. Le Times — ce même Times qui a ouvert la campagne contre la

Yougoslavie — annonce que la dignité de l'Angleterre ne pourrait permettre que son intervention soit dédaignée et que l'on trouvera bien des voies et moyens pour contraindre Mussolini à ne pas troubler la paix de l'Europe..., etc., etc. Rien que des phrases sans aucun contenu!

On attend donc ces voies et moyens, ... et voilà que les journaux officieux anglais annoncent que l'Angleterre ne serait plus disposée à continuer à jouer le rôle d'agent de police de l'Europe et à s'attirer la haine des peuples qui sont toujours pleins de méfiance pour elle; elle aurait donc décidé de déclarer son plein et entier désintéressement dans le conflit italo-yougoslave. Fin. Le rideau tombe!

Depuis donc plus de trois mois l'Angleterre se gausse du monde en parlant de négociations directes entre l'Italie et la Yougoslavie, d'appel à la Société des Nations, de voies et moyens contre Mussolini, etc., pour proclamer à la fin son désintéressement, c'est-à-dire ce qui a été décidé à Livourne entre Chamberlain et Mussolini: l'Angleterre laisse à l'Italie pleine liberté d'action, sacrifie à ses intérêts les peuples balkaniques, et met en danger la paix européenne.

Et les victimes Albanie et Yougoslavie?

La première victime, l'Albanie, est déjà sacrifiée par la classe féodale des beys ayant Ahmed Zogou à leur tête: ils exécutent consciencieusement les ordres de Mussolini, et chaque jour constitue un pas en avant dans la colonisation italienne du pays.

La seconde victime, la Yougoslavie, est menée à l'abattoir par la lâche et imbécile politique de ses dirigeants d'aujourd'hui. Ils prononcent leurs grandes phrases de « les Balkans aux peuples balkaniques », ils viennent de découvrir leur cœur tendre pour l'Albanie et ils assurent n'avoir jamais désiré rien de plus ardent qu'« une Albanie indépendante ». Ils veulent par là enjoliver les Albanais, et ils oublient que des phrases et des assurances sont bien creuses et dénuées de tout sens si elles ne sont pas emplies d'honnêteté, de véritable vouloir.

Et c'est vraiment ce qui manque: dans le cabinet yougoslave se trouvent des gens qui ont porté Ahmed Zogou au pouvoir, qui ont organisé les massacres de Kossovo, qui aujourd'hui encore obligent les Albanais à émigrer en Turquie, qui rêvent toujours encore de Scutari, qui détiennent toujours encore sous leur occupation les contrées albanaises de Kossovo, Hoti, Gruda, Vermoshi et St Naoum, où ils ont ravi aux minorités leurs droits les plus élémentaires.

Non, les Albanais ne se laisseront pas leurrer par ces phrases creuses.

Que signifie donc « les Balkans aux peuples balkaniques »? Cela signifie, honnêtement, que chaque peuple balkanique doit être libre dans ses frontières ethniques. Mais en est-il ainsi, dans les rapports entre la Yougoslavie et l'Albanie? Non; l'émoi de la Yougoslavie contre l'Italie pour la victime Albanie est l'émoi du petit brigand contre le grand brigand, rien que pour la proie que ce dernier enlève au premier; et de cet amour pour la proie, les Albanais peuvent vraiment s'en passer, tant venant de l'Italie que de la Yougoslavie.

Que visent donc les politiciens yougoslaves, en parlant aujourd'hui d'une « Albanie indépendante »?

C'est une monstruosité absurde que de demander d'un côté l'indépendance d'un pays et de tenir subjuguée et opprimée, de l'autre, d'une façon barbare, plus de la moitié de cet Etat.

Non, ce ne sont que les phrases qui ont changé en Yougoslavie; mais l'esprit qui devrait les animer n'existe point. Cet esprit serait aujourd'hui, vis-à-vis de l'Albanie: d'assurer les droits des minorités dans toutes les contrées albanaises que la Yougoslavie détient sous son joug, pour restituer ensuite ces contrées à la mère-patrie.

La Yougoslavie devrait comprendre aujourd'hui que pour elle comme pour ses voisins le salut ne peut être assuré que lorsque les Balkans appartiendront aux peuples balkaniques, lorsque chaque peuple balkanique sera libre dans ses frontières ethniques, dans le cadre d'une Fédération des Républiques des Libres Peuples Balkaniques.

Les politiciens dirigeants yougoslaves d'aujourd'hui ne le comprennent pas, et ne le comprendront jamais; ils trottent vers le précipice, avec de vides phrases et promesses.

Ce sont les peuples balkaniques qui sentent cette vérité, et c'est par eux seulement que viendra le salut, la libération, par la constitution de la Fédération Balkanique.

La Fédération Balkanique sera aussi un bastion de la paix européenne.

Kalori

## L'Italie et les Balkans

Les accords conclus entre l'Angleterre et l'Italie sur le partage des zones d'influence en Abyssinie, marquent un rapprochement politique plus intime entre les deux puissances.

C'est un fait connu que la Grande Bretagne a un « faible » pour la possession exclusive des détroits reliant les grandes

mers, Gibraltar, le Canal de Suez, le détroit de Malacca lui garantissent la maîtrise presque entière des eaux baignant l'Ancien Continent. Les Dardanelles et le Bosphore fermaient à sa flotte l'accès à la Mer Noire. Mais croyant en l'impuissance de la Russie en révolution et de la Turquie vaincue, elle fit ouvrir ces deux portes aussi par la Conférence de la Paix de Paris. Cependant la Russie régénéra et sa véritable force apparut sous les Soviets. D'autre part, le réformateur ture, Moustapha Kémal, donna une nouvelle vie à la Turquie que la tyrannie des Sultans et les intrigues politiques et spéculatrices des grandes puissances avaient corrompue et anémiée. La nouvelle vigueur de ces deux Etats ne pouvait que constituer un danger pour les possessions anglaises des Indes, principales sources de la richesse et de la puissance maritime du royaume des Gentlemen. Pour y parer, l'Angleterre chercha une alliée aussi avide qu'elle des biens d'autrui : et elle la trouva facilement en l'Italie de l'ex-socialiste B. Mussolini.

Pour s'assurer l'appui de l'Italie dans la question de Mossoul, le Foreign Office commença par la faire participer à ses concessions pétrolifères en Albanie. Ce nouvel Etat balkanique était cependant placé entre le marteau et l'enclume, entre les aspirations criminelles de l'Italie et de la Serbie. Au début, le jeune Zogou avait su contrebalancer les influences de ses deux arrogants voisins, sans se déclarer ouvertement ni pour l'un ni pour l'autre. Mais il ne tarda pas à incliner du côté de la Yougoslavie, alléché par les promesses de Belgrade.

Alors l'indignation du peuple aboutit à une insurrection, par laquelle le dictateur albanais fut chassé et dut s'enfuir en Serbie, pour y préparer une contre-révolution qui le ramènerait au pouvoir. Grâce, en effet, aux larges subsides de Belgrade et à l'appui militaire que la Yougoslavie lui prêta, il réussit à renverser le gouvernement constitutionnel de Fan Noli et à rentrer en maître absolu à Tirana.

Ahmed Zogou avait vite saisi, durant son exil et ses préparatifs en Yougoslavie, les tendances politiques de ses nouveaux protecteurs. Or, avec la reprise du pouvoir, ses ambitions s'étaient démesurément développées, et ne tenant aucun compte des intérêts du pays qu'il gouvernait, il ne pensa qu'aux siens propres. Il trouva la Yougoslavie trop petite pour pouvoir les satisfaire et, sans plus de réflexions, il se jeta dans les bras que lui tendait le dictateur italien. Dans cette métamorphose opérée si soudainement en Zogou, grâce à sa cupidité, Mussolini avait été adroitement servi par la Grèce, au moyen de ses agents épirotes, et par la Bulgarie fasciste.

Cajoler Zoghou, exciter ses ambitions, lui remplir ses coffres-forts en vidant ceux de l'Etat albanais — telle était la base de la politique de Mussolini en Albanie. Pour pouvoir opérer ainsi sa poussée dans les Balkans, il ne lui manquait plus que la sanction d'une grande puissance, et l'Angleterre s'y prêta. A l'entrevue de Livourne, Mussolini sut l'obtenir de sir Chamberlain, lui promettant en échange l'aide et l'appui de l'Italie contre les Soviets. C'est à Livourne que fut enfanté le fameux pacte italo-albanais, qui soumet l'Albanie au protectorat de l'Italie, et qu'on baptisa plus tard à Tirana. C'est à Livourne également que fut reconnue par l'Italie l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, présentée à et enregistrée par la Société des Nations sous la première présidence de son membre allemand !

Le dernier conflit italo-yougoslave qui nous confirme les arrière-pensées de l'auteur du pacte de Tirana, n'est qu'une mise en scène de son drame balkanique, car Mussolini sait bien qu'il lui manque pour sa pièce l'un des principaux personnages. Il connaît l'importance de l'Albanie comme base d'action, mais il est en même temps conscient de l'échec de sa pièce s'il ne réussit pas à engager cet autre personnage qui se nomme : Tzrna-Góra. Ce neud gordien de la Yougoslavie, ou pour mieux dire de la Grande-Serbie, est aussi son dernier atout dans le jeu qu'il joue avec Belgrade.

Les Monténégrins subissent le supplice de Tantale depuis déjà huit longues années, qui comptent pour eux comme autant de siècles. Libres de tous temps comme les oiseaux dans les airs et maîtres absolus de leurs rochers gris et glorieux, il a fallu que la guerre générale éclate au nom des faibles et des opprimés, au nom des droits sacrés de l'homme et de l'humanité, pour qu'ils soient asservis et qu'ils deviennent les esclaves des impérialistes oppresseurs. Combien d'ironie dans cette seule application de ces sublimes principes qui furent le soi-disant mobile de tant de sang humain versé, pour ne servir en réalité que l'impérialisme et l'odieuse cupidité des faux et mensongers apôtres de l'humanité !

En habile spectateur, Mussolini a pu se rendre compte de l'état d'esprit qui règne actuellement parmi les masses monténégrines, lesquelles n'épient que l'occasion pour secouer le joug que les faux apôtres de l'humanité leur ont imposé. Pour rompre les lourdes chaînes dans lesquelles les tyrans les étouffent et pour se soustraire aux atrocités auxquelles ils sont en butte, les malheureux habitants des Montagnes Noires accepteraient peut-être l'appui du premier venu, sans demander qui il est ni d'où il vient. Les agents de B. Mussolini, des officiers supérieurs de son état-major, déguisés en commis-voyageurs ou établis dans le pays comme employés des sociétés privées italiennes, ne cessent de les assurer journellement de l'aide italienne, tout en leur étalant les belles perspectives d'un avenir d'or. Mais le Monténégrin ne peut pas oublier si vite que ça le discours d'Ezzio Garibaldi tenu au commencement de l'année dernière, et dans lequel il était annoncé que l'Italie obtiendrait l'indépendance du Monténégro, mais *non pas* dans l'intérêt des Monténégrins, mais au profit de l'Italie elle-même. Cette franche déclaration fait tout de même honneur à son auteur, car c'est la première fois qu'un fasciste, déviant du machiavélisme, a parlé sincèrement et explicitement.

Mussolini peut gagner certains Monténégrins à ses vues, en leur promettant pouvoir et richesse dans son Monténégro indépendant (sic) ; et le nombre de ceux-ci peut même augmenter ; mais jamais ne pourra être atteint un chiffre qui puisse aider au soulèvement de l'Albanie afin que le dictateur fasciste occupe les deux pays, pour s'établir en maître dans les Balkans. Car les vrais patriotes monténégrins sont là qui veillent et qui ne permettront jamais que leur patrie martyrisée passe d'une servitude sous une autre. Ils sauront trouver des amis désintéressés qui voudront les aider dans la lourde et pénible tâche de la délivrance du Monténégro qui, comme tous les autres pays des Balkans, ne peut être complètement libre et indépendant que dans une Fédération Balkanique, dans laquelle chaque unité trouvera la prospérité et le bien-être.

Douchan A. Dretzoun

## Quatre ans d'«activité» du Sobranié Zgovoriste

Le 15 avril la Chambre du gouvernement fasciste bulgare a clôturé sa dernière scission. Cette clôture a été accompagnée par une « solennité » : des discours ont été prononcés glorifiant l'œuvre de cette Chambre introuvable. Mais ce Sobranié de Tsankoff-Liapcheff, « élu » dans une atmosphère de terreur sanglante après la répression barbare de l'insurrection de septembre 1923, après les massacres de 20.000 ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, qu'a-t-il donc fait pendant les quatre ans de son « activité législative » ?

La première tâche de cette Chambre a été tout d'abord de mettre à l'abri le gouvernement du coup d'Etat de toute responsabilité découlant de la boucherie qu'il a perpétrée en septembre 1923. A cet effet, elle a voté la première loi de l'amnistie.

En second lieu, elle a sanctionné la dissolution du parti communiste, alors le plus fort parti après le parti agrarien (aux élections de mars 1923 le parti communiste avait groupé 250.000 voix sur un total de 1.100.000, les agrariens 600.000 et tous les autres partis ensemble 250.000). Dans ce but, et pour pouvoir faire poursuivre aussi tous les adhérents du parti communiste et du communisme, elle a voté la loi draconienne sur la « Défense de l'Etat », modifiée depuis à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'elle ait obtenu sa forme actuelle qui donne au gouvernement la possibilité de poursuivre les communistes, les agrariens, les socialistes, tous les partis d'opposition. Par cette loi inique et

inhumaine, déjà suffisamment connue par nos lecteurs, la vie politique du pays a été déviée de son cours normal et le nom de la Bulgarie est devenu un synonyme de terreur et de sanguinarisme.

La réaction inaugurée par cette loi a été transplantée dans toutes les branches de l'activité publique. La loi sur l'enseignement public qui était une loi démocratique, a été modifiée dans un sens de l'obscurantisme le plus noir ; en vertu de l'art. 70 de cette loi ont été licenciés 8.000 instituteurs « indésirables », des communistes, mais aussi des socialistes et des radicaux ; et les prêtres et évêques prirent l'œuvre scolaire sous leur tutelle. Tous les livres à tendances marxistes, de la libre pensée, de la théorie de l'évolution, ont été retirés des bibliothèques et des salles de lecture et brûlés. Mais cette Chambre du Zgovor n'a pas touché aux quelques lois réactionnaires que le gouvernement agrarien de Stamboliisky avait fait promulguer, comme la loi sur la presse, la loi sur la municipalité de Sofia, la loi sur le système électoral, etc. Elle a par contre annulé toutes les lois démocratiques en vigueur, qu'elle a intitulées d'« anticonstitutionnelles ». C'est ainsi qu'elle a supprimé la loi sur la mise en jugement des personnes responsables de la catastrophe nationale, la loi sur l'impôt sur le revenu général, la loi sur l'expropriation des bâtiments pour « utilité publique », la loi sur la propriété foncière du travail, etc. etc.

En un mot, cette Chambre a supprimé toutes les lois de progrès et de liberté qu'elle a trouvées et a voté toutes ces lois ne visant que l'oppression économique du peuple bulgare et la répression sanglante de toute velléité d'efforts des masses travailleuses pour améliorer leur sort.

Le peuple bulgare en a assez de cette Chambre. Il se prépare à ce que des élections qui auront lieu bientôt sorte une autre Chambre qui travaillera vraiment pour les intérêts du peuple

et qui fera sortir de son sein un gouvernement ayant à cœur de supprimer ce régime de terreur instauré par la Ligue Militaire, de supprimer toutes les inhumaines lois d'exception et de réaction, de restituer les droits constitutionnels et les libertés publiques aux citoyens, et d'instaurer un régime économique qui ne sera pas au profit des banquiers et des spéculateurs, mais au profit des masses laborieuses du peuple bulgare.

G. Kazanovsky

## La débâcle économique de la Bulgarie

La Bulgarie des fascistes de Sofia n'est pas seulement un pays où la vie et la sécurité des citoyens sont continuellement menacées, où la violence et la terreur blanche battent leur plein. Elle est aussi le pays où le gouvernement suce jusqu'au sang les forces vitales de la population au profit d'une clique tout-à-fait minime de parasites.

À la suite de la guerre, la situation du pays avait naturellement empiré. Le gouvernement de Stamboliisky prit toutefois certaines mesures pour essayer de soulager le sort de la population, principalement des masses paysannes. Grâce à la politique du Demokratitchski Zgovor, cependant, le pays est arrivé à un tel degré de désolation que nous pouvons dire qu'il se trouve aujourd'hui devant une débâcle économique.

Nous voulons esquisser en grandes lignes la malheureuse situation économique actuelle de la Bulgarie pour faire voir à tous combien le gouvernement du Zgovor n'a que le seul souci de se maintenir au pouvoir, au prix de la ruine de l'économie nationale du pays.

La situation financière, nous l'avons dit maintes fois dans ces colonnes, est désastreuse. Les déficits budgétaires sont à l'état chronique. Toute la charge des dépenses retombe sur les masses travailleuses ; la moitié des revenus est réalisée par les impôts indirects que paient les larges couches laborieuses de la population. Et comme elles ne peuvent plus supporter les impôts écrasants, les organes du fisc ont recouru à des mesures répressives, à des ventes forcées, pour en obtenir les rentrées. Le budget, de 5 milliards en 1923, a atteint aujourd'hui 7 milliards, et la moitié des dépenses en sont affectées aux réparations, aux intérêts et amortissements des dettes, à l'armée, à la police, à l'administration. Mais même ce chiffre de 7 milliards n'est que fictif ; il faudrait y ajouter les budgets extraordinaire et des fonds spéciaux, ainsi que ceux des départements et des communes, s'élevant ensemble à 5 milliards. C'est alors seulement qu'on arrive au chiffre véritable du budget : 12 milliards de lévas, soit la moitié du revenu national.

En examinant la situation de l'économie nationale, nous voyons que, dans l'agriculture, d'un côté la superficie totale de la terre ensemencée a diminué de plusieurs centaines de milliers d'hectares, et de l'autre la capacité productive du sol a baissé de 100 kg par hectare. Les terres de chaque exploitation agricole diminuent aussi en proportion de l'augmentation du nombre des familles des agriculteurs. Et celles des grands propriétaires qui avaient été distribuées par le gouvernement de Stamboliisky aux paysans sans terre ou n'ayant qu'un tout petit lopin de terre, ont été reprises à ces paysans par le gouvernement du Zgovor, au profit toujours des anciens propriétaires.

À la suite de la diminution de la production, l'exportation des céréales, de ce produit agricole si important de l'économie rurale bulgare, a énormément diminué. Constituant avant la guerre les 25% de l'exportation générale, elle n'en constitue aujourd'hui que les 5% : alors que précédemment étaient exportés 600 millions de kg de céréales de différentes sortes, il n'est exporté aujourd'hui que 30 millions de kg, et ce presque exclusivement du maïs.

En ce qui concerne les autres produits agricoles — le tabac, la betterave, le raisin, etc. il faut relever qu'après la guerre la production en augmentait d'année en année, surtout celle des deux premiers produits. La production du tabac avait tellement augmenté qu'elle constituait le moyen d'existence de plus de 200.000 familles, et l'exportation en avait augmenté 15 fois. Mais la politique du gouvernement zgovoriste envers les cultivateurs de tabac, cette politique qui favorise les gros-commerçants et les compagnies au plus grand détriment des producteurs, a fait que cette production si florissante a commencé à déperir. Les tabacs des cultivateurs se trouvent depuis trois ans dans leurs dépôts et greniers et les terres ensemencées diminuent ici aussi. L'exportation du tabac a baissé de 6 millions de kg de 1925 à 1926. Le prix du tabac ordinaire est de 8 à 10 lévas par kg, alors que le coût de revient au producteur est de plus de 20 lévas. Et il y eut des cas où le producteur n'a retiré de son tabac que 2 lévas par kg.

La betterave, dont la production augmentait tous les ans et qui faisait vivre plus de 50.000 familles, toujours par suite de la favoritisation des fabricants de sucre a abouti à ce qu'en 1925 les cultivateurs n'ont pas travaillé du tout. Ils n'ont cependant pas pu résister l'année dernière à la pression des fabricants et du gouvernement et ont été obligés à en reprendre la culture — et ils ont dû vendre leur produit à 600 lévas par tonne, alors qu'auparavant ils en recevaient 800 lévas.

La situation des viticulteurs a également empiré ; ils se trouvent devant une catastrophe. Nul soin pour eux, pas de crédits les rendant à même d'améliorer leur production — mais, de l'autre côté, des favoritisations spéciales, par le gouvernement, des fabricants d'alcool et de bière. Et de cette production 200.000 familles retireraient leur subsistance.

Et il en est ainsi dans presque toutes les autres productions agricoles.

Passons maintenant à l'industrie. Nous y voyons que, malgré toutes les protections possibles que le gouvernement donne aux grands industriels — des privilèges, des crédits, etc. — c'est toujours la crise, la stagnation qui sévit. Beaucoup de fabriques sont fermées. De celles qui continuent encore à travailler, la plupart ne le font que quelques jours par semaine et quelques heures par jour. Cette crise est due principalement au fléchissement du marché intérieur par suite de l'appauvrissement de la population. Les dépôts et les magasins sont bondés de produits industriels qui attendent en vain les acheteurs. Pour donner une idée jusqu'à quel point la crise est intense dans l'industrie, citons le fait relevé par le ministère du commerce, de l'industrie et du travail, que des 59.342 salariés occupés dans l'industrie, 23.248 ont été licenciés au cours du 4<sup>me</sup> trimestre 1926 : soit les 40% de tous les ouvriers industriels.

Quant aux artisans, qui forment avec leurs familles une classe de 300.000 personnes et qui constituent pour ainsi dire le tronc de la population des petites villes en Bulgarie, leur situation est déplorable au dernier degré. La concurrence écrasante des fabriques et manufactures les a plongés depuis des années et des années dans une pénible crise, et le gouvernement du Zgovor, tout en essayant de se les attacher par des mensonges, ne fait absolument rien pour soulager leur sort. Il leur promet des crédits suffisants, et leur jette des aumônes. Nous empruntons à une statistique publiée dans les journaux bulgares que pour un trimestre de 1925, la Banque Nationale Bulgare a accordé, à 10%, des crédits de 480 millions pour le commerce, 332 millions pour l'industrie, 73 millions pour les banques, et elle n'a donné aux artisans, depuis l'armistice, depuis 7 ans, que 166 millions, ou 6 millions pour un trimestre. Et depuis que, sur la demande des banquiers anglais, les statuts de la Banque Nationale Bulgare ont été modifiés, les portes de cet établissement de crédit, de cet établissement d'Etat, sont fermées pour les artisans. Dernièrement encore le gouvernement a rejeté net une proposition de l'opposition parlementaire d'affecter un crédit aux artisans.

Le commerce est également en stagnation. En 1926, l'importation a diminué d'un demi milliard de lévas (5<sup>1/2</sup> milliards contre 6 milliards en 1925). Et ceci est dû en premier lieu à la diminution de la capacité d'achat de la population, mais aussi, et le fait est particulièrement significatif, à la stagnation générale économique du pays, à la cessation d'achats de nouveaux outillages de production.

L'exportation, de son côté, a fléchi très sensiblement : de 7.400.000.000 en 1925 elle est tombée à 5.600.000.000 en 1926.

Un des symptômes les plus saillants de ce marasme économique du pays, de la débâcle économique, pouvons-nous dire, c'est l'augmentation constante des faillites. Les journaux bulgares enregistrent des faillites même des plus grandes maisons. Les protêts de non-paiement des traites ont augmenté d'une manière inquiétante par suite de l'impossibilité pour les tirés de faire face à leurs engagements. De 913 millions de lévas en 1923 et 1.056 millions en 1924, le montant des traites protestées a atteint 1.324 millions en 1925 et 2.000 millions en 1926. Excepté les gros favorisés, c'est-à-dire ceux qui sont en très-étroites relations avec les banques qui peuvent leur accorder des crédits et escompter leurs effets, les commerçants, les industriels, les artisans, ne pouvant emprunter de l'argent à des banques, sont contraints, pour éviter la faillite, de s'adresser aux usuriers. Et ce sont non seulement les usuriers professionnels, ceux aux aguets dans les différentes villes et les grands villages, qui sucent les forces vitales de la population, mais aussi les grandes banques, et en premier lieu la banque de la famille Bouroff : la Banque Commerciale, qui extorque des intérêts tout à fait exorbitants. L'intérêt légal est de 11%. C'est à ce taux que la Banque Nationale Bulgare accorde des emprunts aux différentes banques privées. Mais ces dernières profitent de cet argent de l'Etat pour extorquer des intérêts de 30, 40, 50, jusqu'à 100%. Tout dernièrement le député radical prof. P. Stoyanoff a relevé au

parlement un cas où la Banque Commerciale avait pris un intérêt de 36,64%. Nous aussi avons maintes fois signalé les agissements des usuriers et avons relevé des cas où les emprunteurs étaient contraints de payer jusqu'à 200% d'usure.

La *cherté de la vie* écrase la population malgré toutes ces déclarations des dirigeants du Demokratitchski Zgovor que la Bulgarie est un pays où la vie est le meilleur marché, où il n'y a pas de misère, où il n'y a pas de sans-travail, etc. Les revenus des larges masses populaires, de ces masses laborieuses qui constituent les 90% de la population, suffisent à peine à payer le loyer (un petit logement coûte jusqu'à 4.000 lévas — 150 frs. or — par mois), le pain (1 kilo coûte 9 lévas — 33 centimes or) et quelques choses de toute première nécessité, ce qui leur permet à peine de traîner une existence misérable. Car les revenus de cette grande masse de la population ne sont que de 2.000 à 4.000 lévas par mois (75 à 150 frs. or). Et nous n'avons parlé ici que des gens qui *ont* un revenu, qui *ont* un travail. Des centaines de milliers n'ont absolument aucun revenu, faute de travail, et sont près de la mort. D'après une enquête officielle d'il y a deux mois, il y a en Bulgarie, rien que parmi les ouvriers d'un nombre total de 387.061 — 128.777 sans-travail. Mais à part ces 130.000 en chiffres ronds sans moyens d'existence, il y a encore dans le pays plus de 20.000 sans-travail parmi les instituteurs (dont 8.000 ont été jetés sur le pavé au cours des trois dernières années), les fonctionnaires et employés des départements et des communes, les avocats et autres personnes de professions intellec-

tuelles. En calculant aussi le nombre des membres des familles de ces sans-travail, on arrivera à un chiffre de 600.000 personnes sans aucun moyen d'existence, fait qui, comme le dit M. Markham dans son journal *Svet*, est un crime social, la faillite de la civilisation, un ordre des choses intolérable, une monstruosité.

Nous voulons mentionner encore ici la situation désespérée d'une masse de 40.000 personnes, avec leurs familles 150 à 200.000. Ce sont les pensionnés. Des gens qui touchent une pension mensuelle de 500 à 2.000 lévas (17½ à 75 frs. or). De cette phalange de malheureux font exception quelques centaines de pensionnés privilégiés, des anciens officiers, des membres actifs du Zgovor, qui reçoivent des pensions plus élevées et des travaux à la journée dans de différents établissements d'Etat d'où ils touchent des 120 à 150 lévas par jour, et qui ont même des revenus privés.

Telle est la tragique situation économique de la Bulgarie actuelle sous le régime du fascisme militaire du gouvernement du Zgovor, et tant que ce gouvernement sera au pouvoir, il n'existera aucun espoir, aucune perspective que cette situation puisse s'améliorer. C'est vers la catastrophe économique que ces vautours mènent le pays. Une fois de plus il est du devoir des masses populaires en Bulgarie de renforcer leur lutte contre cette clique d'assassins et de profiteurs, de les renverser, et d'instaurer un pouvoir démocratique et populaire.

D. VI.

## L'oligarchie roumaine manœuvre et frappe

Une nouvelle scission dans le parti national-tsaraniste ! Après le détachement, l'année passée, du groupe dit Takiste (des partisans de feu Take Jonescu), après le détachement, plus tard, du groupe bourgeois transylvain de M. Goldich, après le récent détachement du groupe petit-bourgeois-intellectuel du Dr Lupu, un nouveau groupe vient maintenant de se détacher du parti national-tsaraniste, le groupe dit « des anciens conservateurs », dirigé par M. Grégoire Filipesco, et qui représente une partie des ex-latifundiaires et de la bourgeoisie capitaliste anti-libérale de l'Ancien-Royaume. Le groupe takiste est passé aux libéraux, celui de M. Goldich et des conservateurs aux avérescans, le groupe du Dr Lupu voile provisoirement son passage à l'oligarchie sous l'enseigne trompeuse d'un parti paysan ressuscité.

Le détachement de ces groupes bourgeois et petit-bourgeois du parti national-tsaraniste et leur passage ouvert ou masqué aux partis bourgeois oligarchiques est en fait un processus naturel. Car qu'est-ce qu'était, et est encore en partie, le groupe national-tsaraniste ? Il était, et est encore en partie, un groupe des larges masses paysannes et petit-paysannes. Mais la direction de ces masses dans le parti national-tsaraniste était et est détenue encore par un conglomérat des groupes bourgeois et richards, des sangsues des villages. Les groupes des bourgeois-capitalistes et des parvenus des villages qui sont en opposition avec le puissant groupe de la grande finance (le trust libéral) pour la question du partage entre eux des richesses du pays et de la plus-value nationale, pensaient que, appuyés sur les masses populaires pleines de haine et de soif de lutte contre les libéraux, ils arriveraient à jeter à bas du pouvoir les libéraux et à s'y hisser eux, les groupes bourgeois non-libéraux — ou du moins à imposer à la bourgeoisie financière dominante et à la cour, l'alliée de celle-là, des concessions allant le plus loin possible. Mais les expériences des années écoulées depuis la guerre ont montré à ces groupes bourgeois d'opposition l'inanité de ce plan.

En effet, la lutte contre les libéraux, appuyée sur les larges masses populaires des villes et villages, ne peut pas rester dans les limites d'une « lutte » de phrases, de tribune, sans finir par désillusionner les masses. En face de l'absolutisme de plus en plus cynique auquel a eu recours l'oligarchie, les masses ont senti, ont compris, ont appris que l'oligarchie dominante ne cédera pas le pouvoir, ne tombera pas comme les murs de Jéricho aux sons des trompettes juives, aux seuls sons des phrases démocratiques et des chiffres des voix rassemblées aux élections. Les masses se sont convaincues qu'il faut, pour y arriver, une lutte sans merci, qui ira fatalement jusqu'à prendre des formes révolutionnaires. Tandis qu'aux élections les groupes bourgeois qui conduisaient le parti national-tsaraniste cherchaient à concentrer toutes les espérances des masses sur le bulletin de vote, ces masses voyaient qu'on ne les laissait pas voter, ou que leurs votes étaient falsifiés. La « lutte » contre l'absolutisme des libéraux et de la cour s'est donc montrée clairement aux masses paysannes comme devant rester inefficace, si elle ne devient pas une lutte véritable, décidée, sans peur en face de la perspective de devenir révolutionnaire. Mais les groupes bourgeois sont adversaires d'une lutte révolutionnaire ; ils s'opposent aux libéraux, mais ils restent sur le terrain fondamental actuel, disant qu'on

peut bien préciser où une révolution commence mais pas où elle s'arrêtera. D'autre part, les années d'expériences depuis la guerre ont montré à ces groupes dirigeants du parti national-tsaraniste que l'oligarchie, ne reculant pas d'instaurer l'absolutisme le plus ouvert, est décidée à défendre sa domination, au besoin avec le fer et le sang, mais qu'en même temps elle est prête à payer largement ceux qui passent à ses côtés et lui reconnaissent l'hégémonie dans la direction du pays. Mais devant l'alternative de choisir entre lutter sans merci, et se vendre pour un bon prix, ces groupes ont fait en fin de compte leur choix : elles ont quitté le parti national-tsaraniste et sont passées dans les partis oligarchiques.

Ce processus signifie cependant pour le parti national-tsaraniste un processus de débarrasement des éléments bourgeois, d'une partie au moins de ces éléments, notamment de la partie la plus nuisible et dangereuse pour la lutte d'émancipation des couches populaires qui suivent ce parti. Plus nombreux seront les groupes bourgeois qui le quittent au fur et à mesure que son contenu social s'approche de celui d'un parti paysan et de la petite bourgeoisie exploitée par la grande bourgeoisie financière dominante.

Mais ne nous faisons pas d'illusions. Quoique acquérant un caractère plus paysan par son abandon par des groupes capitalistes, le parti national-tsaraniste reste encore en essence un parti de bourgeois-richards. Les groupes qui monopolisent encore sa direction (Mariu-Mihalaka) ne sont pas des groupes représentant les intérêts et les aspirations des larges masses des paysans moyens et petits, mais des groupes représentant une partie de la bourgeoisie, principalement moyenne, de Transylvanie, une partie de la petite intellectualité et la paysannerie parvenues et suce-sang de toutes les provinces du pays. Ce sont donc les intérêts de ces groupes qui déterminent l'orientation politique du parti national-tsaraniste, cherchant, par des tractations tantôt avec le général Averesco, tantôt avec Bratiano, avec la camarilla, avec Carol, à s'entendre avec la classe dominante, ou du moins avec une partie de celle-ci. Une telle entente ne peut cependant être faite qu'au prix du sacrifice des intérêts des larges masses populaires.

L'abandon du parti national-tsaraniste par les groupes bourgeois est un processus de sa purification. C'est pour cela que nous saluons aussi le récent départ du groupe conservateur. Mais nous attendons que les masses paysannes du parti national-tsaraniste ne s'arrêtent pas là, ne se contentent pas de cela. Nous espérons que les éléments sincères de luttes paysannes du parti national-tsaraniste interviennent d'une manière active dans ce processus de purification du parti national-tsaraniste, qu'ils donnent de la vigueur au courant de gauche tsaraniste, qu'ils acquièrent une influence de plus en plus prépondérante dans la direction du parti, qu'ils y écartent aussi les derniers restes bourgeois et des suce-sang des villages, et qu'ils donnent ainsi à la paysannerie un instrument politique de lutte de classe décidée et sans peur aux côtés des ouvriers des villes et des peuples opprimés de toute la Roumanie.

\* \* \*

Mais pendant que l'oligarchie démoralise et achète les groupes bourgeois d'« opposition » en les attirant à ses côtés et en les subordonnant à son hégémonie, elle manie d'autre part vis-à-vis de la classe ouvrière et de son avant-garde organisée

l'arme de la violence, de l'arbitraire et de la terreur blanche. Le dernier acte en ce sens est l'assaut contre les syndicats unitaires. Le ministre du travail, M. Trancou-Yassy, qui se vante à tous les carrefours d'être l'ami d'Albert Thomas, voulant par là démontrer son radicalisme social et son amitié pour les ouvriers, a saisi le procureur général d'une demande de dissolution des syndicats unitaires de Bucarest. Le motif invoqué par M. Trancou-Yassy est que les syndicats unitaires « acceptent l'influence du parti communiste », qu'ils « font de la politique » et, enfin, qu'ils « attisent la lutte et la haine de classe contre la bourgeoisie capitaliste ». Voilà donc cet ami d'Albert Thomas dévoilant son vrai visage de défenseur des capitalistes. Qu'en dit Albert Thomas ?

Cette attaque infâme du gouvernement roumain contre les organisations professionnelles ouvrières a provoqué l'indignation des plus larges couches de l'opinion publique. Les ouvriers en Roumanie en sont alarmés et ont commencé une énergique action de défense, et les ouvriers de l'étranger ne restent pas non plus impassibles. La dissolution des syndicats unitaires doit être et sera empêchée. M. Trancou-Yassy, qui se prépare précisément à partir pour Genève pour assister à la Conférence du travail, aura, nous sommes sûrs, l'occasion de constater qu'il ne lui est pas permis, alors qu'il vient à l'étranger faire de la démagogie sociale en se présentant comme ami des ouvriers, de juguler chez soi les organisations libres de ces mêmes ouvriers.

I. Mateescu

## Les conséquences économiques de l'invasion des barbares en Bessarabie

L'histoire nous relate que partout où les hordes sauvages des Huns firent irruption, il ne poussa plus d'herbe sur le sol et toute vie y fut anéantie, desséchée. Et l'on se rappelle vraiment les terribles dévastations des Huns dans l'Europe Centrale et Orientale, en voyant comment pendant ces dix années de sa domination le régime roumain a non seulement anéanti et desséché en Bessarabie toute vie culturelle, mais aussi toute vie économique.

Il y a encore en Europe Occidentale des personnes qui ne veulent pas croire que presque toutes les classes et couches sociales de la Bessarabie sont contre le régime roumain de violence et désirent le retour à l'Union Soviétique. Nul ne doit cependant s'en étonner. Car l'occupation roumaine a économiquement anéanti même les couches de la population qui auraient peut-être accepté la nouvelle situation, toléré les usurpateurs de leur pays.

Les dix années d'occupation roumaine ont signifié, avant tout, dix années d'une exploitation effrénée, d'un pillage, d'une spoliation de toute la population bessarabienne, surtout de la population paysanne constituant la base économique du pays — exploitation, pillage, spoliation dont on ne voit pas d'égal même dans l'histoire des conquêtes coloniales. La cynique fraudulation de la réforme agraire, la colonisation forcée, le manque de crédits agricoles, le manque de tout inventaire agricole firent que de 1920 à 1924 la surface cultivée diminua d'environ 5%, et le produit de la récolte de 16%, en comparaison avec les années d'avant-guerre. Avant 1914, 2.317.820 ha. de terres étaient cultivées en Bessarabie, et la récolte était de 196.860 wagons (annuellement) ; de 1920 à 1924 cependant, il n'y eut en moyen, annuellement, que 2.203.040 ha. de terres cultivées et une récolte de 164.500 wagons seulement.

Pour l'exportation, il en fut bien plus pire encore. Avant la guerre, environ 100.000 wagons de céréales, d'une valeur de 23 millions de dollars, étaient exportés annuellement ; de 1920 à 1924, cependant on ne put exporter en moyen que 38.000 wagons, d'une valeur de 6 1/2 millions de dollars.

Misère et famines permanentes, émigrations en masse, une terrible mortalité infantile, le pélagra — cette maladie résultant de la faim chronique — une effroyable recrudescence de la tuberculose, de la syphilis, etc. : tous ces fléaux parlent un langage trop net et trop précis.

Et il n'est donc pas étonnant que dans le même laps de temps la consommation de boissons alcooliques ait augmenté en Bessarabie de plus de 300% et que le plus petit trou de cette province possède aujourd'hui 3 à 4 cabarets.

L'envahissement de la Bessarabie par les fonctionnaires parasites et corrompus du Vieux-Royaume, qui s'abatirent sur le pays comme des nuées de sauterelles et qui n'étaient dans la plupart de cas que d'anciens criminels, la ruée des agents de la Sigurantsa et de la police, des gendarmes, des garnisons militaires (qui composaient en maints endroits les 50% de la population), des armées de missionnaires (entendus bien souvent aux frais de la population), la dissolution des syndicats productifs et des *Zemstvos*, la centralisation brutale de l'administration face vers Bucarest, la destruction systématique des pêcheries, l'empêchement des communications avec la Russie, la conversion frauduleuse des roubles, la terreur blanche sévis-

sant avec une fureur effrénée, la substitution du droit et de la loi même roumains par l'arbitraire et l'anarchie officiels, les réquisitions les plus insupportables — tels sont en grandes lignes les étapes successives et les traits caractéristiques de ce pillage, de cette mise à sac.

Autrefois le pays le plus fertile et le plus florissant de l'Europe, la Bessarabie devint ainsi un pays de désolation, aux communications entièrement effondrées, à une agriculture brisée, à un commerce mourant, à une industrie en recul constant, à une exportation minime.

Ces conditions sont devenues dans les derniers temps tellement aiguës que même le gouvernement Averesco commença à contempler les choses avec inquiétude et fait semblant d'y vouloir porter remède. L'expression de cette inquiétude fut la nomination du général Raskanu comme gouverneur de la Bessarabie.

Toute une série de faits très caractéristiques furent encore connus, mettant en évidence les dimensions de la désolation générale économique du pays.

Toutes les personnes compétentes sont unanimes à déclarer que c'est surtout le détachement soudain et brutal de l'Union Soviétique qui porta à la vie économique du pays la plus profonde blessure et priva surtout l'agriculture de ses débouchés naturels (voir Memorandum d'avril 1927 de la Chambre de Commerce de Kichinev).

C'est ainsi que l'excédent de la récolte de 1926 n'a pu du tout être exporté. Non seulement les débouchés, mais les moyens de transports aussi ont fait défaut. Les produits, emmagasinés, pourrissent ; les prix pour le commerce en gros tombent d'une façon catastrophale, tout le commerce, toute l'industrie sont en stagnation (T. A. Stirbu : Bulletin de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Kichinev, avril 1927 — « L'exportation bessarabienne en danger »).

Depuis la domination roumaine, l'importance de Kichinev comme centre commercial a diminué, son commerce a presque entièrement cessé, des banqueroutes se produisent en masses, les fabriques ont licencié leurs ouvriers, les moulins qui autrefois travaillaient jour et nuit ont été réduits à ne travailler que quelques mois par an, les hôtels les plus importants sont fermés, etc. etc. (Du Memorandum précité de la Chambre de Commerce de Kichinev.)

La Bessarabie possède 104.950 ha. de vignobles et 43.660 ha. de vergers. La viticulture et l'agriculture avaient autrefois leurs principaux débouchés dans l'Ukraine du Sud et en Pologne. Aujourd'hui la production entière des vignobles et des vergers de la Bessarabie pourrait faute de la moindre possibilité d'exportation, (300 millions de pouds étaient exportés avant la guerre.)

Les 284.204 ha. de forêts furent confisqués par les conquérants, au profit de l'Etat. (*Casa padurilor.*) Les paysans furent dépossédés de leur droit de jouissance et il y commença un pillage au grand préjudice des conditions atmosphériques nécessaires à l'agriculture. Presque 50.000 ha. ont été déboisés sans qu'il y en ait résulté une mise en valeur productive.

Par suite de la misère sévissant parmi la population paysanne, l'élevage se trouve aussi dans un état de recul terrible et constant.

Avant l'occupation, les *Zemstvos* dissouts par les autorités roumaines avaient 28 institutions d'agronomie, 96 champs d'essais, 206 dépôts de machines, 24 grands magasins centraux et 180 établissements pour examiner les semences .... on raconte aujourd'hui avec insistance que l'on aurait l'intention de créer une Chambre Agricole. Tout ce qui existait auparavant — d'ailleurs certainement bien insuffisant — pour la rationalisation nécessaire, a été complètement détruit. Les *Zemstvos* avaient à leur disposition plus de 940 millions de leis pour activer l'agriculture. Après leur dissolution ce fond a disparu et n'a point été remplacé.

La fraudulation de la réforme agraire et les conséquences qui en résultèrent furent déjà brièvement mentionnées plus haut. (Voir aussi la série d'articles de I. Mateescu dans la *Fédération Balkanique.*)

La misère des masses en Bessarabie est accrue à l'infini par le traitement inique infligé au pays qui est considéré comme un territoire ennemi conquis ; par les réquisitions brutales qui ne sont jamais payées, si ce n'est quelquefois par des montants ridicules ; par l'encaissement d'une manière féroce des multiples impôts écrasants.

Une importante branche de l'économie nationale de la Bessarabie est constituée par la pêche. Sur le Pruth, le Dniestr et la Mer Noire les pêcheries ont une superficie de 43.570 ha. 3 1/2 millions de poissons sont capturés tous les ans. Mais ce ne sont pas les pêcheurs autochtones — des Bulgares pour la plupart — qui en profitent. Par la colonisation forcée et des persécutions directes (les révoltés de Tatar-Bunar étaient des pêcheurs en plus grande partie) on les force à quitter leurs foyers ; les grandes sociétés roumaines d'achats (« Frigul ») qui payent des prix ridicules que les pêcheurs sont obligés d'accepter à cause de l'impossibilité pour eux de conclure directement des ventes en gros ou d'exporter, les impossibles impôts et chicanes auxquels les pêcheurs sont soumis, les persécutions exercées contre leurs corporations, ont presque entièrement détruit leur existence. Et le comble en a été une loi de pêche que le parlement vient de voter et qui, d'après les paroles même de son auteur le ministre Garoflid, poursuit le but de forcer les pêcheurs à vendre leurs poissons à une Société Nationale Roumaine ; de plus, toutes les régions des pêcheries sont proclamées propriétés de l'Etat (Art. 12 de la loi agraire pour la Bessarabie), qui les donne en fermage, par parcelles. L'*Universul*

du 7 avril dernier dit tout ouvertement que les régions des pêcheries devaient à cette occasion être débarrassées des « étrangers ». Ceci est déjà fait en partie, et maintenant on le fait sur une plus grande échelle. *Le sort de la pêche bessarabienne en est ainsi scellé pour des années.*

L'œuvre de la dévastation de l'économie nationale bessarabienne par les conquérants roumains n'a pu être décrite ici que rapidement, superficiellement.

Nous devons maintenant nous demander : n'est-ce vraiment que le désir sadique de la destruction qui a animé les conquérants dans leur néfaste œuvre, ou est-ce le désir vers une domination économique du capital financier national roumain qui, suivant la logique intérieure de la violence, a pris de telles formes ? En nous remémorant les conquêtes coloniales de tous les temps, nous y trouvons la réponse à cette question. C'est donc avec pleine raison que Constantin Stere, l'ancien président du « Sfatul Zerri », a pu déclarer

dans l'*Adeverul* que *les gouvernements roumains traitent la Bessarabie bien plus pire encore qu'une colonie africaine.*

Oui — quelque horrible qu'il soit de se l'imaginer : la population autochtone de la Bessarabie doit être exterminée, ou chassée de ses foyers, son économie nationale doit être détruite, afin que les projets coloniaux du capital financier du Vieux-Royaume puissent être réalisés. Tel est avant tout le sens profond de la guerre permanente de la Roumanie impérialiste et réactionnaire contre la Bessarabie conquise et occupée par la force et la ruse éhontées. Les croix qui s'élèvent sur le cimetière économique entre le Pruth et le Dniestr portent un terrible témoignage de ce fait indéniable. Et nous les Bessarabiens, en présence de cet état des choses, devons continuer notre lutte contre l'opresseur et l'exterminateur avec une énergie et une violence redoublées, sans aucune crainte de tout sacrifice, jusqu'à ce que nous obtenons la victoire complète et définitive.

Vladimir Opintch

## Le nouveau gouvernement panserbe de la cour de Velja Voukitchévitch

### Pourquoi le gouvernement Ouzounovitch a été renversé — La structure et les perspectives du nouveau gouvernement

Le sixième cabinet Ouzounovitch a été de courte durée. Ouzounovitch ne s'en est du reste lui-même pas fait d'autre illusion, quoique dans toutes ses déclarations à la presse, et jusqu'au dernier jour, il a étalé le plus grand optimisme. Le sixième gouvernement antiparlementaire Ouzounovitch n'était qu'une étape dans la marche politique réactionnaire de l'absolutisme monarchique et de sa dictature.

Les nations opprimées et les masses laborieuses dans toute la Yougoslavie n'ont plus besoin d'une argumentation formelle sur l'existence de la dictature de la camarilla de la cour qui, d'une dictature masquée, se transforme progressivement en une dictature ouverte. La période dans laquelle nous nous trouvons, qui se trouve devant nous, ne peut même pas être comparée avec celle du régime des Obrenovitch dans la Serbie d'avant guerre, vers 1870—1880. Il ne peut être question d'un gouvernement légal ou parlementaire de la monarchie Alexandre Karageorgévitch, car l'iniquité y a surpassé même celle des pays de dictature déclarée, tels que la Bulgarie de Boris et la Roumanie de Ferdinand. *Les forces obscures et secrètes sur lesquelles on chuchote dans tout le pays sont : la cour et sa camarilla, la « Bela Rukà » (Main Blanche) cette clique de généraux avec Hadjitch, Milosavljevitch, Zivkovitch et Petchitch.* Ce sont là ces forces obscures qui règnent dans le bienheureux pays qu'est la Yougoslavie, qui se servent des partis politiques et de leurs leaders comme de pions d'échiquier en une époque où le pays gémit sous une crise économique insupportable, sous un chômage terrible ; en une époque où dans ce pays agricole en 90% une famine latente sévit dans plusieurs provinces (Lika, Herzégovine, des parties de la Dalmatie et du Monténégro), famine qui a provoqué une véritable migration des peuples vers l'Amérique du Nord et du Sud et les autres pays du moloch capitaliste, pour que ce dernier puisse pressurer la dernière goutte de sang de cette nombreuse émigration à lui livrée sans défense aucune, pour qu'il puisse l'exploiter comme de véritables parias.

Dans ce pays où l'on dépense annuellement pour la police et l'armée presque la moitié du budget total de 12 à 15 milliards de dinars, où la corruption, la violence et le pillage forment une Sainte Trinité ; où aujourd'hui 4 à 5.000 militants du mouvement national et ouvrier pourrissent dans les humides cachots de la Macédoine et du Monténégro, dans les casemats de la Bosnie, de la Vojvodina, de la Croatie et de la Serbie ; dans ce pays où les prisonniers politiques sont traités d'une façon bien plus pire que le dernier des criminels de droit commun, où l'on charge de lourdes chaînes les condamnés politiques qui osent déclarer la grève de la faim (un cas d'un tel barbarisme vient d'avoir de nouveau lieu tout récemment dans les casemats de Mitrovitsa) ; où les adversaires du régime actuel ont été massacrés, d'une manière sadique, clandestinement dans les cellules de la préfecture de Belgrade, et ouvertement, publiquement, en Macédoine — les potentats actuels du pays ne rendent compte à personne de ces nombreux et sanglants crimes.

Toutes les affaires de corruption qui sont parvenues à la connaissance de l'opinion publique, ont disparu comme si elles n'avaient jamais existé. L'accusation de Raditch contre le ministre de l'intérieur Maksimovitch fut étouffée au parlement par des votes en faveur du ministre. La seconde accusation présentée par les démocrates sera rejetée dans l'oubli par ce fait même que dans le nouveau gouvernement cinq fauteuils ont été assurés aux démocrates.

La mafia blanc-gardiste, avec le roi à sa tête, pensa que, vu la situation intérieure et extérieure du pays, Ouzounovitch, avec son Maksimovitch, avaient déjà rendu suffisamment de services à leur maître et aux forces obscures, et qu'ils pouvaient maintenant s'en

aller. Ces forces obscures obtinrent le succès que les partis radicaux furent scissionnés en 4 ou 5 fractions qui s'entre-déchirent pour le pouvoir comme des chiens affamés. Elles obtinrent que Raditch fut entièrement compromis devant le peuple croate ; elles obtinrent que les démocrates furent attirés au pouvoir par les agents de la « Main Blanche », pour abaisser leurs positions politiques et l'état des choses dans le sein de leur parti au même niveau que ceux des partis radicaux. Les autres petits partis ne joueront dans ce ballet politique que le rôle de figurants seulement. Les conseillers immédiats du roi furent cette fois-ci plus sages que tous les leaders de partis et les hommes politiques. Le roi se servit largement et avec beaucoup de succès de la maxime monarchique : diviser et imposer.

Et voilà pourquoi la crise gouvernementale a été résolue cette fois-ci en deux jours, sans consultation des clubs parlementaires. Voilà pourquoi le Parlement devint-il sans objet. Ce n'est point là une pratique nouvelle dans l'antiparlementarisme et l'illégalité chez nous. Cette pratique est employée depuis des années déjà. Elle a été cette fois-ci exercée tout simplement à un degré renforcé.

\* \* \*

Quelques mots sur cette nouvelle constitution du cabinet.

Ouzounovitch a motivé sa démission par le désir de voir se créer une plus forte, plus large et plus stable base (lisez : gouvernement) pour la réalisation du programme économique que son sixième cabinet avait à exécuter. Ceci se passait le 16 avril, au soir. La démission fut acceptée, et le mandat de former un nouveau cabinet fut confié à Velja Voukitchévitch, ministre des cultes dans le dernier gouvernement Ouzounovitch. La liste étant déjà toute prête, le nouveau cabinet fut constitué le 18 au matin, sous la présidence du mandataire Voukitchévitch, qui se chargea aussi du ressort de l'intérieur. Mentionnons, comme caractéristique du nouveau premier ministre, qu'il est issu du groupe de Ljuba Jovanovitch-le-Salonicien — ainsi appelé parce que lors du célèbre procès de Salonique en 1917 il a joué, comme ministre de l'intérieur, le rôle de bourreau — et de celui des radicaux anti-corruptionnistes que il y a environ un an, Pachitch a expulsés du parti radical à cause de leur attitude intransigente contre lui. Il est, de plus, important de savoir qu'il est l'un des amis les plus intimes du roi, un conseiller de grande influence ; en un mot, il est dans le plein sens du mot l'homme de confiance de la Cour.

Les deux généraux Hadjitch et Milosavljevitch restèrent à leurs postes respectifs, qu'ils détenaient dans l'ancien cabinet : le premier comme ministre de la guerre, le second comme ministre des communications ; restèrent également à leurs postes le ministre des finances Bogdan Markovitch et le ministre de la justice Dr Sertchitch, tous deux très près des cercles de la « Main Blanche ». Et nous avons dans le nouveau cabinet cinq ministres appartenant à l'Union Démocratique, avec à leur tête le Dr Voja Marinkovitch ; trois en sont des Serbes, un Bosniaque musulman, Dr Spaho, ministre du commerce et de l'industrie, et un non-parlementaire, Dr Kumawdi, le maire de Belgrade, qui a lui-même reconnu et déclaré qu'il a été nommé ministre directement par la cour. Dr Voja Marinkovitch obtint le portefeuille des affaires étrangères qui paraît lui avoir été promis depuis longtemps. Le 23 mars, au cours des débats sur la politique étrangère au Parlement, il y tint un discours hautement diplomatique dans lequel il défendit la politique de s'appuyer sur l'Occident démocratique (lisez : l'Occident impérialiste) tout en maintenant le principe du Balkan aux peuples balkaniques. C'étaient là ses idées programmatiques qu'il développait en son temps.

Restent encore cinq postes ministériels qui sont gérés pour le moment *ad interim*, jusqu'à ce qu'ils soient occupés par de nouveaux ministres, si jamais ce cabinet est complété.

Les clubs parlementaires radical et démocrate se trouvant ainsi placés devant un fait accompli, il se produisit dans leur sein une certaine excitation qui cependant fut bien vite calmée lorsque l'on apprit que tout ceci avait été réglé conformément au désir du premier facteur de la Constitution.

Les démocrates indépendants, c'est-à-dire leur leader Pribitchévitch, ont violemment attaqué le nouveau gouvernement comme anti-parlementaire et anti-constitutionnel : ce même Pribitchévitch qui, lorsqu'il détenait le pouvoir, portait partout et toujours atteinte à la Constitution. Raditch a observé une attitude très loyale contre le nouveau gouvernement, qui pourtant est un gouvernement nettement panserbe — cette attitude de Raditch lui a certainement été ordonnée par la cour. Il a déclaré avoir pleinement confiance en ce gouvernement « qui n'est pas un gouvernement de parti » (lisez : mais un gouvernement de la camarilla de la cour). Les agriculteurs serbes propriétaires-moyens firent déclarer par la bouche de leur leader Joza Jovanovitch-Pijon que le gouvernement était bon, qu'on devrait toutefois y faire participer les représentants des Croates, c'est-à-dire les Raditchiens ; mais que cela pourrait aller ainsi aussi... Les cléricaux slovènes, ahuri par ce changement si imprévu de la situation, n'ont pas pu encore se ressaisir et attendent la rentrée

de leur chef Dr Korosetch qui se trouve encore à l'étranger. Tel fut toute la réaction des partis bourgeois à cette toute nouvelle attaque des monarchistes contre le pays et le peuple.

Les perspectives du nouveau gouvernement dans la politique intérieure suivent, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, le chemin naturel, absolutiste, de la dictature. Dans la politique extérieure... il s'agit avant tout de conquérir la confiance de l'Angleterre ; et s'il n'en résulte pas l'obtention des garanties nécessaires contre l'Italie, alors barre éventuelle vers l'Est.

Voilà pour le moment ce que nous aurions à dire en général sur cette question, vu que nous ne connaissons pas encore le programme du nouveau gouvernement. En tout cas c'est Paris et Londres qui ont la parole cette fois encore.

Quelles sont les conséquences que les peuples opprimés de la Yougoslavie doivent tirer de tout ceci ?

Ce que nous répétons toujours dans ces colonnes : serrer les rangs de lutte pour la constitution d'un front uni de combat de toutes les nations opprimées de la Yougoslavie, s'affranchir des illusions qui leur sont insufflées des différents Raditch et consorts, former une alliance sincère avec les masses travailleuses, exiger la reconnaissance de l'Union Soviétique, forcer les monarchies à disparaître, pour pouvoir créer la Fédération de tous les peuples balkaniques.

Lj. Karitch

## La Situation en Macédoine

### Le peuple macédonien sous la domination de l'imperialisme et du chauvinisme serbes

#### II.

Nous essayerons d'exposer dans cet article la situation en Macédoine sous joug serbe en examinant la politique que le gouvernement impérialiste serbe poursuit envers la population dans les domaines de la culture, de l'économie nationale, et de la colonisation forcée par des Serbes. Nous exposerons aussi le régime de pillage et de corruption des autorités gouvernementales dans cette partie de la Macédoine. Avant les guerres balkaniques, la Macédoine toute entière jouissait des droits culturels. Les Macédoniens pouvaient avoir et avaient effectivement leurs écoles de différents degrés, leurs bibliothèques, leurs salles de lecture, leurs églises, les corps constitués de leur communauté nationale, et toutes sortes d'institution culturelle. Nous n'avons pas des statistiques exactes sur l'œuvre culturelle de toutes les nationalités en Macédoine avant la guerre, mais nous avons une telle statistique en ce qui concerne les Macédoniens bulgares. Ils avaient dans la partie de la Macédoine qui se trouve aujourd'hui sous joug serbe plus de 700 écoles, plus de 1.000 instituteurs, et plus de 40.000 élèves. Il y avait des gymnases, des écoles pédagogiques, des écoles spéciales, etc. Aujourd'hui tout cela a changé. Toutes les nationalités de la Macédoine aujourd'hui sous joug serbe sont privées de tous leurs droits culturels. On a concédé quelques droits, ou plutôt quelques tolérances aux Turcs, aux Koutso-Valaques, aux Grecs ou grécisants — ceux-ci ont le droit d'entretenir quelques écoles et de fréquenter leurs propres églises. Mais en ce qui concerne les Bulgares, le gouvernement serbe ne leur reconnaît même pas leur nationalité, déclarant qu'ils ne sont que des Serbes. On leur change leurs noms bulgares, on leur a fermé toutes leurs écoles, toutes leurs institutions culturelles ; dans leurs églises ce ne sont que des prêtres serbes qui célèbrent la messe ou des Macédoniens devant officier en serbe. La politique « culturelle » du gouvernement serbe ne consiste qu'en des efforts d'inculquer aux enfants bulgares les sentiments de nationalisme et de chauvinisme serbes, et cette politique, les différents gouvernements serbes qui se sont succédés au pouvoir la poursuivent avec une tenacité inébranlable, ce non seulement dans les écoles, mais aussi dans les associations sportives et autres, pour faire dominer partout et toujours l'esprit panserbe. On accorde des bourses aux gymnasiastes, aux étudiants, pour les envoyer étudier en Serbie, pour leur serbiser. On fait faire aux élèves des excursions en Serbie pour leur faire voir les monuments de la culture serbe, les théâtres de la vie nationale serbe, les musées serbes, etc. Les agents de cette politique du gouvernement sont non seulement les instituteurs et institutrices, mais tous les fonctionnaires, les colons, les comitadjis serbes. Et c'est par la force et la violence qu'on oblige les enfants et les adultes à parler le serbe, en leur défendant sous menace d'amendes et d'autres punitions de parler le bulgare. Cette méthode de violence est appliquée systématiquement malgré le traité de la protection des minorités nationales que la Yougoslavie a aussi signé et par lequel elle s'est engagée à respecter les droits des minorités.

En ce qui concerne la politique de spoliation économique, nous devons relever que le morcellement de la Macédoine a provoqué un grand bouleversement dans la vie économique du pays. Des contrées toutes entières ont été privées de leurs débouchés naturelles. Des villes comme Bitolia, Okhrid, Debr, Prilep, Tetovo, Vélès, Kavardartsi,

Chitip, Koumanovo, et même Skopie, ainsi que leurs environs, qui se trouvaient dans une situation pas mauvaise, sont maintenant presque ruinés. Et ceci grâce à la politique que le gouvernement serbe poursuit en Macédoine.

La culture du tabac, qui constituait une des plus grandes ressources pour des dizaines de milliers de familles et qui avait pris un essor très grand même pendant les premiers temps de l'occupation serbe, est maintenant en train de dépérir. La cause en est que l'administration du monopole de l'Etat fixe pour les différentes sortes de tabac des prix comme bon lui plaît. Le coût de revient du tabac au producteur est en moyen de 30 dinars par kg et l'administration du monopole, dirigée par les fonctionnaires et députés serbes de la Macédoine, a évalué les qualités ordinaires du tabac à 15 dinars par kg et la qualité supérieure à 24 dinars. Mais des prix différents sont fixés pour des différents arrondissements. Il y a des districts, comme par exemple celui de Prilep, où la grande majorité des cultivateurs ont été obligés à vendre leur tabac de 5 à 12 dinars par kg, tandis que d'autres, qui ont donné des pourboires de 5 dinars par kg aux membres des commissions d'évaluation, ont obtenu pour leur tabac 25 dinars par kg. Une autre catégorie de producteurs, avec en tête Vassil Trébitch, l'ancien comitadji serbe et actuellement député radical, ayant une voix prédominante dans la commission *ad hoc*, ont vendu leur tabac à 65 dinars par kg. La population qui s'occupait auparavant presque exclusivement de la culture du tabac, a abandonné cette culture qui sous ces conditions la jette dans la misère, et s'adonne à la culture de céréales. Une autre culture qui était très florissante aussi dans cette partie de la Macédoine, c'était celle de l'opium. On en a produit jusqu'à 150.000 kg. Mais la récolte n'a pas été vendue, car les prix que les commerçants ont offert aux producteurs étaient de 3 à 4 fois inférieurs à ceux du marché extérieur.

Le commerce est en stagnation. Les artisans sont pendant presque toute la journée sans travail. Les petits commerçants ferment souvent leurs boutiques sans avoir opéré aucune vente. Beaucoup d'ateliers chôment. D'après les journaux serbes, du 1<sup>er</sup> janvier au mois de mars 600 ateliers durent être fermés, dont 200 rien que dans le district de Bregalnitsa. Un grand nombre de maisons de commerce ont dû être déclarées en faillite. Les crédits manquent presque entièrement. Les banques d'Etat n'accordent des crédits qu'aux spéculateurs et commerçants serbes et aux commerçants macédoniens qui soutiennent le régime panserbe. Tous les autres sont obligés d'emprunter de l'argent à des spéculateurs auxquels ils payent un intérêt, une usure de 40 à 120%.

Par sa politique de colonisation forcée, le gouvernement serbe poursuit le but de piller la population autochtone et de changer le caractère ethnique du pays. Il a fait venir des Serbes de la Serbie et d'autres provinces et les a installés en Macédoine, sur les terres enlevées aux paysans macédoniens ou sur celles abandonnées par les Macédoniens qui ont quitté le pays en prenant le chemin de l'émigration. Jusqu'à présent 2.900 maisons ont été construites à l'intention de ces colons et 4.500 familles

ont été installées. Mais ces transplantés ne peuvent pas s'adapter au nouveau milieu, et 800 familles sont déjà retournées dans leurs anciens foyers. Ces colons constituent une légion armée et représentent un important soutien du régime panserbe. Ils enlèvent continuellement, morceau par morceau, les terres de leurs voisins macédoniens, ils leur enlèvent leur bétail, et lorsque ces spoliés et dépossédés vont se plaindre aux autorités, leurs plaintes restent sans aucune suite. Les colons, eux, doivent faire fonction de gendarmes, de policiers, de détectives, de mouchards ; et ils remplissent tous ces rôles contre les Macédoniens et les communistes, en agents inconscients de la politique panserbe, spoliant et pillant la population autochtone.

Mais, à part ces agents provocateurs et dévastateurs, le gouvernement serbe s'en est assuré d'autres : des députés, des anciens fonctionnaires, des officiers de réserve, des anciens comitadjis « héros nationaux », en leur distribuant des terres ravies aux pauvres Macédoniens. C'est ainsi que 30 médecins, 20 avocats, 20 députés, des anciens ministres, 200 officiers de réserve et 300 anciens fonctionnaires, surtout de la police, ont été largement dotés de terres par le gouvernement. Et la loi exigeant la qualité

d'agriculteurs pour ceux qui reçoivent des terres, toute cette pléiade d'agents du panserbisme se sont drapés du manteau d'agriculteurs.

Par toutes ces iniquités, les souffrances de la population macédonienne autochtone sont devenues insupportables. Les paysans n'ont pas de terres suffisantes, la réforme agraire proclamée à coups de clairons ne leur a rien donné. Les tchiftliks abandonnés par ou enlevés à leurs anciens propriétaires ont été distribués à de nouveaux spahis, à des serviteurs de l'impérialisme et du chauvinisme serbes. Et si nous ajoutons à tout ce que nous avons relaté les méfaits des renégats macédoniens qui se sont placés au service du gouvernement panserbe et qui exercent des cruautés particulièrement raffinées sur la population, les exactions et toutes sortes de spoliations perpétrées par les anciens et actuels fonctionnaires, par les « héros nationaux », par tous les suppôts du régime panserbe, exactions et spoliations qui ont pris des dimensions inouïes — nous voyons combien l'enfer dans lequel se trouve plongé le peuple martyr macédonien est terrible.

Marcel Walter

## Les machinations des cliques impérialistes en Grèce contre les minorités nationales et les peuples et classes opprimés

*Les impérialistes et oppresseurs, dans leur avidité de pouvoir et cupidité de lucre, ne reculent devant aucun moyen pour arriver à leurs fins : terrasser la force de résistance des minorités nationales opprimées et subjuguées et des masses travailleuses, pour les exploiter à leur gré. C'est partout, ces derniers temps, la même chanson : on découvre des « complots communistes » ; et on persécute les militants des mouvements de libération des peuples que les traités « de Paix » ont cyniquement adjugés à telle ou telle petite ou grande puissance, comme l'on adjugerait du bétail. Les cliques des bourgeoisies balkaniques régnantes, encouragées par celles des grandes puissances européennes, se surpassent à qui mieux mieux dans l'emploi de cette nouvelle méthode. La Fédération Balkanique, organe et porte-parole des minorités nationales et des peuples opprimés balkaniques, démasque et démasquera toujours ces lâches machinations. Elle ne permettra pas que sous le leur de « découvertes de complots communistes » etc. les vautours au pouvoir se ruent sur les peuples qu'ils ont subjugués, faisant fi de toute justice, de toute équité, de tout sentiment humain.*

La Fédération Balkanique Communiste à Moscou vient de nous envoyer une Déclaration démasquant les ignobles mensonges lancés par la bourgeoisie au pouvoir en Grèce pour préparer de nouvelles oppressions : nous nous empressons de publier cette Déclaration pour déjouer ce nouveau complot ourdi contre les minorités nationales et les peuples et classes opprimés en Grèce.

### Déclaration de la Fédération Balkanique Communiste à propos des excitations contre les communistes en Grèce

Le 21 mars dernier lecture a été donnée à la Chambre grecque d'une lettre qui aurait été adressée le 7 novembre 1926 sous le N° 5823 (!!) par le « Bureau de Propagande du Comité Exécutif de la Fédération Balkanique » au Parti Communiste Grec. Cette lettre contenait des soi-disant directives au Parti Communiste Grec pour la question nationale.

Il est parlé dans cette lettre de « constitution de bandes » en Macédoine et en Thrace, d'« étude au Congrès du Comité Exécutif de la question des armes », d'« organisations de contre-espionnage », d'« armement des organisations de combat du P. C. G. », de « relations du P. C. G. avec le Bureau de contre-espionnage de la légation soviétique à Athènes », et d'autres balivernes similaires dont l'inanité saute aux yeux de tous.

Il est notoire qu'il n'existe point de « Congrès du Comité Exécutif », aussi n'a-t-il donc point pu « étudier » la « question des armes » ; il n'existe pas de « Bureau de propagande de la Fédération Balkanique Communiste », aussi ce Bureau inexistant ne pouvait donner au P. C. G. des directives dans la question nationale.

Les directives de la Fédération Balkanique Communiste dans la question nationale, comme d'ailleurs toutes ses directives dans toutes les questions, ont été publiées dans des Résolutions qui sont connues ou peuvent être connues par tous ceux qui s'y intéressent.

Il est également notoire que la Fédération Balkanique Communiste, ainsi que l'Internationale Communiste, le Parti Communiste Grec, et en général tous les partis communistes sont absolument contre toute terreur individuelle, donc aussi contre des « armements de bandes », d'« organisations communistes de combat », etc.

L'Internationale Communiste, ainsi que toutes ses sections, organisent et mènent la lutte des masses du prolétariat et se servent dans cette lutte exclusivement des moyens et méthodes de la mobilisation des masses et de l'action des masses.

Les partis communistes ne s'occupent donc, naturellement, ni de l'armement de bandes et ni de contre-espionnage — ni en relations avec une légation quelconque et ni sans relations aucunes.

La fabrication de cette lettre, qui est un faux, ne coïncide pas par un pur hasard avec la publication dans la presse d'Athènes d'un immensement long et ennuyeux « Rapport de la police de sûreté publique grecque sur le parti communiste et son activité en Grèce ». L'une aussi bien que l'autre, ainsi que toute la campagne de mensonges de la presse bourgeoise grecque sont des actions bien méditées, destinées à créer en Grèce un esprit de pogrome contre le Parti Communiste Grec, avec la collaboration active du fascisme italien, et par ordre du gouvernement conservateur anglais qui transforme de plus en plus la Grèce en une colonie de l'impérialisme anglais et veut lui imposer le rôle d'un gendarme anglais contre le mouvement révolutionnaire dans les Balkans ainsi que contre la Russie Soviétique et contre la Turquie. Cette campagne d'excitation doit servir à anéantir le P. C. G. qui jouit de la confiance des ouvriers grecs, des réfugiés et des autres classes laborieuses, pour pouvoir abattre avec d'autant plus de facilité les ouvriers grecs qui, sous le chômage, la cherté, et ensemble avec les millions de réfugiés et de pauvres paysans, gémissent dans une terrible misère ; pour pouvoir employer avec d'autant plus de facilité le peuple grec pour les plans fascistes-anglais de brigandages et de guerres dans les Balkans, contre la Russie Soviétique et la nouvelle Turquie ; pour pouvoir ployer la Grèce avec force sous le joug de l'impérialisme.

La Fédération Balkanique Communiste élève une énergique protestation contre ce rôle criminel des valets grecs de l'impérialisme anglais, contre l'inqualifiable méthode des faux et des mensonges dont la bourgeoisie grecque se sert dans sa lutte contre le peuple travailleur et son porte-parole, le Parti Communiste Grec.

La Fédération Balkanique Communiste est convaincue que le prolétariat grec, sous la direction du Parti Communiste Grec, serrera d'autant plus ses rangs pour s'élever contre les plans de l'impérialisme et du fascisme en Grèce, et que, ensemble avec les masses des paysans, des artisans des villes, des commerçants, des réfugiés et des masses opprimées en Macédoine et en Thrace, il luttera énergiquement et vigoureusement pour ses droits et intérêts vitaux, contre l'offensive et la politique d'affaiblissement de la bourgeoisie, contre l'oppression nationale, contre les agissements belliqueux et anti-soviétiques, contre le joug impérialiste.

Dans cette lutte, le prolétariat grec obtiendra le plein et entier appui du prolétariat balkanique et international et de tous les éléments et facteurs anti-impérialistes, pour vaincre toutes les excitations et toutes les persécutions, pour remporter courageusement et sûrement la victoire finale.

Moscou, le 10 avril 1927.

Le Secrétariat de la Fédération Balkanique Communiste:

Signé : G. Dimitroff

## Pas de grâce, mais amnistie générale pleine et entière pour les prisonniers et émigrés politiques bulgares

La campagne pour une amnistie générale pour les prisonniers et émigrés politiques bulgares se continue avec toujours plus d'énergie tant dans le pays qu'à l'étranger. Le gouvernement fasciste de Sofia a déclaré qu'il ne veut pas octroyer une amnistie générale — alléguant des motifs tout-à-fait ridicules, comme par exemple que si les prisonniers politiques étaient relâchés, ils seraient tués par des « facteurs irresponsables », etc., de sorte que l'on devrait dire que c'est par amour paternel, par tendresse spéciale, que Liaptcheff détient ces malheureux dans ses geôles et dans ses cachots. Devant l'indignation et la protestation publique, cependant, il a tout de même été obligé de faire quelque chose. A l'occasion des fêtes de Pâques orthodoxes le gouvernement bulgare a fait grâcier environ 200 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient aussi quelques dizaines de condamnés politiques. Cette mesure du gouvernement ne pouvait naturellement pas satisfaire, même relativement, non seulement l'opinion publique bulgare, mais les prisonniers politiques eux-mêmes, et leurs parents et amis. Aussi ont-ils exprimé leur protestation par une déclaration qui vient d'être publiée par les journaux bulgares, et dans laquelle ils s'élèvent avec véhémence contre l'intention du gouvernement de jeter de la poudre aux yeux de l'opinion publique bulgare et étrangère. Ils déclarent que ce n'est pas par des grâces que la pacification du pays pourrait être obtenue, mais par une amnistie effective et générale. Ils relèvent que par ces grâces octroyées, ce n'est que la peine de la prison qui leur est remise, mais non pas les amendes, etc. On sait que tous les condamnés politiques ont été condamnés aussi à des amendes s'élevant à des sommes énormes, et ces amendes, les prisonniers politiques grâciés sont obligés de les payer. C'est-à-dire qu'on leur vendra leurs champs, leur bétail, leurs maisons, leurs mobiliers, tout ce qu'ils possèdent. De plus, tous les prisonniers politiques avaient aussi été condamnés à la perte de leurs droits civils et politiques pour de longues années, et les grâciés ne reprennent pas la jouissance de ces droits. Puis, ces grâces n'atteignent pas les émigrés politiques qui mènent à l'étranger une vie de misère et sont même souvent soumis à des persécutions.

Ces « mesures » de grâces du gouvernement n'arrêteront pas le mouvement pour l'amnistie générale et effective. La lutte continuera jusqu'à ce que cette amnistie soit arrachée au gouvernement bulgare et que soient aussi restaurés tous les droits et libertés constitutionnels et politiques dans le pays. C'est dans ce cas seulement que l'œuvre de la pacification pourra être accomplie dans la Bulgarie aujourd'hui si souffrante.

G. K.

### Georges Lansbury réclame l'amnistie pour les victimes de la répression bulgare

*Georges Lansbury, le parlementaire anglais bien connu, a adressé au président du conseil bulgare M. Liaptcheff la lettre suivante, contresignée par les députés Bow et Bromley.*

Cher Monsieur,

Je vous écris pour vous dire qu'il y a en Angleterre beaucoup de vieux amis de la Bulgarie qui sont profondément désolés de constater que se produisent, en ce pays, des persécutions et des emprisonnements sur le terrain politique, et que les assassinats y continuent toujours. Nous avons appris des camarades Wallhead et Greenfell l'histoire de leur visite en Bulgarie, et nous avons aussi reçu des nouvelles depuis leur retour. Or, nous savons que votre gouvernement a refusé l'amnistie à ceux des prisonniers politiques dont le sort a spécialement intéressé nos amis, et pour lesquels j'interviens maintenant.

Nous apprenons aussi, avec un regret extrême, la possibilité de nouveaux assassinats et nouvelles bagarres pendant les élections. Il est presque impossible d'imaginer qu'en Bulgarie, le gouvernement juge utile de garder des gens en prison purement pour les protéger et afin qu'ils ne soient pas assassinés.

Nous croyons aussi que c'est une situation impossible pour votre gouvernement d'interdire la formation des comités qui n'ont qu'un seul but : donner un secours matériel aux emprisonnés, à leurs femmes et à leurs enfants.

Maintenant, je vous prie et je répète cette prière, car, malgré tout, il me paraît qu'il n'est pas trop tard, de faire tout ce que vous pouvez pour reconstruire la liberté sociale et politique dans votre pays.

Je suis maintenant dans l'impossibilité de venir vous voir, mais j'espère que je pourrai le faire bientôt. En attendant,

je vous prie d'être sûr que toute action que nous entreprenons ici en connexion avec les faits que je cite, n'est inspirée que par l'amitié pour le peuple bulgare ; que nous n'avons aucun désir d'intervenir dans vos affaires intérieures qui, naturellement, sont vos affaires à vous. Mais vous comprendrez, comme nous le comprenons, que les démocraties du monde entier doivent s'aider mutuellement et c'est seulement dans cet esprit que je vous adresse cette lettre.

Bow, Bromley

Georges Lansbury.

## La terreur blanche en Yougoslavie

Une nouvelle vague de la terreur blanche s'est déferlée ces derniers temps en Yougoslavie (comme d'ailleurs en Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie). Cette nouvelle attaque sur les ouvriers et paysans et les nations subjuguée est en étroite liaison avec la course absolutiste, monarchiste et réactionnaire, transformée en dictature ouverte. Le nouveau régime Voukitchévitch-Marinkovitch en est la preuve saillante. Le nouveau gouvernement antiparlementaire et panserbe, conduite par des généraux et la fameuse organisation « La Main Blanche », est en marche ouverte et violente contre les ouvriers et paysans pour les anéantir politiquement et les opprimer économiquement.

Avant-coureurs de la politique de la dictature monarchiste en Yougoslavie, il eut de nouvelles arrestations en masse des ouvriers et paysans en Macédoine, en Voyvodine et dans les autres provinces, soi-disant pour agitations communistes, nationales et révolutionnaires.

On a torturé le plus brutalement les ouvriers et paysans arrêtés, par des méthodes balkaniques sanglantes déjà bien connues employées pour arracher des aveux aux malheureux et pour les condamner ensuite, sur la base de la fameuse loi pour la Défense de l'Etat, à de lourdes peines de prison, pour les jeter dans ces casemats où gémissent déjà dans des conditions inouïes 4.000 à 5.000 condamnés politiques.

Cette nouvelle course terroriste commença par la condamnation à 5 ans de prison du leader ouvrier et ancien député communiste Costa Novakovitch pour ses convictions communistes. Ce furent ensuite le procès et la condamnation à 5 ans de prison de l'étudiant Slatko Schneider, pour avoir adhéré au mouvement communiste ; le procès contre les nationalistes monténégrins Dr Radovitch et ses camarades qui furent condamnés de 10 à 20 ans de prison ; le procès contre le libraire Bougarsky condamné à 2 ans de prison parce qu'on avait trouvé dans son magasin quelques livres communistes. Le 16 avril eut lieu à Vèlès (Macédoine) le procès contre : Panko Brachnaroff, Jovan Tchichouneff, Nikola Krstoff, Boris Kabreff et Branko Andréévitch pour avoir soi-disant tenu dans un jardin privé une réunion secrète et pour y avoir lu *La Fédération Balkanique* et le *Makedonsko Delo*. Après plusieurs mois de prison préventive ils furent tous condamnés par le tribunal de Vèlès, sur la base de la loi pour la Défense de l'Etat, à de différentes peines : Brachnaroff à 4 ans de prison, Kabreff à 3 ans de prison et les autres à la prison préventive qu'ils avaient déjà subie. Ce jugement draconien démontre d'une façon particulièrement nette et claire les méthodes dont se sert le régime panserbe et hégémoniste en Macédoine où gémissent dans les casemats plus de 2.000 militants pour la liberté nationale.

Cette nouvelle recrudescence de la terreur se fait sentir dans les prisons aussi. Le 5 avril, après des démarches inutiles auprès du ministère actuel pour revendiquer les droits qui d'après la loi sont dus aux prisonniers politiques, c'est-à-dire de recevoir des livres, des correspondances, des visites, etc., les détenus politiques dans les casemats de Sremska Mitrovitsa déclarèrent la grève de la faim. Ils furent alors immédiatement — quoique plusieurs fussent gravement malades — enchaînés par des fers de 13 kg. Jusqu'à la publication de ces lignes la grève continue. Participent à cette grève : Moscha Pijade, journaliste (12 ans de prison), Costa Zipouchavitch, professeur (20 ans de prison), Joza Satchitch (4 ans de prison), Rodoljub Teholakovitch, étudiant (12 ans de prison), Duchan Buhatcha, ouvrier (4 ans de prison), Nicolas Pétrévitch (13 ans de prison), Lajos Tchaki (20 ans de prison) ; le 9 avril, huit ouvriers et paysans des prisons de Betchkarek déclarèrent la grève de la faim parce qu'ils se trouvent depuis le mois de février en détention préventive et ne sont pas encore traduits devant le tribunal.

De nouvelles arrestations et de nouvelles poursuites sont imminentes. Il est donc impérieux d'exprimer par des protestations, des réunions, etc. la solidarité internationale du monde travailleur pour les victimes de la terreur blanche, contre le gouvernement yougoslave ; de démontrer que les travailleurs du monde entier veillent sur la vie de leurs frères de classe. Il s'agit de la vie de leurs frères en grève de faim, il s'agit de la vie de 4.000 à 5.000 ouvriers et paysans qui gémissent dans les prisons en Yougoslavie. Il s'agit d'entamer une vaste et énergique action pour l'amnistie, et contre la dictature sanglante en Yougoslavie.

D. J.

# LA RÉACTION DANS LES BALKANS

## FAITS ET ÉVÉNEMENTS

### Albanie:

**1.000 soldats italiens en Albanie.** — Pour protéger Zogou contre une insurrection éventuelle du peuple albanais, Mussolini a envoyé mille soldats italiens sous différents déguisements, en divers endroits de l'Albanie, sous le commandement d'officiers italiens. (« Liria Kombëtare », No 53).

**Munitions italiennes dans différents ports albanais.** — Depuis la conclusion du pacte de Tirana de grandes quantités d'armes et de munitions sont débarquées continuellement dans les ports albanais. Dernièrement encore un pareil envoi a été fait à Durazzo. Les Chemises Noires se préparent ainsi à la première occasion favorable pour l'occupation de la côte Adriatique de l'Albanie. (Idem.)

**Mobilisation de 13 classes en Albanie.** — En exécution d'un ordre reçu de Rome, Ahmed Zogou a proclamé le décret de mobilisation de 13 classes. Cette mesure aura cependant un résultat opposé à celui qu'en espère le gouvernement. Car tous les réservistes sont prêts, à la première occasion, d'employer leurs armes contre Ahmed Zogou. (Idem.)

### Bulgarie:

**Les « facteurs irresponsables » et la constitution du Demokratitchski Zgovor.** — Un projet de modification de quelques articles de la loi électorale avait été présenté par le gouvernement à la suite d'un nouveau recensement de la population en Bulgarie nécessitant des changements des circonscriptions électorales et une augmentation du nombre des députés. A cette occasion les députés Brachlianoff et Vlaïkoff avaient présenté un projet de loi modifiant complètement la loi électorale, mais cette motion avait été refusée par le gouvernement et par conséquent rejetée par la « Chambre introuvable ». Lors de la discussion du projet gouvernemental, M. Vlaïkoff, président du groupe parlementaire du Zgovor, autrefois leader du parti radical, saisit l'occasion pour essayer de présenter le Zgovor comme le résultat de la fusion spontanée des quatre grands partis politiques et comme une organisation qui a su enfin donner au pays un gouvernement stable. « Personne n'a été, dit-il, forcée par des menaces à entrer dans le Zgovor, et s'il y eut une menace, ce fut celle de l'opinion publique. » A ces paroles cyniques de Vlaïkoff qui était son ami d'antan, le leader actuel du parti radical Stoyanko Kostourkoff se leva et dit avec indignation : « Que mon ancien et bien-aimé ami me permette de lui déclarer qu'il a oublié les faits, ou qu'il se trompe étrangement. Car non seulement moi, mais bien d'autres personnes aussi, sommes des témoins vivants des événements de 1923. Que M. Vlaïkoff se remémore le rapport que j'ai présenté personnellement au Comité Central de notre parti, dans lequel se trouvaient alors lui-même et d'autres personnes présentes aujourd'hui ici. Je parlai dans ce rapport des violences exercées toujours nuitamment par des « facteurs irresponsables », sur ma personne (pour faire fusionner le parti radical au Zgovor — F. B.). J'irai même plus loin : il y a ici des personnes qui alors m'ont affirmé qu'elles ont été aussi insultées, menacées, toujours par des « facteurs irresponsables », pour faire cette fusion. Le Demokratitchski Zgovor n'est donc pas un produit d'un élan spontané et irrésistible pour la fusion des différents partis... » L'escadron du Zgovor a interrompu à ces mots le leader radical. Alors, pour confirmer ces importantes déclarations, ces graves accusations de M. Kostourkoff, le leader du parti démocrate M. Malinoff prit la parole et dit : « J'aurais prié de ne pas soulever cette question — M. Vlaïkoff l'a soulevée mais cela a été déplacé. M. Kostourkoff a fait très bien de ne pas trop s'arrêter sur des détails, car si on s'y arrêtait, on pourrait en raconter beaucoup de choses, et moi aussi je soutiens que cela n'est pas dans l'intérêt du pays. » (« Radical » du 11 avril.)

**1 kg de tabac = 125 à 250 gr de pain.** — 1 kg d'épinard se vend à Eski-Djournaya de 14 à 18 lévas — mais les paysans du village de Sonédinénjé de ce même district d'Eski-Djournaya ont vendu leur tabac et, après avoir payé les différentes taxes etc., le kg de tabac leur a rapporté ... 2, voire même 1 léva, soit le prix de 250 ou 125 gr de pain. Et le tabac le plus simplement travaillé coûte au producteur pas moins de 15 à 20 lévas ... (« Zemledelsko Znamé » du 31 mars.)

**Les Bouroff principaux voleurs dans l'affaire Declosier.** — Cette affaire Declosier qui a fait un grand bruit en 1915 avant l'entrée de la Bulgarie dans la guerre a été soulevée il y a quelques temps par le ministre des finances M. Moloff dans son exposé du budget. Il a dit que par décision d'une cour d'arbitrage l'Etat bulgare doit payer une indemnité de 110 millions de lévas et que la faute de cette charge incombe à Stamboliisky, car c'est ce dernier qui a fait porter le différend devant une cour d'arbitrage. Au parlement, un député qui avait été arrêté et condamné pour cette affaire, Youchoff, du parti de Stamboliisky, a exposé en détail tous les dessous de ce Panama et a déclaré, sans être démenti, que l'intermédiaire entre le Français Declosier et les gens chargés de ramasser le blé, était la Banque Commerciale Bulgare, avec en tête les chefs Narodniaks Iwan Bouroff, frère du

ministre actuel, et Goubidelnikoff. Iwan Bouroff agissait en qualité de représentant de tous les Bouroff — du banquier Bouroff, de l'industriel Bouroff, du gros commerçant et spéculateur Bouroff — et du ministre Bouroff. De nombreuses personnes, des hommes politiques, des députés, avaient été arrêtés et condamnés pour cette affaire, à de lourdes peines ; entre autres : Ghénadiéff, Raïko Daskaloff, Yovkoff, Angheloff. Ce même Moloff, actuellement ministre des finances, qui a osé élever des accusations contre Stamboliisky, avait été l'avocat de la Banque de Commerce, et lorsque le gouvernement interdit l'achat de blé, tout le blé a été livré à ladite Banque.

Ces Bouroff, qui s'étaient tellement enrichis dans cette affaire, n'ont pas été mis sous accusation parce que les députés Narodniaks au Sobranjé avaient menacé le gouvernement de Radoslavoff de ne pas voter les 12<sup>mes</sup> provisoires s'il faisait intenté des poursuites contre les Bouroff et Goubidelnikoff, les vrais coupables dans cette scandaleuse affaire.

Et maintenant c'est le peuple bulgare qui doit payer les sommes volées par cette clique Narodniak qui soutient si acharnement le régime actuel de terreur pour pouvoir continuer ses rapines.

**Les professeurs meurent de faim.** — Le gouvernement du Zgovor a de l'argent pour payer des sommes énormes aux capitalistes étrangers. pour dépenser à deux mains pour l'armée et la police — mais il n'a pas d'argent pour payer les appointements des éducateurs du peuple, des professeurs. De partout ces serviteurs les plus émérites du peuple bulgare adressent des protestations au président de la Chambre, au ministre de l'instruction publique, aux députés, etc. leur dépeignant leur triste situation et demandant qu'on leur paie leurs appointements. Instituteurs d'écoles primaires, professeurs de progymnases et gymnases — tous se trouvent dans une misère noire.

C'est ainsi que le « Radical » du 25 mars publie un télégramme de l'association des professeurs des progymnases et gymnases de Radomir, ainsi conçu : « Depuis 5 mois nous les professeurs des gymnases de Radomir sommes sans avoir reçu d'appointements. Nous ne trouvons crédit nulle part. C'est une terrible misère qui nous étouffe, nous et nos familles. Comprenez notre situation et soulagez notre détresse. C'est à peine si nous pouvons encore nous tenir debout. Les sacrifices moraux et vitaux que nous faisons depuis 2 ans sur le champ de la culture doivent être appréciés. Pour tout ce que nous avons fait et faisons toujours, nous ne demandons point des décorations : nous demandons du pain. Donnez-nous en. »

**Toujours la terreur.** — Les élections législatives approchent, et les actes de violence du gouvernement se font de plus en plus intenses. Entre autres prétextes pour des persécutions contre ceux qui ne voient pas en le régime de spoliations du Demokratitchski Zgovor le rêve idéal, le gouvernement fait « découvrir » partout des « dépôts d'explosifs ». C'est ainsi que tout récemment de nouveau, le 13 avril dernier, les agents secrets de la police de Liapcheff ont « découvert » dans le village de Zlatitsa « quatre bidons de pétrole contenant 88 kg d'explosifs de même nature que ceux de la cathédrale de Ste Nedelja ».

**Meurtres et violences officiels.** — Le 15 avril, un jeune homme, Mareff, a été tué « en tentative de fuite ».

A Stara Zagora, à l'occasion d'un Congrès des agrariens, a été arrêté le militant agrarien Dimitri Guitcheff, et on ne sait plus où il se trouve. Les délégués au Congrès ont protesté, mais naturellement sans résultat, auprès de M. Liapcheff contre cet acte inique.

Le « Nezavissimost », journal du parti national-libéral, rapporte comment M. Moutoff, un vieillard, convoqué dans le cabinet de l'inspecteur de police à Kardjali, a été assommé de coups pour avoir écrit dans le journal de son parti.

L'« Edinstvo », syndicaliste, raconte que M. K. Stoïanoff, de Choumen, marchand de journaux, a été roué de coups parce qu'il vend, avec les autres, les journaux de l'opposition. « Je mettrai le feu à ton kiosque ! » lui a dit le chef policier Koutsaroff.

M. Nicolas Stvestéroff, natif de Gorno-Brodi, en Macédoine, habitant à Stanimaka, a été tellement battu par la police qu'il est dans un état désespéré.

Deux émigrés rentrés en Bulgarie, Alexis Nikoloff-Lentcho, du village de Lopouchna, district de Berkovska, et Joseph Gueorguieff, du village de Goubourtsi, district de Lom, rentrés en Bulgarie, sur avis favorable du Consul de Bulgarie à Belgrade, ont été tués.

**Les relations avec la Russie.** — Le « Zora » du 4 avril rapporte que l'Union des Commerçants bulgares a fait une démarche auprès de M. Bouroff, ministre des affaires étrangères, pour demander qu'il soit permis aux bateaux russes de s'arrêter et de stationner dans les ports bulgares.

Le ministre a répondu que le gouvernement n'interdit pas l'arrêt, mais qu'il n'autorisera pas le stationnement tant que la Bulgarie n'aura pas reconnu officiellement le régime soviétique.

Actuellement, l'échange commercial avec la Russie se fait dans le port de Constantinople, par l'intermédiaire des navires étrangers qui reprennent les marchandises débarquées par les bateaux russes.

**La répression.** — Voici la sentence dans le procès des jeunes communistes de Vratsa :

Ont été condamnés : G. Davidoff, 12 ans et demi de prison sévère et 270.000 lévas ; A. Gueorghieff, 1 an de prison sévère et 30.000 lévas d'amende ; I. Anguéloff, 6 mois de prison ; Assen Gueorghieff, 1 an de prison et 30.000 lévas d'amende ; V. Philipoff 1 an de prison sévère ; N. Alexieff, 4 ans de prison sévère et 50.000 lévas d'amende ; M. Todoroff, 1 an de prison sévère et 30.000 lévas d'amende ; A. Vodenitcharoff, 8 mois de prison ; P. Grantcharoff, 1 an et demi de prison sévère. K. Tocheff, Dora Goutséva, Todor Manova, K. Pironkoff et G. Inakieff sont acquittés.

Le grand procès de Todor Pavloff, Assen Boyadjeff et leurs amis est fixé au 3 mai prochain.

Le 16 mai aura lieu le nouveau procès contre la Jeunesse Communiste de Sofia.

Le 4 avril, a recommencé devant le Tribunal de Yambol le procès des « conspirateurs de Sliven » dans lequel 28 personnes avaient été condamnées à mort. Ce procès avait été renvoyé devant le Tribunal de Yambol par la Cour de Cassation. 126 personnes sont accusées.

### Macédoine :

**Les difficultés suscitées aux coopératives de tabac et la Banque Agricole.** — Les sociétés coopératives de tabac dans le département de Pétritch, qui sont au nombre de 60 et groupent quelques milliers d'exploitations agricoles, ont protesté, dans une réunion, contre la politique de crédit que la Banque Agricole de Bulgarie a inaugurée vis-à-vis d'elles. Cette banque a décidé de refuser tout crédit à toute coopérative qui ne conclura pas un contrat pour la vente de ses tabacs avec la Société anonyme du commerce de tabac oriental « Tutun ». Les coopératives se refusent à signer de tels contrats qui leur imposent la clause de donner à la Société précitée, en commissions et autres frais, plus du 20% du produit de la vente, et qui indiquent expressément que la Société n'assume aucun risque pour la vente ou la non-vente du tabac. La réunion susdite des coopératives a décidé de faire appel au ministre de l'Agriculture contre ces difficultés suscitées par la Banque Agricole.

**Cri de secours de réfugiés macédoniens.** — Les réfugiés macédoniens des villages de Banitsa et Karakeuy (arr. de Sérres) au nombre de 200 familles, qui depuis 1913-1914 traînent une existence misérable dans l'arrondissement de Razlogue, viennent d'adresser un appel de secours à l'opinion publique bulgare. Ils disent que, depuis 2 ans surtout, ils se trouvent dans une misère indescriptible. Ils sont sans travail et sans aucun moyen de subsistance, sans terres, entassés dans des taudis. Ayant dépensé les derniers deniers qu'ils possédaient, ils périssent, ils crèvent de faim. Leurs enfants surtout meurent en tas d'inanition.

### Roumanie :

**Regroupements politiques.** — M. Argétoiano, conservateur avant la guerre, ministre du général Averesco après la guerre, passé depuis aux côtés de M. Jorga, puis dans le parti nationaliste (Maniu), qu'il a quitté lors de la fusion de celui-ci avec le parti tsaraniste, s'est rallié enfin (pour combien de temps ?) au parti libéral — pour prouver probablement combien fortes sont ses convictions politiques. (« Lupta » du 20 avril.)

Le groupe d'anciens conservateurs autour de M. Grégoire Filipesco, qui faisait parti depuis quelques années du parti nationaliste et dernièrement du parti fusionné national-tsaraniste, s'est détaché de celui-ci et est passé au parti du gouvernement du général Averesco « pour faire une politique de réalisations positives et utiles au pays ». (« Adeverul » du 21 avril.) Combien le rôt est-il attirant — même pour des anciens nobles boyards comme M. Filipesco...

**La Ligue de Défense Nationale-Chrétienne** (parti fasciste-antisémite) s'est rompue. La majorité a déclaré la déchéance du président de la Ligue, le prof. Cuza, pour avoir abusé de ses pouvoirs d'une manière arbitraire et dictatoriale. (« Viitorul » du 22 avril.)

Un nombre de 130 Allemands (Saxons) de Transylvanie, représentant 28 organisations locales, se sont réunis le 14 avril à Hermannstadt sous la direction de l'ancien préfet M. Albert Dörr, et ont constitué un parti dissident allemand sous le nom de Ligue des Saxons. (« Universul » du 20 avril.)

**Pour acheter les « chefs » des minorités nationales.** — Le gouvernement a accordé une subvention de 45 millions de leis « pour les écoles et églises minoritaires ». De cette somme, 30 millions seront accordés aux minoritaires magyars et 15 aux minoritaires allemands (« Argus » du 14 avril.)

**Le régime de l'état de siège en Dobroudja.** — Sous prétexte de défendre les villages contre les « bandes » de comitatdjs, l'administration de la Dobroudja du Sud mobilise par force la population civile, sous le commandement d'officiers actifs, et la tracasse par des exercices militaires « préparatoires », en l'empêchant d'exécuter ses travaux agricoles. La population s'en est plainte au gouvernement. (« Adeverul » du 10 avril.)

**Mœurs parlementaires.** — Dans la séance du 10 avril le député averescan de Galats M. Dumitriu a été surpris par M. Duca, ancien ministre des affaires étrangères, et M. Raducanu, national-tsaraniste,

votant un projet de loi deux fois. Le vote a été pourtant considéré réglementaire. (« Adeverul » du 14 avril.)

**Collision sanglante entre autochtones et colons en Dobroudja.** — Entre les Koutso-Valaques colons et les Tartares autochtones du village de Bechani (Constantza) se produisit une collision à propos des terres ravies aux Tartares et attribuées aux colons. 4 colons et un Tartare ont été tués, d'autres blessés. (« Cuvantul » du 10 avril.)

**Révolte paysanne.** — Les paysans du village de Desa (Dolj) voyant que le domaine de 7.000 ha. du tehokoï Marincu, au lieu de leur être réparti conformément à la loi agraire, reste définitivement entre les mains de celui-ci, se sont révoltés et sont entrés avec leurs charrues dans le domaine, laissant au propriétaire seulement les 160 ha. prévues par la loi. Les gendarmes sont arrivés et une « Enquête » a été ouverte, dit la « Lupta » du 19 avril.

**Répression contre le rabin de Kichinev.** — Le rabin Tsirelson de Kichinev, à qui le mandat de sénateur a été déjà extorqué par des menaces et violences, vient de perdre aussi son mandat dans le conseil municipal de Kichinev « pour avoir commis des provocations contre le sentiment national roumain ». (« Universul » du 21 avril.)

**Pris pour bolchévik.** — Le professeur d'archéologie Tافرли, qui allait à Belgrade au Congrès des Byzantologues, a été arrêté à la frontière, parce qu'il faisait une « impression de suspect bolchévik ». (« Argus » du 16 avril.)

**Ouvriers et ouvrières condamnés.** — Pour avoir distribué un appel aux ouvriers des syndicats unitaires en faveur des revendications de salaires, 5 ouvriers et 3 ouvrières ont été condamnés à 15 jours de prison chacun. (« Adeverul » du 22 avril.)

**La grève de la faim dans les prisons.** — Quarante détenus politiques de la prison militaire de Jilava ont déclaré la grève de la faim pour protester contre le mauvais traitement et la mise à la « carcéra » (chambre des tortures) des accusés Boris Stefanoff et Louis Luca. Les journaux publient en première page la protestation des familles des emprisonnés. Elle dit notamment :

« Le régime s'aggrave chaque jour. Aussi presque tous nos parents détenus à Jilava sont malades. On leur refuse même leurs repas réglementaires... Le père ne peut voir son fils et nous, femmes et mères, avons été très souvent mal reçues et empêchées de voir nos fils et maris.

« Dimanche 3 mars, nous avons été chassées par le Commandant même de la Prison. Il nous a dit que les nôtres sont tous punis de « carcéra » et de jeûne pour deux semaines. »

**Même le clergé bessarabien contre l'occupation roumaine.** — Le 2 avril, à Morein (district de Siroca), à l'occasion d'une messe ordonnée comme action de grâces pour la ratification du protocole bessarabien par l'Italie, le prêtre officiant Sergié Romantchouk descendit de l'autel, arracha le tricolore roumain et le jeta dans la rue en disant que le drapeau roumain n'était pas digne de figurer dans une église bessarabienne. (« Universul » du 4 avril.) Naturellement ce prêtre a été déferé à la cour martiale.

**La justice du régime de la terreur.** — Elisabeth Wildermann a été condamnée par la cour martiale de Kichinev à 1 an de prison pour avoir lu de la littérature communiste.

**Revision de la répartition agraire en Bessarabie en faveur des gros propriétaires.** — L'« Universul » du 7 avril annonce qu'un groupe de gros propriétaires exige la revision de la répartition agraire. Ledit journal, qui est l'organe de la Sigurantsa, affirme lui-même, que si cette revision était acceptée, de nouveaux troubles en éclateraient.

**Récompense généreuse.** — M. le maréchal Badoglio, celui qui a promis de venir au secours de la Roumanie contre l'Union Soviétique et qui a été proclamé citoyen d'honneur de la ville de Kichinev, a reçu comme cadeau de la part de la municipalité de cette ville un somptueux palais au centre de la capitale bessarabienne. (« Adeverul » du 8 avril.)

**Horreurs des gendarmes.** — On se rappelle que le chef de la gendarmerie de Luzan (Boukovine) a forcé un paysan arrêté à boire du jus de crottin. Cette fois-ci, c'est le chef de la gendarmerie Gavrillesco, de Dinouts, qui a laissé l'autre en ombre. En avril dernier il a « déniché » dans le village de Malinesti un groupe de « Baptists » précisément au moment où ils faisaient leurs prières. Il en a fait arrêter 6 hommes et 3 femmes et les a fait transporter au lac voisin. Là il les a fait déshabiller, hommes et femmes, les a tenus plongés dans l'eau pendant deux heures, et pendant ces deux heures il les a forcé à chanter des psalms et prières orthodoxes. Cette brute les a ensuite amenés à la caserne de Dinouts, les a torturés horriblement, et a violé toutes les trois femmes.

Gavrillesco a été condamné le 5 avril a. c. à ... 3 mois de prison. (« Vorwärts » du 7 avril.)

**Deux poids...** — Le Conseil de Guerre de Bucarest a condamné, en un jour, le soldat juif Avram Isac « pour désertion à l'ennemi » à 5 ans de travaux forcés, mais il a acquitté les soldats roumains Mariu Simion, Nicolae Dumiru, Sima Voineam, Ghitsa Dobre et Stan Tanase, accusés du même délit. (« Cuvantul » du 9 avril.) L'antisémitisme sanguinaire règne en maître dans les Conseils de Guerre. Mais le soldat Avram Isac peut se considérer heureux : pendant la guerre, ses co-

nationaux mobilisés étaient, pour des prétextes analogues, fusillés en masse et sans aucun jugement.

**Un autre Moravescio acquitté.** — Le lieutenant Notez de Ciorna (Bessarabie) a torturé tellement 4 paysans, suspectés de bolchévisme, que 2 en ont succombé et les 2 autres, se trouvant encore à l'hôpital, sont devenus invalides pour le reste de leur vie. Au procès intenté à Kichinev à Notez (le 6 avril) ce dernier a reconnu qu'il a torturé les paysans, mais « sans l'intention de les tuer, seulement pour leur faire avouer qu'ils prépareraient un nouveau Tatar-Bouhar ».

Les sous-officiers instructeurs Matei Gârteha, sergent, et Stefan Benca, caporal, et le soldat Jon Vlafoi, co-accusés, ont déclaré qu'ils ont torturé les 4 victimes par ordre du lieutenant.

Le Conseil de Guerre a acquitté tous les accusés. (« Adeverul » du 9 avril.)

**Se baptiser ou démissionner.** — Les étudiants en théologie de Kichinev, quoique appréciant très hautement le talent de l'acteur au théâtre national local E. Serno, l'ont invité à se baptiser (il est Israélite) s'il veut rester au théâtre. Serno a demandé 8 jours pour donner sa réponse. Au bout de ce terme, Serno a communiqué qu'il préfère quitter le théâtre qu'il aime, mais ne peut pas affliger ses vieux parents par un reniement de sa foi qu'il respecte.

Les autorités n'ont pas intervenu contre la terreur exercée par des « éléments irresponsables », et Serno, quoique apprécié par le public, a dû quitter le théâtre. (« Lupta » du 10 avril.)

#### Yougoslavie:

**Les troubles paysans en Bosnie.** — Le mécontentement chez les masses paysannes prolétariées augmente de jour en jour, par suite de la terrible crise économique et des impôts écrasants. A Zvornik (Bosnie) quelques centaines de paysans, partiellement armés, organisèrent une démonstration et il y eut des rencontres avec la police qui s'empressa d'opérer des arrestations, ce qui provoqua une plus violente excitation encore chez les paysans qui exigèrent énergiquement la remise en liberté des arrêtés.

**Arbitraire policier en Monténégro.** — Les autorités policières à Svanik arrêtèrent sans aucun motif l'étudiant Veljko Pekitch, ainsi que des militants communistes et fédéralistes dans beaucoup d'autres localités.

**Un nouveau procès de communistes à Belgrade.** — Le jeune ouvrier Petar Stokitch et ses camarades, arrêtés sous l'accusation de propagande communiste, ont été traduits devant le tribunal de 1ère instance de Belgrade.

**Indemnités accordées aux membres de la dynastie Pétrovitch.** — Tandis que les masses laborieuses en Monténégro, comme d'ailleurs dans toute la Yougoslavie, gémissent sous une affreuse misère, le gouvernement Ouzounovitch, à la veille de sa démission, a présenté au parlement un projet de loi pour restituer à l'ancienne dynastie Pétrovitch une grande partie de ses biens et lui payer une indemnité de 42 millions de dinars.

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS  
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## Der Kampf um die Beute in Griechenland

Kaum ist die Krise wegen der Wiedereinstellung der monarchistischen Offiziere beendet, beginnt eine neue Bewegung einzusetzen. Die Republikaner sind so weit in die Defensive gedrängt, daß sie für die Wiedereinstellung ihrer Gemaßregelten eintreten müssen. Die Wiedereinstellung des Generals Othonaios in den aktiven Stand der Armee wurde von Papanastassiou aufgerollt, und neue, endlose Debatten entwickeln sich. Es ist selbstverständlich, daß das venizelistische Offizierskorps sich in scharfer Opposition befindet, und die immer wieder auftauchenden Nachrichten werden vergebens von General Manettas dementiert.

Die Offiziere, welche von Kondylis im Kampfe gegen den Bonapartismus aufgeboten wurden, wollen sich nicht von der konstantinistischen Soldateska verdrängen lassen, und der Ruf nach einer Militärdiktatur findet Widerhall in den Reihen der Unzufriedenen. In einer Situation, da das oikomenische Kabinett sich fast auf keine einzige Klasse restlos stützen kann, da innerpolitische Verwicklungen abwechseln mit einer Verschärfung der äußeren Lage, ist der Gedanke naheliegend, den Rattenschwanz von Intriguen und Kombinationen mit einem Schwertschlage zu erledigen. Die venizelistische Offizierskamarilla wird um so mehr auf diesen Weg gedrängt als sie keinerlei Garantie dafür besitzt, daß die Leitung der Armee weiterhin in den Händen republikanisch zuverlässiger Männer verbleibt. Im Ministerium des Innern diktiert Tsaldaris in brutaler Weise die Auswechslung der republikanisch orientierten Funktionäre durch zuverlässige, intransigente Monarchisten. Die Auswechslung der Leitung der Gendarmerie wirft das oikomenische Kabinett aus einer Krise in die andere. Es ist sehr charakteristisch, daß Herr Katsonas, wie in den besten Tagen prätorianischer Staatsreiche, seinen Offizieren den Befehl übersandte, „nur von ihm selbst Befehle anzunehmen“.

Immer wieder übt die griechische Bourgeoisie ihren Druck auf die hadernden Parlamentarier aus, einig zu bleiben, und die Entscheidungen der Handelskammer von Athen sind eine wirksamere Garantie der Erhaltung des oikomenischen Kabinetts wie die parlamentarischen Abmachungen der Parteiführer. Das Handels- und Industriekapital will die Aufrechterhaltung des gegenwärtigen Regimes, und so muß Tsaldaris seine Königsträume und die säbelrasselnde Offizierskaste der Venizelisten ihre Staatsstreichpläne zwar nicht liquidieren, aber zurückstellen.

Das neue Moratorium, das heißt der Abbau des Mieterschutzes in Raten, hat noch immer nicht die Sympathie der

Handwerker und Gewerbetreibenden für das bestehende System erhöht. Über den Kopf der Regierung hinweg wandte sich ihre Konföderation an den Präsidenten der Republik, und Konduriotis ergriff freudig die Gelegenheit, „seiner“ Regierung Zaimis Schwierigkeiten zu bereiten. Das Verfahren gegen die streikenden Bäcker der Handwerkeraktion vom 10. März wurde niedergeschlagen, und die Regierung bemüht sich, ein Wiederaufflammen der Streikbewegung auf gutlichem Wege hintanzuhalten. Ob es ihr gelingt, ist eine andere Frage. Die Gegensätze zwischen der Regierung und Konduriotis nehmen immer schärfere Formen an, und die Demission des Präsidenten war mehr als ein Druck, die Beratung der Konstitution zu beschleunigen, es war eine Demonstration gegen die Regierung, welche dem Admiral eine rein dekorative Funktion zusprach, während die politisierenden Militärs den Präsidenten zur „vollen Inanspruchnahme seiner gesetzlichen Rechte“ vorwärts drängten. Schließlich wurde auch diese Frage nicht ausgetragen, der Präsident blieb weiter in Funktion und verbrachte seine Osterferien fern von Athen — in Vorbereitung neuer Konflikte.

So löst eine Krise die andere ab, und beinahe hätte der eigentliche Vertrauensmann des Finanzkapitals, der konservative Venizelist Michalakopoulos, gegen alle Tradition die Konsequenz aus seiner Demission gezogen. Offenbar nahm man höhere Orts seitens des englischen Protektors seine Erklärung in der albanischen Frage ernst, und die nachträglichen polemischen Bemerkungen gegen Jugoslawien vermochten die Tatsache nicht zu verwischen, daß ein griechischer Staatsmann wenigstens das „Selbstbestimmungsrecht der Balkanstaaten“, wenn auch nicht der Balkanvölker, proklamiert hatte. Das Problem der Geheimhaltung der Ministerratssitzungen spielte in der Demissionsfrage nur eine Rolle als auslösendes Moment. Das neue Dekret, welches die Geheimhaltung der Sitzungen des politischen Bureaus garantiert, wird sich wohl als unwirksam erweisen. Manchmal steht es schon dafür, zwei Wochen Arrest und eine Geldstrafe von 5000 bis 50.000 Drachmen zu riskieren, bloß um den Koalitionspartner kräftig hineinzulegen.

Mittlerweile versucht auch Pangalos an der allgemeinen Krise zu profitieren. Sein Brief an den Kommandanten der XI. Division beweist, daß er nicht ohne Geschick die venizelistischen Offiziere gegen das Kabinett zu mobilisieren sucht. Die Rückkehr des alten Venizelos nach Griechenland hat gleichfalls starke Erschütterungen hervorgerufen, und die Möglichkeit, daß Konduriotis seinen Posten verläßt, um durch die Neuwahl des Präsidenten das oikomenische Kabinett zu sprengen, entbehrt nicht der Wahrscheinlichkeit. Venizelos hat sich im übrigen sehr zurückhaltend benommen, wenn er auch scharf gegen eine Volksabstimmung Stellung nahm. Er und seine Parteigänger bedürfen nicht des Plebiszits, um ihre Macht zu befestigen.

Venizelos braucht sich nur zum Präsidenten der Republik wählen zu lassen und die Entscheidung fällt automatisch gegen die monarchistischen Anti-Venizelisten. Vorläufig begnügt sich der alte Staatsmann damit, loyal das oikomenische Kabinett zu unterstützen, „da man sich beim Kaufmann keine neuen Staatsmänner kaufen kann“, wie er sagte. Dies ist eine um so kühnere Behauptung, als die „Kaufleute“ des oikomenischen Kabinetts, die Griechenlands Unabhängigkeit an die meistbietende Imperialistengruppe verhandeln, gewiß nicht klingenden Argumenten unzugänglich sind. Minister, wie es die meisten Mitglieder des oikomenischen Kabinetts waren und blieben, kann man sicherlich beim Kaufmann erwerben, wenn man nur entsprechend — zahlungskräftig ist.

Unterdessen verschärft sich die Lage an der albanischen Grenze und Griechenland wird notwendigerweise in die allgemeine Verwicklung mit hineingerissen — mag es wollen oder nicht. Das Eintreffen des tschechoslowakischen Präsidenten Masaryk in Athen ist wohl formell bloß die Studienreise eines Gelehrten, aber es scheint, daß Masaryk weit mehr die Möglichkeiten „studierte“, ein engeres Verhältnis zwischen der kleinen Entente und Griechenland herzustellen. Allerdings ist die starke Verschuldung Griechenlands an England eine starke Bindung an die englisch-italienischen Interessen. Aber liebt man seinen Gläubiger, wenn er keine neuen Kredite gewährt? Ist der Gedankengang nicht durchaus bestechend, das oikomenische Kabinett der Politik der kleinen Entente anzunähern, um im Falle einer italienisch-serbischen Verwicklung reale Garantien zu erhalten?

Am 15. Mai wird in Prag oder Bratislava die kleine Entente zusammentreten, und da die Sitzungen dieser Körperschaft gewöhnlich von größerem Geheimnis geschützt sind als die Minister ratsitzungen von Athen, wird man wohl kaum erfahren, welche griechischen Erinnerungen Masaryk von seiner instruktiven „Studienreise“ heimgebracht. Das griechische Volk darf nicht zum Spielball fremder Imperialistengruppen werden. Jugoslawische Orientierung bedeutet Unterstützung einer Macht, die an der Wiederherstellung des Königtums arbeitet und aus Griechenland ein serbisches Zupanat machen will. Englisch-italienische Orientierung bedeutet hingegen die antinationale Unterstützung der faschistischen Träume von einem „lateinischen Kaisertum“ und die dauernde Preisgabe der Griechen des Dodekanesos und Zyperns an die Fremdherrschaft. Nicht in diplomatischem Intriguenspiel kann das griechische Volk reale Garantien für seine Zukunft schaffen, nur die Föderation der Balkanvölker kann seine Sicherheit und eine bessere Zukunft garantieren.

Melingos

## Die Machenschaften der imperialistischen Clique in Griechenland gegen die nationalen Minderheiten und die unterdrückten Völker und Klassen

*Die Imperialisten und Unterdrücker, in ihrer Gier nach Macht und Beute, schrecken von keinem Mittel zurück, um zu ihren Zielen zu gelangen: um die Widerstandskraft der unterdrückten und unterjochten nationalen Minderheiten und der arbeitenden Schichten zu brechen, um sie nach Belieben ausbeuten zu können. In der letzten Zeit hört man überall dasselbe Lied: man entdeckt „kommunistische Verschwörungen“, und man verfolgt die Kämpfer für die Freiheit der Völker, welche die „Friedensverträge dieser oder jener großen oder kleinen Macht zugesprochen haben, ganz so als ob es sich um Gegenstände handelte. Die herrschenden bürgerlichen Cliquen auf dem Balkan, ermutigt durch diejenigen der europäischen Großmächte, rennen um die Wette in der Anwendung solcher Methoden. Die „Balkanföderation“, Organ und Wortführerin der nationalen Minderheiten und der unterdrückten Völker auf dem Balkan, entlarvt und wird immer diese feigen Machenschaften entlarven. Sie wird es nie gestatten, daß unter dem betrügerischen Vorwande der „Entdeckungen kommunistischer Verschwörungen“ usw. die Mächthaber sich wie Geier auf die unterjochten Völker bestidisch stürzen, gegen jede Gerechtigkeit, gegen jedes menschliches Gefühl.*

*Die „Kommunistische Balkan-Föderation“ in Moskau hat uns eine Deklaration geschickt, in welcher sie die von der griechischen Bourgeoise-Clique zwecks neuer Unterdrückungen lancierten empörenden Lügen entlarvt: wir veröffentlichen diese Deklaration, um die neue gegen die nationalen Minderheiten und unterdrückten Völker und Schichten in Griechenland sich vorbereitende Verschwörung zunichte zu machen.*

## Erklärung der BKF. zur Kommunistenhetze in Griechenland.

In der griechischen Kammer wurde am 21. März d. J. ein Brief verlesen, der am 7. November 1926 von dem „Propaganda-Bureau des Exekutiv-Komitees der Balkan-Föderation“ (unter der Zahl 5823!!!) an die Kommunistische Partei Griechenlands angeblich gerichtet wurde. Dieser Brief enthält angebliche Richtlinien an die griechische Kommunistische Partei über die nationale Frage.

In diesem Brief wird von „Bildung von Banden“ in Mazedonien und Thrazien, vom „Studium der Waffenfrage“ auf dem „Kongreß des Exekutiv-Komitees“, von „Kontrespionage-Organisationen“, von „Bewaffnung der Spitzenorganisationen der KPG.“, von „Verbindungen der KPG. mit dem Kontrespionage-Bureau der Sowjetgesandtschaft in Athen“ und von anderen ähnlichen Erfindungen gesprochen, deren dumme Erliegenheit jedem in die Augen springt.

Es gibt, wie allbekannt, keinen „Kongreß des Exekutiv-Komitees“, so daß derselbe die „Waffenfrage“ nicht studieren konnte, es gibt kein „Propaganda-Bureau der BKF.“, folglich konnte dieses nicht existierende Bureau keine Richtlinien in der nationalen Frage der KPG. erteilen.

Die Richtlinien der BKF. in der nationalen Frage sind, wie ihre Richtlinien in allen anderen Fragen, in Resolutionen niedergelegt, die veröffentlicht wurden und jedem, der sich dafür interessiert, bekannt sind oder sein können.

Es ist allbekannt, daß die BKF. sowie die KI., die KPG. und alle kommunistischen Parteien überhaupt gegen individuellen Terror sind, und daher auch gegen die „Bewaffnung von Banden“ oder von „kommunistischen Spitzenorganisationen“ usw. Die KI. und ihre Sektionen organisieren und führen den Massenkampf des Proletariats und bedienen sich in diesem Kampfe nur der Mittel und Methoden der Massenmobilisierung und der Massenaaktion.

Die kommunistischen Parteien beschäftigen sich selbstverständlich weder mit Bewaffnung von Banden noch mit Kontrespionage — sei es in Verbindung mit irgendwelcher Gesandtschaft oder ohne Verbindungen.

Die Herstellung des gefälschten Briefes fällt nicht zufällig mit der Veröffentlichung eines unendlich langen und langweiligen „Berichtes der griechischen öffentlichen Sicherheitspolizei über die Kommunistische Partei und ihre Tätigkeit in Griechenland“ in der Athener Presse zusammen. Das eine wie das andere und die ganze Lügenkampagne der griechischen Presse überhaupt sind wohlwogene Handlungen, die dazu bestimmt sind, unter aktiver Mitarbeit des italienischen Faschismus, im Auftrage der englischen konservativen Regierung, die immer mehr und mehr Griechenland in eine Kolonie des englischen Imperialismus verwandelt und ihm die Rolle eines englischen Gendarmen gegen die revolutionäre Bewegung auf dem Balkan, gegen Sowjetrußland und die Türkei aufzwingen will, eine Pogromstimmung gegen die KPG. zu erzeugen. Diese Hetze soll dazu dienen, die KPG., die das Vertrauen der griechischen Arbeiter, der Flüchtlinge und der anderen arbeitenden Schichten besitzt, zu vernichten, um dann um so leichter die Arbeiterschaft, die unter Arbeitslosigkeit, Teuerung und zusammen mit den Millionen Flüchtlingen und armen Bauern unter furchtbarem Elend leidet und stöhnt, niederzuwerfen und um so leichter das griechische Volk für die faschistisch-englischen räuberischen und kriegerischen Pläne auf dem Balkan, gegen Sowjetrußland und die neue Türkei verwenden zu können und Griechenland fest unter das Joch des Imperialismus zu beugen.

Die BKF. erhebt energischen Protest gegen diese verbrecherische Rolle der griechischen Knechte des englischen Imperialismus, gegen die niederträchtige Methode der Fälschungen und Lügen, deren sich die griechische Bourgeoisie in den Kämpfen gegen das arbeitende Volk und seine Wortführerin, die KPG., bedient.

Die BKF. ist überzeugt, daß das griechische Proletariat unter Führung der KPG. desto geschlossener gegen die Pläne des Imperialismus und Faschismus in Griechenland auftreten und zusammen mit den Bauernmassen, den städtischen Gewerbetreibenden und Kaufleuten, Flüchtlingen und unterdrückten Massen in Mazedonien und Thrazien entschieden für ihre Lebensinteressen und Rechte und gegen die kapitalistische Offensive und Aushungerungspolitik der Bourgeoisie, gegen nationale Unterdrückung, kriegerische und sowjetfeindliche Treibereien und gegen das imperialistische Joch kämpfen werde.

In diesem Kampfe wird das griechische Proletariat die volle Unterstützung des Balkan- und des internationalen Proletariats und aller antiimperialistischen Elemente und Faktoren erhalten, um alle Hetzereien und Verfolgungen zu überwinden und mutig und sicher den endgültigen Sieg erringen zu können.

Das Sekretariat der Balkan-Kommunistischen Föderation

(Gez G. Dimitrow)

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Pakti i Tiranës dhe Djalëria shqiptare

Djalëria shqiptare mori pjesë për herën e parë në jetën politike të Shqipërisë si një fuqi sociale me vërtetë pas vrasjes së Avni Rustemit. Te shtrirët e heroit të kombit në ruginë e Tiranës prej dorës mizore t'armatosur prej Ahmed Zogut që shkëndija që ndezi energjitë revolucionare t'akumuluar prej regjimit terroristik të asasinjtë Matjan, Mi trupin e Kryetarit të saj të shtrejtë djalëria revolucionare e përfaqësuar prej një grushti djemsh të «Bashkimit» t'atëhershëm u betua të vazhdojë luftën për realizimin e atij ideali për të cilin ay sakrifikoj jetën.

Pas triumfit të Revolucionit të Qershorit Bashkimi u bë me të vertetë një organizatë masash duke përmbledhur në gjirin e tij elementet me revolucionare dhe me të xhvilluara të djalërisë shqiptare.

Mjerisht në qeverinë e dale prej Revolucionit e cila që rezultat i një kompromisi midis grupeve të ndryshme që muare pjesë në levizjen, predominonin elementet reacionare — Sylejman Delvina, Kasem Qafzezi — të cilët kishin pshtetjet të forte jashtë kabinetit. Prandaj ajo nuk që e zonja të zbatonte asnjë nga pikat esenciale të programit të saj revolucionar.

Për të hedhur themelet e regjimit demokratik — në kuptimin e vertetë të fjales — që kish për qëllim Revolucionin i Qershorit i cili i deklaroi luftën klases se bejlerëve dhe imperialistëve të huaj, ishin të domosdoshme reformat radikale: i duhej dhënë toka bujkut që ay t'interesohej në mprotjen e regjimit, duheshin organizuar masat popullore për të siguruar këtë mprotje. Me që asnjë nga këto masa nuk u muar, Ahmet Mati nuk gjeti nonjë rezistencë serioze në ekspedicionin e tij kundër Tiranës të pregatitur në Belgrad me të hollat e Anglisë dhe me oficeret e Jugosllavise.

Pas katastrofes së Dhjetorit një shumicë bashkimitarësh, me krerët e organizatës, u shternguan të ikin nga Shqipëria dhe u përdanë tutje tehu për të gjetur punë që të siguronin jetën. Nga ata që mbetën në Shqipëri, ca u burgosën, ca u internuan kështu që Bashkimi q'atëherë nuk dha më shenjë jete as në Shqipëri as jashtë Shqipërisë.

Shumica e konsideronin ardhjen e Ahmet Zogut perseri në fuqi si një gje provizore.

Mirepo mesimi i Qershorit 1924 nuk vajti kot për bejleret t'«anë». Përfaqësuesi i tyre Ahmet Mati, i cili këte herë u kthye në Shqipëri si *agjenti zyrtar i imperializmes* së huaj, e kish vendosur që në krye të mos qëndroje përpara çfaredo tradhëtije për të mbajtur fuqinë në dorë.

Mussolini spekuloi në këtë ambicije kriminale të Ahmet Matit në levizjen e Nendorit në Shqipëri. Kështu Duçëja i fashizmes e çkeputi «Duçën» e Matit nga këthetrat e Pashiqit dhe hapi ruginë e atij vargu koncesionesh që këthyen Shqipërinë në kolloni t'Imperializmes fashiste. Po grabitja e pasurive ekonomike të vendit t'one nuk që mjaft për Duçën të cilin Shqipëria i duhet një baze për të realizuar pllanet e tij imperialiste në Ballkan dhe n'Asin'e Vogel. Ky është qëllimi i paktit të Tiranës të cilin Ahmet Mati u shpejtua ca me teper t'afërmoje kur e pa se, me gjithë represionin e tij të pergjakëshme pas Dhjetorit 1924, fryma revolucionare nuk që shuar në mes të popullit të terrorizuar prej banditeve mercenare.

Pakti Italo-shqiptar, që me çpalljen e tij beri aqë bujë, shenon një ndryshim radikal në situatën politike t'Evropës.

Pas luftës së pergjithëshme Shqipëria, sig' d'ihet, mundi të mbaje një fare independencë dhe neutraliteti politik vetem nga shkakun se imperializmes ingjeze nuk i interesonte që Italia — e cila që dhe fare e çkallmuar n'ato kohe — të vere kembet në Shqipëri dhe të siguroje një pozite predominante në Adriatik që ku mund të kontrolloje ruginë maritime që shpijë në Asi neper detin Mediteranë. Italia me që s'kish leje të futej vete nuk permitonte të futeshin as Jugosllavia me Greqinë dhe kështu që të gjithë nga e keqja që anetare të «independencës politike» dhe integritetit territorial të Shqipërisë. Kjo s'i ndalonte natyrisht të punonin në dorë për të sjelle në fuqi agjentet e tyre. Franca sado që që lidhur me Jugosllavinë, i perulej politikës së Anglisë mi këte pike me që kish nevojë për ndihmën e saj kundër Gjermanisë.

Erdhi një kohe që imperializma frengë u forcua aqë teper sa zuri të ndjekoje një politike independente dhe të pretendojë në rolin e hegjemonis në Evropë — okupimi i Rührit më 1924. Anglia u alarmua fort me që kjo ishte kundër politikës së ekuilibrit të fuqive në Evropën kontinentale që ajo ka ndjekur kurdoherë. Ateherë Foreign Office-i ndroj taktike dhe — me ndihmën e kapitalit amerikan — filloj të perkrahe Gjermaninë kundër Frances. Pllanë Dawes, pakti i Locarno-s shenojnë nga një anë triumfin — me të vertetë provizor — të imperializmes britanike dhe, nga ana tjetër, rilindjen e imperializmes gjermane e cila hyn perseri në rethin e «fuqive të medha». Nga ana tjetër Anglia zuri të perkrahe edhe pllanet agresive të fashizmes italljane kundër Frances në Afrikën e Veriut — Tunis —, në Asin'e Vogel — Siri — dhe në Ballkan.

Intrigat e Chamberlain-it për t'izoluar Francën dhe kriza financiare që sa vete po ashperohet, e shtyne qeverinë frengë të kerkoje një afrim me Gjermaninë për të thyer rethin e hekurt ku donte t'a mbyllte d'iplomacisë e Foreign Office-it. Formimi i trustit të çelikut në mes të industrive frengë, gjermane dhe belge, pjekja e Briand-it me Stresemann-in në Thoiry ku u hodhën bazat e një marrëveshjeje për zbrazjen e zones Rhenane t'okupuar prej Francezeve kundrejt një indemniteti financiar nga ana e Gjermanisë, janë manifestimet e ketij drejtimi të ri në politiken e imperializmes frengë. Përpara eventualitetit të një bllokut Freng-gjerman Anglija shpejtoj të lidhet me ngushtë me Italinë fashiste duke i bere ca koncesione të reja Mussolinit i cili kerkon aventura militare nga një anë për të zaptuar kollonira q'i duhen borgjezisë italljane për nevojat e industrisë që po xhvillohet dhe nga ana tjetër për të mbytur në gjak maskenagasin'e klaseve punetore kundër regjimit fashist i cili sa vete po behet me tiranik. Në pazarlleket q'u bene në Livorno u hodhë bazat e një bashkëpunimi të gjere të imperializmes anglo-italljane në Ballkan, në Kinë, kundër Rusisë Sovjetike etj., dhe diktatori fashist mori prej Chamberlain-it «autorizimin» të proklamojë protektoratën e Italisë mi Shqipërinë. Me të neneshkruarit e paktit të Tiranës m'baron akti i parë i tragjedisë së Dhjetorit 1924 dhe Shqipëria behet Shtet vassal i imperializmes internacionale sikunder janë dhe Shtetet e tjera të Ballkanit. Tani që u a shtinë vendin kapitalistëve italljane bejleret e Shqipërisë me Ahmet Zogun në krye u siguruan se do të mund t'a rjepin bujkun me rehat me që kështu ay s'ka me se të ngrere krye kundër ekspluatonjesvet të tij.

Po puna nuk m'baron me kaqë. Për të mbajtur me kembë aparatit e shtetit me tere bandat e mercenareve dhe të aventurierëve e dallkaukeve q'e rethojnë, Ahmet Mati ka nevojë për të holla, të holla, edhe prapë të holla, kurse arka e shtetit është gjithënjë bosh dhe tregëtarët e qyteteve u shkuntne së paguari haraç. Natyrisht miqte bankiere të Romës nuk e lenë të vuaje. Saper konditat e «huas» beu i Matit s'ka për se të vrase mendjen, sikur do të nxjere gje nga qesja! Tani bujku shqiptar do të punoje si që t'i siguroje beut një jete parazitit të ndyre me jevgat e ahengjeve të Tiranës ose me kurvat e kafeshantaneve t'Evropës ashtu dhe për t'u paguar faizin e «huas» — nga disa milione në vit — kapitalistëve italljane.

Për Duçën e fashizmes protektorati mi Shqipërinë nuk është një qëllim po një mjet, është çapi i parë për realizimin e një pllani të gjere invazionesh dhe grabitjesh të pregatitur me kohe në marrëveshje me agjentin e imperializmes britanike Winston Churchill-in — Minister i financave — i cili ca kohe me parë vizitoj Romen dhe Athinen në krye të një eskadre amiesh lufte. Me qenë se perpekjet e tij për të siguruar një «zone influence» në Abissini ose t'i çkepute Frances mandatin mi Sirine me anën e Lidhjes së Kombeve — d. m. th. të Britanjes së Madhe — nuk patne sukses, Mussolini i këtheu sytë nga Anadoll'i dhe sidomos nga Izmiri. Lezet'i Izmirit i hyri Duçës që kur bisedohej çeshtja e Mossulit — më 1925 — dhe Anglija, për të shternguar Turqinë të heqe dorë nga të drejtat e saj e shtyri diktatorin fashist të pregatite një intervencje kundër republikës turke e cila përpara rezikut të një lufte të ré u shternguar të kapituloje. Alarmi që provokoj çpallja e paktit Italo-shqiptar në qarket politike të Turqisë dhe informatat prej burimesh të sakta q'u botuan në shtyp vertetojnë faktin që një nga objektivet e Mussolinit në pllanet e tij ekspansioniste është Izmiri. Nuk mjafton kjo në

gazetat jugosllave u shkrojt se ne kete aventure te pergjakeshme qe po pregatit Mussolini do te perdore si aliate Greqine militariste e cila me gjithë grushtin qe hengri me 1922 nuk ka hequr dore akoma nga idheja e «Megallo Elladhes», dhe Bullgarine te ciles i premtot ne nje skele ne detin Egje, dhe nje pjese te Maqedhonise serbe. Pervec kesaj Pakti i Tiranës eshte drejtuar dhe kundra Jugosllavise te cilen, pasi e izoloi nga te kater anet, Mussolini po e menason drejt per drejt me qellim qe t'i çkepute disa koncesione ne Dallmaci.

Nga te gjitha keto rrjeth pa kurfare dyshimi se Italia me shtyrjen dhe perkrahjen e Anglise po pregatit nje lufte te madhe ne Orientin e Aferme, lufte e cila do te jete sigurisht shkendija e nje lufte te pergjitheshme me te tmeruar se ajo e 1914-es.

Keshtu duket sikur Anglia s'fiton asgje ne kete mes. Pra vjen vetiu pyetja: me ç'qellim Chamberlain-i hyn kesaj valleje kaqe te rezikeshme? Edhe ne do t'i shmi shume naive po te besonim se qeverija britanike si çdo qeveri borgjeze mund te veproje pa nonje interes vetem per haterin, e syve te bukura te Duçes. Duke perkrahur aventurat e imperializmes fashiste Anglija fiton kete qe me te dermuar Turqia i forcohet pozita e saj ne Orient. Sidomos Qeveria britanike do te perdore fuqite armate t'Italise ne luften e saj kunder levizjes revolucionare ne Kine. Keshtu ka kohe me pare disa anie lufte italiane u nisne per ne Shanhaj ku do te luftojne me revolucionaret kineze per hesap te Anglise me qene se Italia s'ka asnje interes te saj per te mprojtur atje. Me ne funt Italia fashiste i duhet Chamberlain-it per te formuar blokun qe po pregatit kunder Republikës se Sovjeteve. Ratifikimi ca dite me pare prej «parlamentit» italtjan i protokollit me te cilin qeverit'e mbedha legalizojne zaptimin e Besarabise prej imperializmes rumune me 1920, provon sheshit se edhe ne atituden e saj kundrejt Rusise Sovjetike qeverija italtjane veprom pas urdhrave te Foreign Office-it.

Qe te kuptojne esencen e intrigave qe po lozen sot mi arenen politike te Evropes kapitaliste duhet te dime se dhiplo-matija ingleze po perpiqet me sa munt te zbute antagonizmat midis borgjezive te ndryshme te kontinentit — frenge, gjermane, polloneze etj. — per te formuar frontin e perbashket te kapitalizmes kunder Shtetit proletar te Sovjeteve ku jane kthyer shpresat per shpetim te gjithë klaseve te shtypura te botes. Edhe, sa çudit, te gjitha keto pregatitje per nje lufte te re po-behen ne Gjeneve, mi ne sanktuarin e «Pages» ku agjentet e borgjezise jane mbledhur per te «foreuar miqesine ne mes te popujve». Po duket qe pema s'ka arire akoma prandaj, sado qe Chamberlain-i vuri ne pune tere kapacitetet tij prej «diplomatit» te mbaruar, Franca dhe Gjermanija nuk kaudisne t'i qesin geshtenjat nga zjari per hesap te imperializmes britanike.

Lidhjes se kombeve i dolli boja, superfuskat e pagjes se perjeteshme i mori era, politika e Locarno-s, qe shenoj per nje kohe te shkurter triumfin e imperializmes ingleze ne Evrope, beri faliment, filluan perseri, si para 1914-es, traktatet e fshehte, konvencionet ushteriake midis dy, tre shtetesh — traktatet franko-rumun, franko-jugosllav, paktet italo-rumun, italo-shqiptar, rumuno-pollones etj. — lufta po pregatitet sheshit, shtetet kapitaliste po konkurojne midis tyre kush te kete ushterine me te forte dhe veglat me te mbaruara per te vrare njerës, ne Franca vedoset ligja mi mobilizimin, ne luften e ardheshme, te gjithë popullit pa ndryshim seksi as moshe.

Perpara kataklizmes se re qe po i tunet Evropes, bashke me Shqiperine djalerija shqiptare nuk mund te rije indiferente, perkundrazi duhet t'i viremi punes me nje energji me te madhe te bindur qe triumfi i idealit t'one eshte nje fakt historik.

Oligarshite financiare, aristokratite feodale dhe klikat militare qe sundojne ne Shtetet balkanike dhe borgjezia imperialiste e «Fuqive te mbedha» qe i mban ne fuqi, i kanë ditet te shkurtera dhe do te perlahen prej rumes revolucionare te klaseve t'eksplluataura.

Duhet pra qe djalerija jone te organizohet dhe t'i vihet punes per plotesimin e misionit te saj historik duke vazhduar rugen q'i ka caktuar prisi i saj i pavdekur Avni Rustemi; t'a ngrere lart zerin dhe t'i jape popullit te kuptoje se nuk i ka hedhur armet dhe se do te jete gjithenje ne ballin e lufte si avangarda e fuqive revolucionare.

Kesisoj populli i organizuar dhe i udhehequr prej nje partije te forte me program nacional-revolucionar do te munde te ngrehe, mi greminat e regjimit feodal te sotshem, republiken demokratike shqiptare ne gjirin e Federates Balkanike.

Mars 1927.

Rodhja

**Shenim.** — Ngjarjet po precipitohen me nje shpejtesi te papritur. Mussolini filloj te vere ne zbatim pllanet qe fshiheshin prapa paktit te Tiranës.

Mbledhja e fundit e Keshillit te Lidhjes se Kombeve qe barometroja q'i dha Mussolinit te kuptoje se momenti esht i volitshem per nje sulm te re. Pas ratifikimit te Protokollit te Besarabise kemi noten e Italise qeverise jugosllave. Duçe-ja proteston pse qeverija e Belgradit perpiqet te qese turbullime

per te rezuar qeverin'e Ahmet Zogut. Naturisht nota eshte nje pretekst per te mbuluar pregatitjet ushteriake qe Italia fashiste po ben vete ne Shqiperi.

Siç duhej pritur Foreign Office-i, bashke me shtypin ingliz, e aprovoj noten e Mussolinit dhe perfaqesojesi i Anglise ne Belgrad i rekomandon qeverise jugosllave te sillet me moderate dhe gjakftohtesi.

Dhe imperializma frenge, nga frika se mos e egersoje me teper kunder saj qeverin'e Romes e cila s'ka hequr dore okoma nga pretezat e saj mi Tunizin, Savojen e Sirine, i uli pendet fare kete radhe dhe i la ne balte kelyshet e saj te Belgradit. Shtypi i Parisit me organin e Ministrise se Jashtme «Temps» in ne krye, po theret e po çiret qe «pagja» nuk duhet prishur as me nje menyre, qe konflikti duhet likviduar me vijen diplomati-ke pa nerhyrjen e Lidhjes se Kombeve. Gazetat borgjeze frenge sikur kerkojne t'a gjystifikojne arrogancen e Duçes duke konstatuar se L. e K. me 1920 i ka dhene Italise te drejte te qetesojë Shqiperine me ane t'ushterise ne raste turbullimesh qe mund te prishin paqen ne Ballkan. Nuk do ment per te kuptuar pse i tere shtypi borgjez çfaqet kunder nerhyrjes se Lidhjes se Kombeve. Nje kontroll i paaneshme do te nxirte ne shesh te palartat e qeverise fashiste te Romes e cila e provokoj kete incident per te hapur rugen e okupimit te Shqiperise. S'ka dyshim qe Mussolini duke pasur krahjet e siguruar me perkrahjen e Anglise do te mos pranoje nje nerhyrje te tille keshtu qe «prestigji» i Lidhjes se Kombeve, i cili eshte fare i handakosur, do te behej per dy para. Kaluan kohrat e okupates se Korfuzit kur Duçe-ja me nje te kercitur dhembesh te qeverise britanike mblodhi bishtin ner shale.

Sigurisht edhe kete here konflikti dote mbyllet me nje kompromis me qene se Jugosllavia, duke mos pasur asnje perkrahje, esht'e shternguar te kapitulloje. Imperializma fashiste e inkurajuar nga sukcesi i kesaj prove te pare, do te vazhdoje te forcoje poziten e saj militare ne Shqiperi per te pregatitur ataken dicizive.

R.

## Ndodhjet e fundit në konfliktin e Paktit të Tiranës

Italia fashiste disa kohë e mbajti Jugosllavin me pallavra të nji marrëveshjes direkte; Anglia konservative per nji kohë të giatë, e gënjeu boten prap me pallavra pagjet e tjera, tuj premtime se do t'a shterngote Italin me hi në marrëveshje direkte, per të ra në godi me Jugosllavin per çeshtjen e paktit të Tiranës.

Së kaloj shum kohë dhe zyra e shtypit e Mussolinit deklaroi se «marrëveshje direkte nermjet t'Italis e të Jugosllavis munt të kishte vechem atehere kuer Jugosllavia të njiite kompleksin e traktatit të Nettuno-s; se permbi traktatin e Tiranës nuk munt t'u bâte kurrfarë bisedimit, pse traktati ish myllë nermjet te nji Shtetit sovveren (Shqypnija), e nermjet të nji Fuqis së Madhe (Italia): Jugosllavia s'munt t'u perzite aspak në ket çeshtje».

Anglia konservative, hipokrite si asht, bani gjoja si m'u zëmruer per ket deklaratë të Mussolinit, dhe Times — po aj Times-i qi kish fillue luften kundra Jugosllavis në favor të Mussolinit —, i inspiruëm prej Foreign Office-t deklaroi se «Anglia do të gjëte dhe rrugë e mjete të tjera per t'a shterngote Italin m'u marrë vesht me Jugosllavin e me rá në godi per Paktin e Tiranës; se Anglia kish hi ndermjetse e se nderi i Anglis...» etj. fjalë qi i bane naivët edhej herë me kujtue se pernjiment Anglia konservative po e ndalote fashismën me prishë pagjen botore.

Por edhe ky illusion nuk ngiati shum pse dy dit pas, gazetata gjymës-zyrtare angleze deklaroune se «Anglia nuk kish menden gjithnji me dalë si gjendari i Evropes, prashur nuk do t'u intereso per çeshtjen e Shqypnis, dhe per konfliktin italo-jugosllav», këto fjalë dy ditë mbas fjalve bombastike të Times-it.

Në tjetren anë gazetata frenge dhe jugosllave shkruajn kundra Mussolinit, tuj thanë se traktati italo-shqyptar, asht i lidhur me Ahmet Zogun, nji nieri qi behet vegël e atij qi e paguen ma shum, prá nuk munt të thohet se ky traktat asht lidhë me shtetin shqyp-tar sovveren; ky traktat i giet traktatet kolonial qi lidhen me Emirët, Senusset etjerë, vegla të huqvet mirpo, thonë Franca e Jugosllavia, bash ky kolonizim i Shqypnis prej Italis asht nji dhuë e nji rrezik per pagjen botnore, e prandë duhet ndalue, e per ket duhet thirrë Lidhja e Kombevet sá ma parë».

Lajmi i fundit veçse thotë prap se perfaqësuesi i Anglis, dhe-perfaqësuesi i Frances, kan bá demarche te Ministri i Jashtëm i Jugosllavis per t'a ndalue ket, qi mos t'a bin çeshtjen para Lidhjes së Kombevet.

Ja tanë komedija e çeshtjes, fjalë kote, premtime të mëdhaja, dhe çeshtja së tundet aspak: Anglia i ka dhanë dorë Italis në Balkan, dhe tallet me boten tuej e mlue hipokrisia e sajë e tuej e paraqitë vechen të pá-fajshme.

E Jugosllavia qi asht gjikue per dekë ç'ban? A thue çohet plot shpirt per të kerkue miqt e vertetë e per t'i dalë zott vechës së sajë? A thue në vent të frymes të dekur të nji borgesis kapi-

taliste del nji frymë e ré qi s'duron ma shqelmin qi i ká vue Mussolini mu në fyt, dhe shperthen rrethin e hekurit me të cillen e ká kaperthye Anglia konservative per t'a fikë krejt?

Jo në Jugosllavi gjithnji aj sistem i kalbur qi mbahet me gënjeshtrat e Chamberlainit, dhe do të kondendohet per ç'do këokë qi do t'i hedhin Mussolini, mbas pressionit të Chamberlainit.

Sot Anglia dhe Italia losin me Jugosllavin si maca me sukull.

Munt të kët ende naiv qi rrëhen me shpnesa kuer shofin ndryshime kabinetit në Jugosllavi, sado qi këto ndryshime janë vehtem per faqe, pse në vent t'Ali Hoxhes vjen Hoxh Alija.

Ç'ka munt të pritësh prej nji kabinetit kuer shef mrendë po njato gjind qi kan organizue masakrat e Kosoves? Po njato gjind andra e të cillvet asht këne e asht gjithnji aneximi i Kosoves, i Hotit e Grudes e tjeravet vise thiesht shqyptare? Jo, mos të rrëhemi kot, pse logika e thatë na difton se fjalët e tyne rrin në kundershitim me veprat e tyne.

Në kioft se ndierzit e Jugosllavis së sotëshme janë pernjinend të bindur se, Balkani asht i popujvet të Balkanit, duhet të jën edh të bindur se ç'do popull i Balkanit do të jët edhe i lir mrenda kufivet të tij etnik, e se Jugosllavija nuk duhet të mbajë ma nen zgiedhë të sajë vise thiesht shqyptare, pse aherë ban po atë, per të cillen bertet per Italin; e tanë zëmrimi s'ká kurrfarë base morale pse asht nji zëmrim i cubit të vogel kundra cubit të madh, qi dro se po i hiqet plaçka doret: per nji zëmrim të tillë veçse i

plaçkituri nuk munt të kët kurrfarë intereset, kurrfarë shpnesa, dhe kurrfarë besimi.

Në kioft se ndierzit e Jugosllavis së sotëshme, bashkë me mbretin Aleksander në krye, bejn bé botes sot, se janë e janë kenë kurdoherë per nji Shqyptari indipendente, duhet të mendojn, se nji pralles të tij s'munt t'i xan besë kurrkush serioisht, kuer kjo prallë e tillë del prej gojes s'atyne qi per indipendencë shqyptare mendojn nji monstruositet absurd: njena gjysë e popullësis shqyptare të jetë nen zgiedhen direkte, de jure e de facto, të Shtetit jugosllav; gjysa tjetere të jetë de jure indipendente dhe de facto nen zgiedhen e ndonji begut, vegël të Jugosllavis.

Ky asht krejt dishiri i ndierzvet të sotëshem të Jugosllavis, pse tash qi i erdhi thika n'asht zbuluan dashtnin e tyre per «Balkanin e popujvet të Balkanit» per «Shqyptarin indipendent», por gjithnji zëmra e tyne rrin e mydhur per nji miqsi të vertetë të popujvet fqinj, pse kurr së flasin per Kosoven dhe per minoritetet shqyptare.

Jo, e verteta asht kjo: Ashtu si asht detyrë elementare e ç'do shqyptarit qi don popullin e tij, me luftue me shpirt, kolonizimin e fashizmit italian në Shqyptari, ashtu asht detyr edhe mos m'u rrejte prej premtivet të kota të gjindvet të sotshem të Jugosllavis, së pakut deri sa këta mos të napin prova seriose të vudhnetit të mirë të tyne.

Provat seriose janë: Kosova, Hoti e Gruda, Vermoshi e Sh. Naumi.

Kalori

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## В царството на албанския васал на Мусолини

От три години насам Албания, тази нещастна страна в ю. з. част на Балкана, се намира в едно трагично положение. Тя се намира в това положение, след като авантюриста Ахмед Зогу, който беше изгонен през юни 1924 г. от целия албански народ, се наложи отново и заграби властта с моралната и материална подкрепа на правителството на Пашича и с скритата поддръжка на Англия и Обществото на народите.

Безбройни са бедите, които този изменник причини на своя народ. В знак на благодарност за направената му от сръбското правителство услуга, да събори демократическото правителство на Фан Ноли през декември 1924 г. и да се наложи на народа, той отстъпи на Югославия земите Св. Наум и Вернош, които Посланишката конференция и Хагския арбитражен съд беха решили да се отстъпят на Албания. В продължение на повече от една година той беше играчка в ръцете на югославянското правителство. Той замести албанските военни началници и тия на жандармерията с сръбски офицери и врантелисти; той продължаваше да си служи с оръжието и мунициите на армията и жандармерията, които Югославия му беше доставила. Същите тия офицери и оръжие, с които той си послужа за да сваля Фан Ноли и заграби властта, той ги употреби впоследствие за да поддържа своята диктатура в страната.

Великите сили и Обществото на народите беха своевременно уведомени за готвящото се нахлуване на Ахмед Зогу, т. е. на югославянското правителство и макар че Албания бе член на Обществото на народите, това последното не направи абсолютно нищо за да попречи на военния поход срещу един член от Обществото на народите — Албания, от друг член на същата тая институция — Югославия. Английския представител в Тирана, г. Ейрес, от своя страна, който през юни 1924 г. направи всичко възможно за да не бъде Ахмед Зогу изгонен от власт, не изпуща нито един благоприятен случай за да употреби всички средства, с които той разполагаше, за да улесни неговото завръщане. И признателността на Ахмед Зогу за тая услуга на Англия не закъсне да се прояви; той даде в концесия на Англо-персийското петролно дружество петролни извори, макар и да беха предложени от капиталистически групи на Съединените Щати, Франция и Италия, много по-благоприятни условия.

След като бе съборено правителството на Фан Ноли, по-големата част от албанските офицери и интеллигенти напуснаха страната и емигрираха в чужбина, защото Ахмед Зогу, винаги в споразумение с югославянското правителство, веднага започна

своите злодеяния. Той уби известния албански революционер и виден член на Косовския комитет Зия Дибра: доверените хора на Ахмед Зогу го убиха най-подло, когато го конвоираха от Дурацо за Берат. Той уби, при «опит за бегство» Салих Чека, журналист; той уби прочутия албански революционер от Косово Байрам Цури, ведно с двама негови другари: неговите палачи го убиха, когато го конвоираха от Крума за Скутари. Той арестува всички интеллигенти, които симпатизираха на правителството Фан Ноли, които впоследствие «изчезваха безследно». Това беха писатели, адвокати, съдии и висши чиновници. Неговата тѳпа и беена умраза не остави на мир и емигрантите. В Бари той уби бившия финансов министър Луиджи Гуракуки; в Бриндизи той организира атентат върху запасния майор Шефкет Корча. (През време на процеса на убиеца на Гуракуки, един чиновник на едно италианско осигурително дружество бе заявил, като свидетел, че Сарачи, албански консул, е наблюдавал, скрит на ѳгъла на улицата, извършването на атентата; в деня на престѳилението, този верен агент на Ахмед Зогу е напуснал набѳрзо Италия, и е заминал при своя господар в Албания.)

Положението в страната все повече и повече се влошаваше. Свобода на печата, събранията, сдружаванията не съществуваха; либералните и демократически албански вестници, излизащи в Тирана, Елбасан, Скутари, Аргирокастро, Валона, Корча и пр., беха спрени, даже най-хубавото албанско списание «Nulli i Drittes» беше спрено. Арестите, обиските и «безследните изчезвания» станаха нещо обикновено. На много градове, като Тирана, Дурацо, Санта Каранта, Делвина и др. се наложиха тежки контрибуции под формата на вътрешни заеми. Висшите чиновници действаха по отношение на населението като сатрапи.

Финансовото положение бе разклатено из основи. Приходите беха и са далеч да покриват разходите. Всеки месец бюджета свѳршва с все по-големи и по-големи дефицити. Чиновниците не получават своите заплати в продължение на цели месеци и корупцията всред тех е взела неимоверни размери. Ахмед Зогу води самодивското хоро; той свободно тарапува в дѳржавната хазна, като че ли бѳрка в собствения си дѳроб. Той си е предвидил грамадни заплати, каквито не получават дѳржавните глави на чуждите дѳржави; неговата заплата е 16 пъти по-голема от тая на председателя на швейцарската република. Бюджета на Зогови «дворец» превѳшава 1 милион зл. фр., когато общия приход на целата дѳржава не надминава 11 милиона зл. фр. А економическата криза страшно бушува всред нещастния албански народ.

След като Ахмед Зогу продаде страната на италианския фашизъм и особено след като това чудовищно споразумение бе осветено на 27 ноември 1926 г. от Тиранския договор, поло-

жението още повече се влоши. Този наемник на Мусолини се продаде с целата си душа и тело на италианските капиталисти и им отстъпи разни концесии, много по-големи от всичките концесии, които са отстъпени на разни чужденци от като съществувала албанската държава.

В последния брой на нашия вестник, ние изброихме концесиите, които той отстъпи на италианските капиталисти; тук ние искаме да прибавим още, че италиански офицери и инженери сноват на дълж и на мир из делата страна, за да проучват стратегическите пътища. Една комисия, съставена от италиански капиталисти, води преговори с разни бегове, за да откупи техните земи. Некои от тия бегове са дали под наем за 99 години голема част от своите имения. По този начин италианския фашизъм готви окупацията и колонизацията на Албания.

След подписването на Тиранския пакт, Ахмед Зогу стана още по-голям тиранин. Той преследва с една нечувана жестокост всички ония, в които се съмнява, че не одобряват неговата политика. След възстанието от 12 ноември миналата година, което коштуваше живота на стотини хора, и беха унищожени хиляди къщи, оставени без подслон хиляди жени и деца и други хиляди хора беха принудени да избегат в планините или в Югославия, наказателните отряди на Ахмед Зогу продължават да са в пълн ход. Стоотици селяни, възрастни за ржцете и краката, беха изправени пред воените съдилища и осъдени на тежки наказания. Други беха просто избити, застреляни или обесени, без всекакъв съд: в Сяла беха застреляни 30 селяни без никаква присъда, в Посека 7 души беха застреляни и 1 обесен. Дон Кадули, свещеник, бе осъден на смърт и екзекутиран, само защото е критикувал действията на правителството, които беха оставили старци, жени и деца да умрат от глад и студ в затворите. Друг един монах, името на когото не ни е известно, бе също тъй осъден на смърт и екзекутиран. Четирима малисорски главатарци беха също тъй осъдени на смърт и екзекутирани. Както що съобщихме в последния брой на нашия вестник, равнометката на политическия съд в Тирана бе: 50 човека осъдени на смърт и екзекутирани, 394 осъдени на тежка работа и затвор. Преди 15 дни, в Скутари беха осъдени на смърт 29 човека, от които 14 беха успели да избегат. Убийства, пожари и грабежи — ето как може да се характеризира днес положението в северна Албания.

В чужбина, Ахмед Зогу продължава да преследва емигрантите с една дива свирепост. Той започна да практикува една система, според която поканват емигрантите да се явяват пред некакъв съд, целта на който бил да «провери» техния политическа дейност. Разбира се, че емигрантите не се явяват на «поканата», но това не пречи на тоя съд да произнася смъртни присъди. Така, бившия министър-председател на албанския кабинет и един от най-учените и известни мъже на Албания, Фан Ноли, бе осъден на смърт; главния редактор на «Liria Kombëtare», д-р Омер Нисани и Али Келенра и Ангели Сума, бивши депутати, беха също тъй осъдени на смърт. Смелия борец за албанската свобода д-р Тургули, бивш член от регенството, бе осъден на вечен затвор, и пр. и пр.

През юли 1925 г. Ахмед Зогу прокламира некаква амнистия за емигрантите... и мнозина беха тия, които, повервали на тая амнистия, се завърнаха в Албания, обаче веднага беха арестувани и убити.

Италианското правителство, като господар на това тираническо албанско правителство, подлага албанските емигранти на разни издевателства. Тех то поставя под надзор там, където те са сметали, че са намерили подслон и това поведение на фашисткото правителство предизвика протестите и негодуванието на албанците емигранти в Гърция, Австрия, Швейцария, Франция, Америка и другаде.

Режима в Албания е един насилнически режим. Ахмед Зогу и неговата камарила се крепят благодарение подкрепата на беговете и неговите наемни орждия. Целия албански народ е против тоя продаден се тиранин. Селяните, занаятчиите и работниците виждат в негово лице свой най-голям насилник и експлоататор, интеллигентите — най-опасния предател на каузата на албанския народ. Неговите единствени помощници са беговете, които държат по-големата част от земите на централна и южна Албания в свои ржце. В техните имения царя едно средновековно робство. Завличанията, кражбите, грабежите, разбойничествата и убийствата, вършени от тия бегове или техните доверени хора, не се наказват при управлението на Ахмед Зогу. Феодалните семейства на Топтани, Върлаци, Вриони, Либахова, заедно с това на Мати, с Ахмед Зогу на чело, съставляват кастата, която служи като крайгьлден камък на днешния режим в Албания.

Лишен от поддржката на народните маси, Ахмед Зогу потърси изпървом протекцията на Югославия, а сега тая на италианския фашизъм, с цената на най-големите предателства спрямо интересите на неговата страна.

Режима на Ахмед Зогу обаче нема да продължи дълго време. Борбата против кървавия терор и предателство на този наемник на фашизма продължава, както в самата страна, тъй и в чужбина. Бившия председател на албанския кабинет Фан Ноли постоянно издига свой глас на протест против делата

на Ахмед Зогу и хвърля светлина върху ролята на европейските империалисти, които експлоатират Албания, като една обикновена колония. В тази борба, той е подкрепен от своите другари, от албанската интелигенция, и от целия албански народ.

Ние, от наша страна, ще продължаваме да сочим на трудящия се албански народ и на всички балкански народи истинския път на техното освобождение — пътя на революционната борба, чрез която те ще се освободят от сегашните потисници и от терора, който те упражняват и ще спомогне за образуването на Балканската Федерация.

Д. + Вл.

## Извънредния конгрес на добруджанската емиграция в България

След дълги отлагания и продължителна подготовка от страна на Извънредния комитет, на 4, 5 и 6 март в София се състоя извънредния конгрес на добруджанската емиграция.

След убийството на Дочо Михайлов през август м. г., И. К. остана напълно изолиран от масата и организациите на добруджанската емиграция. Защото отговорностите по убийството на големия добруджански революционер носеха не само мафията на Кямилевци и българската фашистка власт, но и самия И. К., който мълчаливо се солидаризира и не направи нищо за предотвратяване на това злодеяние.

И. К. не изпълни решението на Висшия добруджански съвет за свикване конгреса през ноември м. г. при все че емиграцията изрази открито своето негодувание от неговото държане. Требаше да изминат цели пет месеца. Нуждна беше сериозна подготовка. Разбойническите останки на В. Д. Р. О. беха мобилизирани, осигурена беше също тъй и пълната подкрепа и вмешателство на полицията и неотговорните фактори, за да бъдат изфабрикувани, против волята на емиграцията, угодни на И. К. делегати за тоя тъй съдбоносен добруджански конгрес.

И действително, след Великия добруджански събор, станал през 1919 г., който начърта програмата на движението, издигайки лозунга за единна и независима Добруджа и пълна еманципация на движението от всека правителствена политика, добруджанската емиграция в България не е имала друг конгрес от такова съдбоносно значение.

В Извънредния конгрес требаше да си дадат решителна среща двете тенденции в добруджанското движение — левицата и десницата, носителки на две противоположни идеологии и различни методи на борба. Първата бе за най-строго прилагане директивите на Великия събор, втората, отричайки напълно тия директиви, фактически бе поставила, след Търновския конгрес, движението под пълната опека на българските правителства.

Левицата, която беше издигнала лозунга за единна и независима Добруджа, препоръчваше прекото революционно действие на добруджанските народни маси. Десницата, която плуваше напълно в водите на българската националистическа политика и в миналото очакваше освобождението на Добруджа от реализираното анексионистическите бленове на българската буржуазия, разчита днес на Обществото на народите за «мирното разрешение» на добруджанския въпрос. Безспорно, с подобни лозунги, десницата можеше да достигне най-много до фондовете на Външното министерство в София, или до канцелариите на Обществото на народите в Женева, но не и до добруджанските маси и свободата на Добруджа. Защото, събитията, които се развиха през последните години отвориха добре очите на добруджанци. Те видеха, че българската националистическа политика, е виновна за разоренето и оковането в днешните робски вериги на Добруджа и че тая политика, даже и при своето пълно тжржество през 1917—1918 г., означувано с фамозните думи на дядо Радославов: «гдето е стъпил български крак, българско ще бъде», не доведе освен до кондоминиума — Добруджа да бъде владена от 4 държави: Германия, Австрия, Турция и България.

Идеологията, застъпвана от десницата след краха на българската националистическата политика, остана без всекакво съдържание. Особено по въпроси за бъдащата съдба на Добруджа, тя немаше никакви позиции. Единственото конкретно съдържание, което тя ярко прояви най-вече след 9 юни бе, възхваляването на добруджанското освободително движение в вътрешните политически борби в България, на страната на един кървав, противонароден режим. Най-яркия изразител на тая идеология, скъсала с добруджанските идеали, бе Никола Кямилев, един от авторите на преврата. Тоя виден член на воената лига успе да превърне В. Д. Р. О. в помощен орган на българската полиция и по този начин да й нанесе смъртен удар. Кямилев, Матей Бончев и Айдемирски успеха да наденат ултранационалистическа мантия и на легалното движение и с това прогониха из него масата на добруджанската емиграция.

Борбите между левията и десницата се засилиха и изостриха след позорните деяния на В. Д. Р. О. през априлските събития и убийството на Дочо Михайлов. С своя орган «Свободна Добруджа» левията успе бърже да обедини добруджанската маса в името на лозунгите: «пълна самостоятелност на движението» и «единна и независима Добруджа».

Всичко това безспорно, не бе по вкуса на фашистка България и то по две причини. Вътрешни, понеже борбите на добруджанската емиграция са един заразителен пример за целокупната няколко стотин хилядна емиграция, която бърже ще се изкубне от фашисткото влияние и по този начин се застрашат самите устои на фашисткия режим. Външни, понеже една самостоятелност на добруджанското освободително движение, не е в съгласие с следваната политика на добросъседски и приятелски отношения с чохойска Ромъния.

С левията бе целата емиграция. Към нея беха и си остават симпатиите на целокупното население в Добруджа. С десницата бе престъпната мафия на Кямилевци и компания, една нищожна група от карьеристи и плащани агенти на българското правителство, плюс кървавата фашистка власт в България.

При това съотношение на силите се състоя Извънредния добруджански конгрес. Големия интерес, който пробудиха всред емиграцията борбите между левията и десницата, стана причина в конгреса да бъдат представени най-дейните елементи на движението. Една упорита борба се води на всекъде из страната при изборите за делегати. На много места десничарските ръководства произведоха избори по 2 и 3 пъти, понеже избраните делегати, 40 от 26 селски и 60 от 11 градски организации, плюс 22 члена на Висшия и Контролен съвет имащи право на делегатство, беха в своето болшинство против тех.

Левията имаше на своя страна делегатите почти на всички селски организации и тия на организациите в София, Търново, Лом, Бургас, Провадия, Разград. С десницата беха болшинството от членовете на Висшия съвет и делегатите от Русе и Варна, избрани под тормоза и заплашванията на В. Д. Р. О. и властта.

Избора на бюро на конгреса, на секретарите и на комисията по проверка на пълномощията стана по предложение на левията. Пръв взе думата д-р П. Вичев. Той даде един исторически преглед на борбите в добруджанското движение, обвини ръководството, че е изоставило директивите на Великия събор от Търновския конгрес насам и разбули грамадата престъпления на В. Д. Р. О., които завършиха с убийството на Дочо Михайлов. Целия конгрес, както делегатите, така и масата гости бурно аплодираха дългогодишния борец за независимостта на движението, неговия най-популярен деец и основател. С оваците направени на д-р Вичев конгреса единодушно подчерта, че неговото знаме за борба е и си остава — единна и независима Добруджа!

Тук обаче, силно изобличените правителствени агенти, начело с Кямилевци, организирани предварително цела шайка от свои довереници, бивши четници на В. Д. Р. О. и агенти на Обществена безопасност, всаха смут в конгреса, а сам Кямилев се провикна: «Ако има престъпления и убийства, в страната има прокурори, които ще си кажат думата. Но, ако Вичев продължи своята реч, аз ще арестувам целия конгрес. Предлагам, да бъдат изключени публиката и гостите, като конгреса заседава при закрити врата!»

В същото време, бюрото на конгреса, под натиска на властта, под давлението и на самото правителство, обяви, че конгреса ще заседава при закрити врата и повече никому не се позволява да говори за престъпленията на В. Д. Р. О., за позорните деяния на Протогеровската мафия в добруджанското движение — Кямилевци и компания. Защото истината по техните престъпления е опасна, тя може да доведе и до външни компликации.

Правителството на ромънските чокои ще научи, че бандите в Добруджа на В. Д. Р. О., които плячкосваха населението и станаха причина за масовите кланета през май и юли м. г. там, и беха използвани като главорези през априлските събития, са били ръководени от мафията на Кямилевци и че те посредством генерал Вълков са били под опеката на фашистките правителства на Цанков и Липчев.

Никола Кямилев, по пълномощие от властта, прочете в конгреса «заловените документи» (!) в убийти Дочо Михайлов. Некакви две фамозни окръжни от «Виенската болшевишка централа», скрепени с заверката на Ц. К. на Б. К. П. и подписани от видния македонски деец Д. Влахов. В тия окръжни, след като се давали съвети по организацията на четите, Дочо Михайлов бил натоварен с задачата, да избие по един приложен списък, видните граждани в градовете: Русе, Шумен, Варна, Провадия, Разград и Осман Пазар и поведе борба за смената на държавния строй в България!?

Безподобно кощунство, ненадмината подлост на потъналите в кърви агенти на българския фашизъм! Историите с тия фамозни окръжни е стара. След убийството на Дочо Михайлов, «Свободна реч» и «Зора» в броевете от 19 септември м. г. съобщиха за тях. Тия окръжни са изфабрикувани в Обществената безопасност, под инструкциите на Матей Бончев. Техната

цел бе да се отклони възмуцението и негодуванието, което обхвана добруджанската емиграция след убийството на Дочо Михайлов. Така, българското фашистко правителство и опозорената десница се помъчиха да очернят паметта на легендарния борец за свободата на Добруджа. Съжните тия документи се четеха на конгреса при пълното възмуцение на делегатите. Заклучението на Никола Кямилев беше: Дочо Михайлов бе агент на болшевишката централа, следователно и д-р Вичев, който е напечатил в «Свободна Добруджа» статии в негова защита и му поместил лъка в календара на вестника, е също тъй болшевик!

Друг представител на десницата — А. Айдемирски, с цитати от статиите на Добруджански, печатани в в. Балканска Федерация, се провикна: «Лозунга за независима Добруджа е болшевишки. Всички, които се борят против В. Д. Р. О. са за една нова организация — Д. Р. О., която е тоже болшевишка, защото иска Добруджанска република, а не присъединението на Добруджа към България!»

Точно така. Агентите на българската националистическа политика не могат да мислят другояче. За тях Добруджа е била и си остава обект на завоевания и днес отказали се от каквито и да са аспирации за Добруджа, те продължават да търкуват с нейната свобода и то най-позорно — за да се осигури подкрепата на ромънските чокои в поддржане на един противонароден фашистки режим в България. Знамето на тия агенти на българското правителство е: мирното разрешение на добруджанския въпрос от Обществото на народите, права за българските малцинства, естествено като се запази тираническия режим на ромънските чокои в Добруджа!

В първия, втория и третия ден до обед на конгреса, при закрити врата и под натиска на властта, се изредиха ораторите на десницата, целата престъпна мафия на Кямилевци. Левията немаше «право» да говори. Десетина от нейните по-първи делегати беха заставени незабавно да отпътуват от София.

Най-позорния факт в Извънредния конгрес на добруджанската емиграция ще остане поведението на 5—6-тимата делегати-социалдемократи. Тия делегати, за общо очудване на всички конгресисти, са били в пълна подкрепа и блок с Кямилевци. Делегата от Русе — Чолаков, виден социалдемократ, прочете в конгреса пространни тезиси на III интернационал, за навлизане на комунистите в чуждите организации! Чолаков заяви, че комунистите и техните оръдия са, които, в изпълнение на тия тезиси, подбуждат борбите в средата на добруджанското движение (sic)!

В последния ден на конгреса, делегата от Варна — Сакарларов, адвокат стоворист, същия, който в Плевенския конгрес заплаши, че те скоро ще се справят с Дочо Михайлов и точно след 3 месеци го убиха, излезна с една хулиганска реч и искаше изключването на д-р Вичев за «болшевишка дейност»!

Въпреки насилието и терора, делегатите на конгреса намериха доблест и мъжество за да протестираат и изкажат своето възмуцение. Сакарларов беше заставен да си отегли думите и той мотивира повторно своето предложение, да бъде изключен д-р Вичев за «противоуставна дейност», сиреч за гдето е издавал в. «Свободна Добруджа».

Предложено на явни гласуване това предложение пропадна, обаче председателя на конгреса не обяви резултата. Мафията на Кямилевци беснееше. По нейна инициатива се постави на второ гласуване това предложение, но вече тайно. Всички делегати беха убедени, че никой не ще гласува това престъпно предложение, но, за обща изненада, комисията съобщил следния резултат: гласували за изключването на д-р Вичев 60, против — 50.

Мафията на Кямилевци си послужи с терор, насилие, провокации и фалшификации за да отстрани от добруджанското движение неговия най-популярен деец, както в България, Добруджа, така и в чужбина.

Напразни усилия. Местото на Вичева не може да бъде заето нито от Кямилевци, нито от кой и да е агент на българското правителство. Зад д-р Вичев е целата добруджанска емиграция, населението в Добруджа; неговото място е извоювано с една дългогодишна упорита и преданна борба.

С това си престъпление, мафията на Кямилевци, която уби миналата година Дочо Михайлов, а днес изключва д-р Вичева, счита за успешно завършена своята мисия в Извънредния конгрес. И само в последния 1/2 час беха разгледани всички жизнено проблеми за добруджанската емиграция и конгреса бе обявен за закрит. Че добруджанската емиграция бедствува, че в своето грамадно болшинство фактически тя остава неизмислена, без подслон и не може да използва бежанския заем, че даже раздадените земи им се отнемат, това са въпроси, които малко интересуват агентите на стовористката реакция в България.

Конгреса избра временен тричленен изпълнителен комитет, на чело на който застава адвокат Трифон Трифонов, досегашния агент на българските правителства в чужбина, който макар и да не е бил никога член на никоя добруджанска организация, представлява в продължение на няколко години вече по мандат на Калфовци и Буровци добруджанската емиграция.

Още с своето първо окръжно, печатано в започналата да излиза в. Добруджа, брой 33, този самозван добруджански

деец, говори по въпроса за д-р Вичева следното: «Конгреса прояви акт на «великодушие» и го изключи само за една година.» А в резолюциите по организационния въпрос е казано, конгреса реши: «Да се направят всички постъпки за спирането на в. Свободна Добруджа.»

По-голям цинизъм от този, добруджанци не са виждали! Какви са тези мерки? Те са безпорно насилията чрез властта. И действително, за по-голема внушителност на конгресните решения, които са решения на Кямилевската мафия, изнасилила волята на цел конгрес, д-р Вичев заедно с десетина добруджански дейци след конгреса бе арестуван и бе задържан безаконно цели 11 дни в Обществената безопасност. В-к «Свободна Добруджа» бе спрян. Защото зад Кямилевци е целата фашистка власт в България!

А за проявеното «великодушие» спрямо д-р Вичева добруджанската емиграция не захъсне да каже своята дума. В събраниято на Софийската организация, станало на 27 март, престъпното решение на Кямилевци бе решително отхвърлено като противоустановно. Право за изключване на своите членове имат само организациите, но не и конгресите. Поканен да се яви в събраниято, д-р Вичев бе посрещнат с възторжени овации и му бе предложено председателското място на Софийската организация.

Дали този факт ще бъде използван от Кямилевци и компания за да предизвикат едно разцепление в средата на добру-

джанското движение и така да изижлят до край своите престъпни замисли, близкото бъдеще ще ни покаже. Добруджанската емиграция не може освен с погнуса да посрещне новите престъпления на Кямилевци и да им даде решителен отпор. Легалните възможности за техните борби за подобрене тежкото им положение като бежанци, се задръстват с една систематичност от агентите на стовористката реакция. Това е особено очебийно за изминатия период от 9 юни насам. Но тия борби не продължат. Те ще се засият. И не само за подобрене на своята настояща бежанска участ, но и за свободата на своята поробена родина.

Знамето на тия борби за добруджанската емиграция са решението и лозунгите на Великия събор от 1919 г. Лозунга издигнат от него: «Добруджа за добруджанци» и днес продължава да бъде една решителна опора срещу вмешателството на българските правителства и неговите орждия в добруджанското движение.

Станалото в Извънредния конгрес, новите престъпления на Кямилевци и компания, показват с една неумолима очебийност за добруджанската емиграция, че нейните борби за свободен живот са същевременно и борби срещу българския фашизъм и че фронта на тия борби е изравнен с тоя на широките народни маси в България, за обща и решителна борба срещу възцарилата се след 9 юни диктатура на банкерите, генералите и професорите!

Добруджански

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΗΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## ΔΗΛΩΣΙΣ ΤΗΣ Β. Κ. Ο. ΕΠΙ ΤΩΝ ΑΝΤΙ-ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΙΚΩΝ ΣΥΚΟΦΑΝΤΙΩΝ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

Στήν ελληνική Βουλή, εδιδάσθηκε στις 21 Μαρτίου έ. έ., ένα γράμμα, το όποιον εστάλη δήτην στις 7 Νοεμβρίου 1926 από το „Γραφείο Προπαγάνδας της Έκτελεστικής Έπιτροπής της Βαλκανικής Όμοσπονδίας“ (υπ' αριθμόν 5823!!!), προς το Κομμουνιστικό Κόμμα της Ελλάδος. Το γράμμα αυτό περιέχει δήτην όδηγίες προς το ελληνικό Κομμουνιστικό Κόμμα επί του εθνικού ζητήματος.

Στο γράμμα αυτό γίνεται λόγος περί „σχηματισμού συμμοριών“ στη Μακεδονία και Θράκη, περί „μελέτης του ζητήματος των όπλων“ στο „Συνέδριο της Έκτελεστικής Έπιτροπής“, περί „αντικατασκοπικών Όργανώσεων“, περί „έξοπλισμού των βασιικών όργανώσεων του Κ. Κ. Έ.“, περί „συνδέσεως του Κ. Κ. Έ. με το αντικατασκοπικό Γραφείο της Σοβιετικής Πρεσβείας στην Αθήνα“ και περί άλλων παρομοίων έφευρημάτων, των όποιων ή άνόγητη ψευδολογία είναι έλοσάνερη για τον καθένα.

Είναι πασίγνωστο πως δέν ύφίσταται κανένα „Συνέδριο της Έκτελεστικής Έπιτροπής“, και έπομένως δέν μπορούσε να μελετήσει το Συνέδριο αυτό το „ζήτημα των όπλων“, δέν ύφίσταται κανένα „Γραφείο Προπαγάνδας της Β. Κ. Ό.“, έπομένως δέν μπορούσε το άνύπαρκτο αυτό γραφείο να δώσει όδηγίες στο Κ. Κ. Έ. για το εθνικό ζήτημα.

Οί βασικές γραμμές της Β. Κ. Ό. στο εθνικό ζήτημα έχουν διατυπωθεί, όπως και οί βασικές γραμμές σε όλα τα άλλα ζητήματα, σε άποφάσεις, οί όποιες έχουν δημοσιευθεί και είναι γνωστές ή μπορούν να διαβασθούν από τον καθένα που ένδιαφέρεται για αυτό το ζήτημα.

Είναι πασίγνωστο, πως ή Β. Κ. Ό., όπως και ή Κ. Δ., το

Κ. Κ. Έ. και όλα τα κομμουνιστικά κόμματα άνεξαιρέτως είναι έναντίον κάθε άτομικής Τρομοκρατίας, και συνεπώς και έναντίον „του έξοπλισμού Συμμοριών“ ή έξοπλισμού „κομμουνιστικών βασιικών όργανώσεων“ κ. τ. λ. Η Κ. Δ. και τα τμήματά της όργανώνουν και καθοδηγούν το άγώνα των μαζών του Προλεταριάτου και χρησιμοποιούν στο άγώνα αυτό μόνο τα μέσα και τις μεθόδους της κινητοποιήσεως μαζών και της δράσεως μαζών.

Τα κομμουνιστικά Κόμματα, δέν καταγγίνονται, είναι άυτονόγητο, ούτε με τον έξοπλισμό συμμοριών, ούτε με αντικατασκοπεία — είτε έν συνδέσει με μιá όποιαδήποτε Πρεσβεία είτε χωρίς σύνδεση —.

Δέν είναι άπλή σύμπτωση πως το φαμπρικάρισμα της πλαστογραφημένης αυτής έπιστολής, συμπίπτει με την δημοσίευση μιás μακροτάτης και άναρής „Εκθέσεως της ελληνικής Δημοσίας Ασφαλείας περί του κομμουνιστικού Κόμματος και της δράσεώς του έν Έλλάδι“ στον άθηναϊκό τύπο. Και το ένα και ή άλλη καθώς και όλη ή ψευδολογική έκστρατεία του ελληνικού τύπου γενικά είναι καλά προμελετημένες πράξεις, οί όποιες έχουν σκοπό να δημιουργήσουν μιάν άτμόσφαιρα διωγμού κατά του Κ. Κ. Έ. με την ενεργό συνεργασία του ίταλικού Φασισμού, κατά παραγγελίαν της συντηρητικής άγγλικής κυβερνήσεως ή όποια όλο και περισσότερο μεταβάλλει την Ελλάδα σε μιάν άποικία του Άγγλικού Ίμπεριαλισμού και προσπαθεί να της επιβάλει τον ρόλλο ενός χωροφύλακα της Άγγλίας έναντίον της επαναστατικής κινήσεως στη Βαλκανική, έναντίον της Σοβιετικής Ρωσίας και της Τουρκίας. Η συκοφαντική αυτή έκστρατεία προορίζεται να χρησιμεύσει, στο να χτυπηθεί το Κ. Κ. Έ. το όποιο έχει μαζί του την έμπιστοσύνη των Έλλήνων έργατών, των προσφύγων και των άλλων έργαζομένων τάξεων, για να μπορέσουν κατόπιν εύκολότερα να καμφθούν οί έργαζοτες οί όποιοι μαζί με τα εκατομμύρια των προσφύγων και των φτωχών χωρικών ύποφέρουν και στενάζουν κάτω από την άνεργία και την άκρίβεια και την προμερή άθλιότητα, και για να μπορέσει εύκολότερα να χρησιμοποιηθεί ό ελληνικός Λαός για τα πειρατικά και πολεμικά σχέδια των φασιστοεγγλέζων στη Βαλκανική και έναντίον της Σοβιετικής Ρωσίας και της νέας Τουρκίας και για να ύποταχθεί όριστικά ή Έλλάς κάτω από το ζυγό του ίμπεριαλισμού.

Ἡ Β. Κ. Ὁ. ἐγείρει ἔντονο διαμαρτυρία ἐναντίον τοῦ ἐγγλη-  
ματικῆ αὐτοῦ ρόλλου τῶν ἐλλήνων ὑπηρετῶν τοῦ ἀγγλικῆ ἰμ-  
περιαλισμοῦ, ἐναντίον τῶν τυποτέτων μεθόδων τῶν πλαστογραφιῶν  
καὶ ψευδῶν, πού χρησιμοποιεῖ ἡ ἐλληνική μπουρζουαζία στὸν ἀγῶνα  
τῆς κατὰ τοῦ ἐργαζομένου λαοῦ καὶ τοῦ καθοδηγητοῦ του, τοῦ  
Κ. Κ. Ἐ.

Ἡ Β. Κ. Ὁ. εἶναι πεπεισμένη, ὅτι τὸ ἐλληνικὸ Προλεταριάτο,  
κάτω ἀπὸ τὴν καθοδήγησιν τοῦ Κ. Κ. Ἐ. θὰ στραφεῖ ἀκόμη πρὸς  
ἐνιαῖο ἐναντίον τῶν σχεδίων τοῦ Ἱμπεριαλισμοῦ καὶ τοῦ Φασισμού  
στὴν Ἑλλάδα καὶ ὅτι μαζί μὲ τίς μάξες τῶν χωρικῶν, τοὺς  
ἐπαγγελματίες καὶ ἐμπόρους τῶν πόλεων, μαζί μὲ τοὺς πρόσφυγες  
καὶ τίς καταπιεζόμενες μάξες στὴ Μακεδονία καὶ τὴ Θράκη, θὰ  
πολεμήσει ἀποφασιστικὰ γιὰ τὰ ζωτικὰ του συμφέροντα καὶ τὰ  
δικαιώματά του ἐναντίον τῆς καπιταλιστικῆς ἐπιθέσεως καὶ τῆς  
καταστρεπτικῆς πολιτικῆς τῆς μπουρζουαζίας, ἐναντίον τῆς ἐθνικῆς  
καταπίεσεως, ἐναντίον τῶν πολεμοχαρῶν καὶ ἀντισοβιετικῶν ἐνερ-  
γειῶν καὶ ἐναντίον τοῦ ἱμπεριαλιστικοῦ ζυγοῦ.

Στὸν ἀγῶνα αὐτὸν θὰ ἔχει τὸ ἐλληνικὸ προλεταριάτο ἀμέριστη  
τὴν ὑποστήριξιν τοῦ Βαλκανικοῦ καὶ τοῦ διεθνοῦς προλεταριάτου καὶ  
ὅλων τῶν ἀντιιμπεριαλιστικῶν στοιχείων καὶ παραγόντων, γιὰ νὰ  
μυρῶσει νὰ ὑπερνικήσει ὅλες τίς συκοφαντίας καὶ τίς διώξεις καὶ  
θαλαλέα καὶ ἀσφαλῶς νὰ κερδίσει τὴν τελικὴ νίκη.

Ἡ Γραμματεία τῆς Βαλκανικῆς Κομμουνιστικῆς  
Ὁμοσπονδίας

(ὕπογ. Δημητρώφ)

## Ἡ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΚΗ ΣΟΥΠΙΑ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

Στις 17 Μαρτίου, ὁ γάλλος ἀντιναύαρχος  
Μπουὶ ἔγινε δεκτὸς ἀπὸ τὸν διοικητὴ τῆς ἐλληνι-  
κῆς Μακεδονίας κ. Καλεῦραν. Τὸ γεῦμα ἔλαβε  
χώραν σὲ μιὰ μεγάλην αἴθουσαν μὲ θέα πρὸς τὴν  
θάλασσαν. Τὸ μενού ἀποτελεῖτο ἀπὸ: δημοκρα-  
τικὴ σοῦπα. . .

Ἡ ναυμαχία τοῦ Ναυαρίνου ἐγιωρτάσθη ὅπως ἔπρεπε. Ἐκατὸ  
χρόνια ἐλευθερίας ἐλληνικῆς! Νίκη τοῦ ἐλληνισμοῦ κατὰ τῶν  
φεουδαρχικῶν ἀλλοτρίων τοῦ καθεστώτος τῶν τούρκων πασσάδων!  
Ἐκατὸ χρόνια γεμάτα ἀπὸ ἀγῶνες γιὰ μιὰν ἀνεξάρτητην Ἑλλάδα  
τῶν ἐργαζομένων μαζῶν — καὶ σήμερα;

Ὁ Ἀλμπέρ Τομάς, ὁ διευθυντὴς τοῦ Γραφείου Ἐργασίας τῆς  
κοινωνίας τῶν Ἑθνῶν, ἕνας εὐσεινῆδης στατιστικὸς, καὶ πράγματι  
οὐδόλως ἐπαναστάτης, ἐπιστοποίησε πῶς οἱ μισθοὶ στὴν Ἑλλάδα  
ἦταν ἐλάχιστοι καὶ ὅτι τὰ κύματα τῶν ἀπεργιῶν πού διαδέχονται  
ἀλλήλα, οἱ στάσεις τῶν καπνεργατῶν, ἔδειχναν τὴν ἀκριβὴ εἰκόνα  
τοῦ ἀφηνιασμένου αὐθαίρετος καθεστώτος τῶν κερδοσκοπῶν τῆς  
ἐλληνικῆς οἰκονομικῆς πολιτικῆς, τῶν παρασίτων τῆς „οἰκονομικῆς  
ἐλευθερίας“ τῶν βενιζελικῶν. Ἐνῶ οἱ αὐτόχθονες μάξες τῆς Πα-  
λαιᾶς καὶ Νέας Ἑλλάδος πέφτουν σὲ μιὰ ὄλο καὶ βαθύτερη μιζέ-  
ρια, οἱ δυστυχημένοι Ἕλληνες τῆς Μικρᾶς Ἀσίας ἐξαπατῶνται  
διαρκῶς μὲ ὑποσχέσεις. Ἐνας ἀμφίβρολος ὀργανισμὸς ὀργανώνει τὸν  
ἐποικισμὸς τους στὴ Μακεδονία καὶ τὴ Θράκη, καὶ ἐντούτοις, ἡ  
σωστότερα ἀκριβῶς γι' αὐτὸν τὸν λόγο, δηλαδὴ ἐξ αἰτίας μιᾶς βρα-  
δυκίνητης ἀργυρώνυτης γραφειοκρατίας, τὸ μεγαλύτερο μέρος τῶν  
προσφύγων βρίσκονται ἀκόμα χωρὶς πόρους βουτυγμένοι στὴν πρὸ  
μάρη ἀθλιότητα. Ἡ „οἰκουμηνικὴ“ κυβέρνησις δὲν σκέφτεται νὰ  
λύσει οὔτε καν τὸ ἀγροτικὸ ζήτημα γιὰ νὰ μωρῶσει νὰ μοιράσει  
στοὺς ἀδελφοὺς τῆς Μικρᾶς Ἀσίας ἀρκετὴ γῆ στὴ Θεσσαλία ἀπ'  
ἐναντίας ἐξεγείρει τὰ δυστυχημένα θύματα μιᾶς ἱμπεριαλιστικῆς  
ἐξωτερικῆς πολιτικῆς κατὰ τῶν ὑπολειμμάτων τοῦ βουλγαροφῶνου  
πληθυσμοῦ. Χωρὶς τὴ λύσιν τοῦ ἀγροτικοῦ προβλήματος,  
δὲ θὰ μωρῶσει νὰ λυθεῖ τὸ προσφυγικὸ ζήτημα, χωρὶς  
νὰ λυθεῖ τὸ ἀγροτικὸ ζήτημα δὲ θὰ μωρῶσει νὰ ὑπάρξει  
ἐλευθερὰ Ἑλλάς· ἡ δὲ δημοκρατικὴ σοῦπα τῆς „οἰκου-  
μηνικῆς“ κυβερνήσεως ἀλατίζεται κατὰ ἀπαίσιο τρόπο  
μὲ τίς προσπάθειες τίς μοναρχικῆς τῶν μεγαλοβιοκρατικῶν  
μόνων, οἱ ὅποιοι αἰσθάνονται τοὺς ἑαυτοὺς των ὡς νομίμους δια-  
δόχους τοῦ ἀντιδραστικοῦ καθεστώτος, τὸ ὅποιο, γιὰ τὴν πλειονότητα  
τοῦ ἐλληνικοῦ λαοῦ, ἡ ναυμαχία τοῦ Ναυαρίνου ἔχει καταργήσει.

Οἱ κυρίαρχες τάξεις τῆς Μεγάλης Ἑλλάδος ἐπέτυχαν ὄχι  
μόνο νὰ κινητοποιήσουν ἐναντίον τους τίς ἐργατικῆς μάξες, νὰ

ἐξεγείρουν κατὰ τῆς οἰκουμηνικῆς κυβερνήσεως τοὺς πρόσφυγες καὶ  
τίς μάξες τῶν ἐπαγγελματιῶν, ἀλλ' ἀκόμα καὶ νὰ ἐξεγείρουν τὰ  
πλατειὰ στρώματα τῆς μικρῆς μπουρζουαζίας κατὰ „τῆς τάξεως  
καὶ ἡσυχίας“ τῆς ἐλληνικῆς πατρίδος, χάρις σὲ μιὰ ἀνόητο δασμο-  
λογικὴ πολιτικὴ.

Ἡ σφαῖρα τῶν ἐπιχειρηματιῶν κατὰ τῶν καπνεργατῶν βρῆκε  
συνέχεια στίς σφαῖρες κατὰ τῶν ἐπαγγελματιῶν. Ὅχι κατὰ τῶν  
μεγάλων ἐπιχειρηματιῶν, κατὰ τῶν φιλελευθέρων μεγαλοκαπιταλι-  
στῶν ἢ κατὰ τῶν βενιζελικῶν πωλητῶν τῆς ἐλληνικῆς ἐλευθερίας  
καὶ τῶν ὑπόπτων μοναρχικῶν πρακτόρων τους — ὄχι: ἡ τρομο-  
κρατία τῆς κυβερνητικῆς βίας στρέφεται κατὰ τῶν μικρῶν ἐπιχειρη-  
ματιῶν, κατὰ τῶν μικροεπαγγελματιῶν. Μόλις δυὸ ἐβδομάδες  
πρὶν ἀπὸ τὴν ἑκατονταετηρίδα, οἱ ἐπαγγελματίες διαδηλωτές, ἔχτυ-  
πῆθηκαν διὰ τῶν ὅπλων, καὶ τὸ αἷμα ἔρρεξε στὴν ὁδὸ Πανεπιστη-  
μίου στὴν Ἀθήνα. Μιὰ ἐρευνα διετάχθη, καὶ οἱ στρατιῶτες ἐδήλωσαν  
φανερὰ πῶς ἀνοῖξαν πυρ κατόπιν κατηγορηματικῆς διαταγῆς  
τῶν ἀνωτέρων των. Δυὸ νεκροὶ ἔπεσαν καὶ δεκαπέντε πληγωμένοι,  
καὶ ἡ „οἰκουμηνικὴ“ κυβέρνησις καθήργησε τὸ ἐνοικιστάσιο γιὰ τὰ  
καταστήματα τῶν ἀπεργῶν μὲ τὸν σκοπὸ νὰ τοὺς ἐξαναγκάσει ἔτσι  
νὰ ὑποταχθῶν. Φυσικὰ ἡ „οἰκουμηνικὴ“ κυβέρνησις ἐδήλωσε ὅτι  
λυπεῖται γιὰ τὴν „παρεξήγησιν“ καὶ ὅτι θέλει νὰ τιμωρήσει παρα-  
δειγματικὰ τοὺς αὐτουργοὺς. Ἐτραβήξαν τίς συνέπειες ἀπὸ τὴν  
ἀπόφασιν αὐτή. Ὁ ὑπαίτιος ἀξιωματικὸς κατεδικάσθη εἰς 40  
ἡμερῶν κράτησιν στὸ στρατῶνα — καὶ ἕνα μέλος τῆς ἐπιτροπῆς  
τῆς ἀπεργίας σὲ 50 μέρες φυλάκισιν· καὶ μὲ τὴ βάνουση διώξιν  
τῶν κομμουνιστῶν ἐργατῶν, μὲ τὴν ἀπομάκρυνσιν τῶν ἀρχηγῶν καὶ  
μεταξὺ ἄλλων καὶ ἐνὸς ἱερέως ὁ ὁποῖος εἶχε ταχθεῖ μὲ τὸ μέρος  
τῶν ἐργαζομένων μαζῶν, ἡ κυβέρνησις ζητᾷ νὰ ἀποτραβήξει τὴν  
προσοχὴν τοῦ λαοῦ ἀπὸ τὴν οἰκονομικὴν τῆς πολιτικὴν. Χαρακτη-  
ριστικὸν εἶναι ὅτι οἱ μάξες τῶν ἐπαγγελματιῶν, οἱ ὅποιοι ἔχουν  
στὴν ἐπὶ τῆς ἀπεργίας ἐπιτροπὴν τους μέλη ὅλων τῶν κυβερ-  
νητικῶν κομμάτων, ἐχειροκρότησαν φρενητιωδῶς τοὺς ἀντι-  
προσώπους τῶν ἐργατῶν, τὸν βουλευτὴ Μάξιμο καὶ τὸν γραμματεῖα  
τοῦ Ἐργατικοῦ Κέντρου. Δὲν εἶναι μιὰ τάξις πού ἐξεγείρεται ἀπὸ  
ἀντιθέσεις ἀρχῶν κατὰ τῶν ὑπαρχουσῶν συνθηκῶν, εἶναι ὀλόκληρη  
ἡ ἐργαζομένη Ἑλλάς πού συγκεντρώνεται γιὰ τὴν ἔφοδο κατὰ τῶν  
ἡρώων τῆς „οἰκουμηνικῆς“ κυβερνήσεως πού καταχρῶνται τῆς  
μνήμης τῆς ναυμαχίας τοῦ Ναυαρίνου γιὰ νὰ κάμνουν τὴ βρώμικη  
τους πολιτικὴ τῶν ἀγοραπωλησιῶν.

Τὸ μυστηριῶδες τηλεγράφημα ἐνὸς συγγενοῦς τοῦ πρώην  
δικτάτορος Παγκάλου δὲν ἔχει, συμπεραίνοντες, καμμιά σημασία·  
λαμβανόμενον ὑπ' ὄψει τῶν γεγονότων: „ἔξερράγη τὸ κίνημα.“  
Τὸ τηλεγράφημα ἦταν λίγο πρόωρο — ἀλλὰ ἐκεῖνο πού εἶναι  
πραγματικότης εἶναι ὅτι ἡμεγαλὴ πλειοψηφία τοῦ ἐλληνικοῦ λαοῦ,  
ὀλόκληρος ὁ ἐλληνικὸς λαὸς ἐξεγείρονται κατὰ τῆς „οἰκουμηνικῆς“  
κυβερνήσεως, κατὰ τῶν τραπεζιτῶν ὀλιγαρχῶν καὶ τῶν μεγαλο-  
ιδιοκτητῶν. Σὲ λίγο δὲ θὰ μείνει ἀπὸ ὄλο τὸ ἀπελευθερωτικὸ  
ἐλληνικὸ κίνημα, ἀπὸ ὀλόκληρη τὴν ἐλληνικὴ δημοκρατία, ἄλλο  
τίποτε ἀπὸ τὴ „δημοκρατικὴ σοῦπα“ πού παρουσιάζουν οἱ ἀρχοντες  
στοὺς ξένους ναυάρχους καὶ ἱμπεριαλιστῆς ὑπὸ τύπον χαιρέτισμοῦ.

Ἡ ἐπαναφορὰ τῶν μοναρχικῶν ἀξιωματικῶν ἐξακολούθει: 325  
ἀντιβενιζελικοὶ δεδηλωμένοι ἐπανῆλθαν στὸ στράτευμα καὶ ὁ „μετρι-  
οπαθῆς“ μοναρχικὸς Μεταξᾶς ἐχρησίμωσε ὡς σύμβουλος τοῦ  
ὑπουργοῦ τῶν στρατιωτικῶν Μαζαράκη γιὰ τὴν ἐκλογή τῶν κεκη-  
ρυγμένων ἀντεπαναστατῶν. Γιὰ νὰ μὴ ψυχρανθεῖ ὁ κ. Τσαλδάρης,  
γιὰ νὰ ἰκανοποιηθῶν τελείως οἱ ὀπαδοὶ του, 251 ἄλλοι μοναρχικοὶ  
ἐπῆραν αὐξήσιν τῆς συντάξεώς των· καὶ ἡ ἐλληνικὴ δημοκρατία  
μπορεῖ τώρα, ἀνενώχλητη, νὰρχισι νὰ θέσει καὶ τὸ ναυτικὸ ἐπίσημα  
κάτω ἀπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν „μετριοπαθῶν“ καὶ ἀκραριῶν μοναρχι-  
κῶν — ὅπως τὸ ἔχει κάμει καὶ γιὰ τὸν καταξήραν στρατὸν τῆς.

Παρ' ὅλες τίς ἐορτές καὶ τίς χαρὰς, ἡ „οἰκουμηνικὴ“ κυβερ-  
νησις δὲν μπορεῖ νὰνα ἰκανοποιημένη. Εἶναι ἀλήθεια ὅτι, στίς  
11 Μαρτίου οἱ ἐπαγγελματίες διέκοψαν τὸν ἀγῶνα τους, ἀλλὰ ὁ  
πρόεδρος τῆς Συνομοσπονδίας τῶν ἐπαγγελματιῶν δηλώνει ἦδη ὅτι  
ἡ ὀργάνωσις του εἰτοιμάζει κινήσιν ἀπεργιακὴ κίνησιν, καὶ ἡ  
διαβεβαίωσις ὅτι „αὐτὴν τὴν φορὰ δὲ θ' ἀφήσωμε νὰ μᾶς γελᾶσουν“  
φαίνεται νὰ εἶναι πολὺ εὐλογος. Οἱ λιγώτερο εὐποροῦσες τάξεις  
ἀπαιτοῦν τὴν ἐλάττωσιν τῶν τελωνειακῶν δασμῶν ἐπὶ τῶν εἰδῶν  
τροφίμων, καὶ ἀκριβῶς στὸ ζήτημα αὐτὸ ἡ κυβέρνησις δὲ θέλει νὰ  
κάμει καμμὴν ὑποχώρησιν.

Τὰ ἐνοίκια τῶν κατοικιῶν καὶ τῶν μαγαζιῶν ἠξήθησαν, καὶ  
οἱ ἔμποροι καὶ ἐπαγγελματίες πού ὡς τὰ τώρα ἦταν οἱ πρὸ πιστοὶ

υποστηρικτές της κυβερνήσεως, κρούουν τον κώδωνα του κινδύνου. Οι κυρίαρχες τάξεις στην Ελλάδα έπωφελούνται πλατειά από την κυβερνητική δύναμη και χρησιμοποιούν όλα τα νόμιμα και τα παράνομα μέσα όχι μόνο για να διατηρηθούν ύψηλά τα ένομια, αλλά ακόμα και για να εξασφαλίσουν και για το μέλλον ακόμα μεγαλύτερα κέρδη. Οι κύριοι της „οικουμενικής“ κυβερνήσεως είναι πολύ πρόθυμοι να κάμουν παραχωρήσεις στους εμπόρους. Έκείνοι που επεκύρωσαν την σύμβαση „Πάουερ άντ Τράξιον“ προσπαθούν φυσικά τω λόγω να καταργηθούν οι νόμοι κατά της κερδοσκοπίας και „περί τιμότητος των επιχειρήσεων“ αλλά οι μάζες των επαγγελματιών και των μικροστών δεν επιτρέπει να την εξαπατούν. Οι συνθήκες της ζωής της έχουν χειροτερέψει, και οι πιο λογικοφανείς επιχειρηματολογίες εναντίον ενός αποκεντρωτικού και δλιγώτερο δαπανηρού διοικητικού συστήματος δεν μπορούν να τους γελάσουν. Ο νόμος κατά της κερδοσκοπίας έχει αλλάχθει προς όφελος των κερδοσκόπων, αλλά τα σπουδαία αίτήματα των επαγγελματιών δεν εξεπληρώθησαν.

Αλλά οι επαγγελματίες δεν θ' αφήσουν να τους γελάσουν. Θ' άμυνθούν και η οικουμενική κυβέρνηση σκοντάβει μπροστά σε μια καινούργια κρίση. Δεν είναι τυχαίο το ότι ακριβώς σ' αυτή την κατάσταση άπάνω, ο κ. Τσαλδάρης, ως ύπουργός των έσωτερικών κάμνει υποκλίσεις μπροστά στον ιταλικό φασισμό. Το παράδειγμα του Μουσσολίνη είναι πολύ έλκυστικό για ένα „τόσο φανατικό όπαδό του κοινοβουλευτισμού“. Όλες όμως οι προσπάθειες να όποτάξουν διά της βίας τον έλληνικό λαό στο ύπάρχον σύστημα θα αποτύχουν πάντοτε ένεκα της εξέλιξεως αυτών τούτων των πραγμάτων.

Η δημοκρατική σούπα των βενιζελικών και αντιβενιζελικών, που έτοιμάσθηκε από τους δημοκρατικούς τραπεζίτες και τους μετριόφρονες και άκραιούς μοναρχικούς έχει καταστήσει άχώνευτη για τον εργαζόμενο λαό της Ελλάδος. Οι εργαζόμενες μάζες πρέπει ή να καταστραφούν ή να άμυνθούν και να διώξουν αυτούς τους κακούς μαγείρους που έτοιμασαν για τον έλληνικό λαό μια τέτοια σούπα.

Μελίγχος

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## Нова дворска и великосрпска влада Веље Вукићевића

Зашто је пала Узунвићева влада. Састав и перспективе нове владе

Шеста влада Николе Узунвића била је кратког века, уосталом у то и сам Узунвић није сумњао и ако је у својим изјавама преко штампе до последњег дана изигравао највећег оптимисту. Антипарламентарна, VI влада Узунвића била је само једна етапа у реакционарном политичком курсу монархистичког апсолутизма и његове диктатуре.

Потлаченим нацијама и радном народу широм Југославије не треба више износити формалне доказе о дворско-камарилској диктатури која се прогресивно развија из маскиране у отворену диктатуру. Период у коме се налазимо данас и који наступа не може се чак упоређивати ни упоређивати са најпредњачким режимом под Обреновићима у предратној Србији 70 и 80 година. О некој уставној или парламентарној владавици монархије Александра Карађорђевића не може бити говора, јер је она превазишла у томе и земље отворене диктатуре, као што је то случај са Борисовом Бугарском и Фердинандовом Румунијом. Мрачне и тајне силе, о којима се по целој земљи шапуће, јесу двор и његова камарила, јесте Бела Рука са њеним генералима — Хаџићима, Милосављевићима, Живковићима и Пешивићима.

То су те мрачне силе који ведре и облаче у сретној Југославији, који се играју шаха служећи се појединим буржоаским партијама и њиховим шефовима као шаховским фигурама, у међувремену када је земљу притисла неизлечива и страховита економска криза и ужасна беспослица; у времену када у тој 90% аграрној земљи — у извесним областима влада латентна глад (Лика, Херцеговина, делови Далмације и у Црној Гори), којом је проузрокована права сеоба народа у јужну и северну Америку и остале земље капиталистичког молоха да им они тамо исишу и последње животне сокосе, искоришћавајући ту многобројну емиграцију, нискоје стране заштићену, као своје робље.

У земљи где се баца на полицију и војску готово половину од целокупног буџета који варира између 12—15 милијарди динара, у којој је корупција, насиље и пљачка свега тројство; у земљи у којој данас има 4000—5000 националних револуционара и бораца из револуционарног радничког покрета по мемљивим затворима Македоније и Црне Горе, по казаматима Босне, Војводине, Хрватске и Србије. У земљи где се политички кривци по казаматима држе под горим режимом од најкорелијих обичних злочинаца. У земљи где се политички кривци окувају у гвожђе када ступе у штрајк глађу (најновији случај варваризма у митровачком казамату), где се по целијима Управе Града Београда садистички премлађују противници данашњих власника, а у Македонији се то јавно чини.

За све ове многобројне крваве злочине данашњи власници не полажу никоме рачуна. Све досадашње афере које су избиле на јавност настају као да и нису постојале. Радићевска оптужба против Воже Максимовића прегласана је у парламенту у корист Максимовића. Другу, коју су спремили демократе отићи ће такође заборау самим тим што је парламент распуштен до августа, а у новој влади налазе се поред радикала и 5 демократа. Белорукачка мафија са краљем на чело сматрала је, да је, с обзиром на спољну и унутрашњу ситуацију у држави Узунвић са својим Максимовићем учинио довољно услуга господару и мрачним силама и да сада могу ићи. Постигнуто је од стране мрачних сила да се радикална странка распарча у неколико табора и да се међусобно кољу као гладни пси око власти, постигнуто је да се Радић потпуно компромитује пред хрватским народом, постигнуто је да се демократи намаме преко белорукачких агената на власт, како би се и њихове политичке шансе и односи у партији свеле на ниво стања које влада у радикалној партији — а остале странке служиле као статисти за овај политички балет. Најближи саветодавци краља били су у овом погледу мудрији од свих партијских шефова и државника — краљ се послужило еном максимом и девизом монархистичком «divide et impera» у најјупнијем смислу и са пуно успеха до сада.

Ето зашто је овога пута криза владе свршена за 2 дана, без консултовања парламентарних клубова, ето зашто се парламент показао непотребним. Није то нова пракса антипарламентаризма и неуставности. Она се већ годинама примењује у Југославији, само што се она сада потенцира и постепено сасвим исчезавала.

Неколико речи о новој влади и њеном саставу.

Узунвић је мотивисао своју оставку потребом једне чвршће, шире и стабилније основе (читај владе!) за извођење привредног програма кога је имала да изведе његова VI влада. То је било 16 о. м. у вече. Оставка је уважена и мандат је поверен Веље Вукићевићу, бив. министру просвете у последњем Узунвићевом кабинету. Како је листа нове владе била већ скоро готова, у понедељак 18 о. м. у јутру била је образована под председништвом мандатара Вукићевића, који је задржао себи и ресор министра полиције. Ради карактеристике новог председника владе споменућемо да је из групе Љубе Јовановића — Солунца и радикала «чистих руку» које је Пашић пре годину и нешто дана изабацио из радикалне странке, као непомирљиве Пашићеве противнике. Осим тога важно је знати да је он један од интимуса краљевих од великог утицаја, или како би то то казали дворски човек у најјупнијем смислу.

Она два генерала Хаџић и Милосављевић остала су из прошле владе на својим местима, први као министар војни, други као министар саобраћаја. Остао је и досадашњи министар финансија Богдан Марковић и правде, Сршкић. Сва тројица су ванпарламентарци, а прва двојица спадају међу шефове

Беле Рукe. Затим имамо 5 министара из демократске заједнице са Војом Маринковићем на челу, од тога 3 Србина и Д-р Спахо, босански муслиман као министар трговине и индустрије. И четврти ванпарламентарца, демократа Д-р Кумануди председник београдске општине, који је сам изјавио и признао да је просто назначен из двора за министра. Д-р Воја Маринковић, добио је ресор спољних послова, изгледа да му је то већ од дужег времена обећано. Приликом дебате о спољној политици 23 марта о. г. одржао је свој «високодипломатски» говор који у коме пледира за једну одређену политику уз наклон на «демократски» (читај империјалистички запад!) уз поштовање (!) начела Балкан балканским народима. То су тада биле његове програматске мисли које је развијао. Остало је још 5 непопуњених ресора, који су интеримски подељени док се не попуне, ако се у опште буду за сад попуњавали. Како су парламентарни клубови и радикалски и демократски пред свршен чин стављени, настала је мала пометња, која се у брзо стихала када би саопштено како је све ово рађено по жељи и у сагласности са првим уставним фактором.

Код самоосталних демократа т. ј. њихов шеф Прибићевић нашао је нову владу као антипарламентарну и против уставну; тај исти Прибићевић који је газио устав свуда где је могао када је био на влади. Радић је заузео врло лојалан став према новој влади и ако је она изразито великосрпска — тако му наређено свакако из двора. Он има пуно поверања у њу јер она није партизанска (али зато камарилска Љ. К.) тако је бар изјавио. Српски земљорадници преко свога шефа Јоце Јовановића-Пијона изјављују како је влада добра, само би требало још звати у владу и претставнике Хрвата т. ј. радићевце, али најзад може и овако... Словеначки клерикалци збуњени су тако изненадним преокретом ситуацији, тако да се још нису нашапи, док не стигне Д-р Корошец из иностранства у земљу. То је била сва реакција буржоаских партија на овај најновији препад монархије на земљу и народ.

Перспективе нове владе у унутрашњој политици иду својим природним апсолутистичким курсом диктатуре, како је по у уводу већ речено. У спољној политици... постићи потребну благонаклоност Енглеске пре свега, не постигне ли се потребна гаранција ради Италије, евентуална оријентација ка Истоку. Толико само генерално по том питању када нам још није познат програм нове владе, у сваком случају Париз и Лондон имају ту главну реч да кажу.

Какав закључак имају потлачење нације Југославије из свега овог да изведу?

Оно што се стално на овом понавља: **удвостручити своје борбене редове, воспоставити заједнички борбени фронт свих потлачених нација у Југославији; ослободити се илузија које у народ сеју разни Радићи и њему слични. Створити један искрен савез са револуционарним пролетаријатом одоздо, тражити признање Совјетске Уније, оборити монархију и воспоставити федерацију балканских народа.**

Београд, крајем априла

Љ. Карић

## ИЗ ЦРНЕ ГОРЕ

У стање у каквом се данас налази Црна Гора, помогли су да дође њени рођени синови, који су пристали на лажна обећања биоградске владе и који су хотишно или нехотишно признали видовдански устав и тиме издали самосталност Црне Горе.

Црногорска федералистичка странка, као једина политичка партија јавно је пред народном скупштином бранила погаже на права своје отаџбине и приказивала све грозоте које је биоградски режим починио над њом кроз ових осам година и кроз је опустошио.

А данас чујемо из уста самих униониста колико је Биоград са њима заједно усрећио Црну Гору.

Једна депутација обласне скупштине **Зетске Области** посетиле је 9 овог мј. Председника биоградске владе и поднијела овакву молбу:

Обласна Скупштина Зетске Области, увиђајући да са средствима којима располаже, не може егзистирати као самоуправно тело — на својој седници од 15 марта ове година одабрала нас је, као своје делегате с налогом, да код Краљевске Владе затражимо изворе за њену егзистенцију првих неколико година, док сама не буде у могућности да створи себи приходе, те нам је, као таквим, Господине Председниче, част поднети Вама и Краљевској Влади ову **представку**:

Зетска Област, а нарочито њени крајеви у границама бивше Црне Горе, најпосивнија је у нашој држави и како нема ни довољно земље за обраду, као ни железница, ни путева који би је везали са осталим активним крајевима, то је самим тим упућена на вечну борбу за сами хлеб, па и њега мора куповати по скупој цени.

Политика насељавања Црногораца у активне крајеве је таква, да се и они, којима је земља не само обећана, већ и

дата, лишавају исте и упућују на друге крајеве, да би се иста земља дала некоме другоме и тако се никанирају ове неколике године, да губе вољу или икуда из родних кршјева, у којима су радији помрети, него овако бити разапњавати на крсту.

Грађевинска политика у 8 година од Уједињења успела је да сагради један једини пут од 75 км. од Андријевице до Пећи.

То исто важи и за санитарску и просветну политику. Пољопривредних и других стручних школа уопште и нема, а у колико имамо гимназија, страхујемо да ће предвиђена редуција погодити баш оне, које имају највећу околину и број ђака и које се налазе у најразвијенијим крајевима наше нације и на тај начин онемогућити се школовање најбољих будућих пијонера народне мисли.

Кад је све то тако, и кад се узме у обзир да ни држава није још од народа наплатила, ни могла наплатити, порез и прирез за 1925 и 1926 г. (а сада ће разрез и за 1927 г.), појмљиво је да Обласна Скупштина није могла ударити на такав народ никакав при рез, јер поред наведених он сноси још и огромне општинске прирезе.

**Једини, дакле извор за потребе првих неколико година, Зетске Области био би државна потпора у уступању области свега онога, што ћемо у овој представи истаћи, а један од тих извора био би имовина бив. династије Петровић-Ђегић, коју је Велика Народна Скупштина у Подгорици својом одлуком конфисковала у корист народа у Црној Гори, а на основу исте одлуке и Обласна Скупштина Зетске Области донела на седници од 12 марта ове године одлуку, да се надлежним путем преузму та добра за Област. Но што бива и како изненађење! Велики жуџан својом одлуком обустављају скупштинску одлуку, а господин министар финансија, и пре него се реши жалба Обласног Одбора, упућена Државном Савету против одлуке жуџанове, уноси у последњи амандман суму од 42 милиона динара, као накнаду члановима бив. династије Петровић-Ђегић, без ознаке да ли се та сума сматра као откупна цена за целу, или се још за један део исте имовине има посебно погађати?**

Кад је Краљевска Влада већ хтела помоћи чланове бив. црногорске династије она је имала више начина зато, али овим и оваквим амандманом, који је и Народна Скупштина прихватила, учињена је једна тешка увреда, свој идејној Црној Гори, учињена је свима оним жртвама, које су пале за одлуку Велике Народне Скупштине у Подгорици, чија је одредба о конфисковању те имовине у корист народа у неразводној вези с осталим одредбама: О акту Уједињења Црне Горе са Србијом и са осталим југословенским покрајинама и свргнућу бивше црногорске династије.

Док се овако поступа у конкретном случају, докле ништа ни до данас, и поред толико обећања, није учињено, да се да накнада за учињене штете паљевином и другим, онима, који се борише за Уједињење Црне Горе са Србијом. — — —»

На мјесто да буду господари у своме дому, црногорски унионисти, иду у Биоград да просе милостињу од Карађорђевићевој влади и брукају свијетло име црногорског народа, који никад до данас није дошао до толиког понижења.

Ови сабуљени синови Црне Горе силом хоће да буду код домовине без домовине, називајући је бившом и описивајући је као најсиромашнију покрајину монархије Срба, Хрвата и Словенаца.

Кад су истински синови Црне Горе, износили пред јавност злочиначка дјела Биограда, овај је помоћу црногорских униониста побијао их доказивао као неистинита и да је Црна Гора само сада срећна. Данас исте слуге Биограда признају да су црногорци радији помрети у својим родним кршима, него овако бити разапњавати на крсту.

Грађевинска политика Србије у Црној Гори у току ових осам страшних година успјела је да сагради више војних слагалишта за оружје и муницију са којим ће тући Црногорце, ако небуду слушали режим и један дио, пута како то црногорски унионисти веле од пећи до Андријевице, који је још 1915 г. био у три дијела израђен.

Санитарска и просветна политика јест мизерна и своди се сва на одрживању црногорског народа.

Ови црногорски паметњаковићи, иду у Биоград да просе помоћ за грађање постова, путева, подизање школа и т. д. намјесто да захтијевају само оно што по закону припада црногорском народу. Србија је већ примила половину од 723 милиона златних франака ратне опште за Црну, која сума заноси преко четири милијарде динара и куда их је дјела.

Они који су стварни аутори Подгоричке скупштине мислили су кад им је Србија обећавала мед и млијеко, да ће са прикљученом Црне Горе Србији протећи обећати им извори. — Али како то они сами признају, поред толико обећања није учињено ништа, па ни онима који се борише за то «народно уједињење». Црна Гора је дјелом својих рођених синова по вољи Биограда дошла у такво стање у каквом се никад прије није налазила, али ипак зна да трпи, чека и негући наду.

Милан М. Косорић

# FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI  
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## Domnul Iorga protestează...

...Eram tocmai pe cale să citesc ultimile vești din România: procesul celor 16 sindicaliști (printre cari se găseau femei și copii de 16 ani) condamnați la pedepse diferite, cu toate că nu s'a putut dovedi că ei turburaseră ordinea publică, ci dimpotrivă desbaterile stabiliseră că ei fuseseră victime ale unor ilegalități din partea autorităților. Câțiva dintre ei au fost condamnați în virtutea unui articol din legea de apărarea a statului, care „înerimează pe toți cei ce se găsesc pe locul crimei sau delictului“.

Citeam deasemenea câteva informațiuni precise asupra procesului de necrezut al liceanului Totu, care a omorât cu un foc de revolver, cu răceală și după o lungă premeditare, pe studentul evreu Falik pe scara palatului de justiție din Cernăuți. Urmăream rând cu rând declarațiile fantastice ale domnului Ilescu, avocat al asasinului. Această peldoarie era un panegiric ce exalta actul lui Totu, care, spunea dumniului, a ucis un jidan pentru a apăra cauza regelui său prea iubit, și chipul lui Totu ar trebui atârnat, adăoga dumniasa, ca o ieoană în casele bunilor români. Acest „martir“ și acest „erou“, acest „omorător de vipere“ (e vorba de ucigaș) trebuia achitat pentru a fi sfințit, și procesu se sfârși prin apoteozarea lui.

Și alături de aceste actualități române mai citeam și altele, privitoare la perchezițiuni împotriva unor muncitori, a unor studenți și a unor secte religioase, și toate reeditările nelegiuirilor ce sunt relevate de ani de zile pe socoteala conducătorilor României și a personalului lor polițienesc...

În acest moment mi-a căzut sub ochi un articol publicat de către d. Iorga în *Neamul Românesc*, ziarul său personal. Acest articol mă ia în răspăr pentru cartea mea *Călăii* în care am vorbit, între altele, și de atentatele de care guvernul român s'a făcut autor sau complice împotriva libertăților și împotriva vieții cetățenilor români.

Acest articol este plin de interes. Ași fi regretat dacă nu ași fi avut cunoștința de el. L'am cetit, și chiar recitit, căci el e puțin cam confuz și încurcat, cu tot interesul ce-l prezintă.

D. Iorga se plânge împotriva cărței mele pentru un motiv destul de anodin: dânsul spune că e rău scrisă și că este redactată fără ordine, fără unitate și fără încheere. Cum articolul domnului Iorga îmi pare destul de rău făcut și foarte discutat, eu socotesc că judecata sa literară este mai curând un compliment. Ceeace mă liniștește cu totul din acest punct de vedere este, că dumniasa declară că, ca autor, eu nu mă ridic decât la nivelul „unui oarecare Panait Istrati“. Nu știu dacă această apropiere măgulește spiritul critic al domnului Iorga, dar pe mine mă măgulește fără îndoială.

Cât despre a spune că *Călăii* n'au încheere, asta este altă afacere. Ce v'a trebuie, domnule Iorga? Eu am conchis dimpotrivă foarte net, foarte explicit și pedantregul, că guvernul român este un guvern de ucigași, că el masacrează metodic pe muncitorii români și pe apărătorii lor și că se slujește de ajutori de care un guvern cinstit nu ar îndrăzni să se slujască. Cei ce nu au cetit aceasta în cartea mea, nu știu să cetească.

Dar este ceva și mai interesant în articolul domnului Iorga: dumniasa nu admite ca să se compare România cu Bulgaria, țara crimelor și a inchițățiilor. Am mai auzit acest cântec odată, când stăteam de vorbă cu d. Tătărescu. Acesta mi-a declarat, prins de-o frumoasă mișcare oratorică, că nu se puteau compara represuniile românești „cu valul de sânge ce curge în Bulgaria“.

Mărturisirea este prețioasă și judecata pe care o pronunță împotriva Bulgariei d. Iorga, care este pare-se profesor și care, mi se mai spune, este istoric, dovedește cel puțin că cartea mea nu-i chiar așa de fantezistă și că anumite pagini dintr'nsa sunt demne de încredere.

Dar ași avea totuși cruzimea de a face directorului Neamului Românesc observația, că ceace românii spun despre celelalte țări balcanice, celelalte țări balcanice o spun despre români. Cam pe tot în peninsula am auzit autorități locale exprimându-se destul de aspru despre Siguranță, respingând cu oroare ideea unei asimilări între metodele întrebuintate la București și cele ce erau în cinste în țara în care ne aflam. Pentru a da un document mai mult oficial decât personal, voi aminti că d. Pasici a declarat în chip public „că Iugoslavia nu este o țară de masacre și de execuțiuni ca Bulgaria și România“.

Nu se dă cu împrumut decât bogăților, spune proverbul. Și trebuie să adăog că se împrumută mult, nu fără pricină, vai!, chiar domului Pasici însuși.

Dar vreau să vorbesc serios și să nu mă opresc prea mult, așa cum aș fi putut-o prea bine face, la aserțiunile copilărești și inconsistente ale unui politician, care nu poate fi decât un rău profesor și un prost istoric. Rețin ceea ce e zis la sfârșitul articolului lui: „Dacă ași fi în locul generalului Averescu, eu aș face să se controleze punct cu punct toate acuzațiile și aș pedepsi într'un chip exemplar acolo unde ar fi cazul, și cu tot dosarul aș merge la Geneva.“ Dacă generalul Averescu ar face astfel, el ar proceda într'adevăr în chip loial mai întâi și eficace după aceea, pentru a închide gura acuzatorilor cari nu s'ar sprijini decât pe legende și pe minciuni.

Dar tocmai deaceea aș fi tare mirat ca dumniasa să procedeze în chipul acesta.

Henri Barbusse

## Oligarhia manevrează și lovește

O nouă sciziune în Partidul Național-Tărănesc! După deslipirea grupului takist anul trecut, după deslipirea de mai târziu a grupului burghez ardelean de sub conducerea d-lui Goldiș, după deslipirea recentă a grupului mic-burghez-intelectual de sub conducerea doctorului Lupu, acuma s'a deslipit de P. N.-T. un nou grup, numit „al foștilor conservatori“, de sub conducerea d-lui Grigore Filipescu, și care reprezintă o parte din foștii latifundiari și din burghezia capitalistă anti-liberală din Vechiul-Regat. Grupul takist a trecut la liberali, cel goldist și cel conservator la averescani, grupul doctorului Lupu își maschează deocamdată trecerea la oligarhie sub firma înșelătoare a unui partid fărănist reînviat.

Deslipirea grupurilor acestora burgheze și mic-burgheze de P. N.-T. și trecerea lor pe față sau mascat la partidele burgheze oligarhice este de fapt un proces firesc. Căci ce era și mai este încă, în parte, P. N.-T.? Era și este un partid de masă, și anume al masei largi fărănești și mic-burgheze. Dar conducerea acestor mase în P. N.-T. o avea și o mai are încă un conglomerat de grupuri burgheze și chiaburiste. Grupurile burgheze capitaliste și agra-riene, care nu ajunseseră la înțelegere cu puternicul grup al marelui finanțe (liberalii), credeau că, sprijinite pe masele populare pline de ură și de sete de luptă contra liberalilor, vor ajunge să dea jos dela putere pe liberali și să ajungă ele, grupurile burgheze ne-liberale, la putere — sau cel puțin să impună burgheziei financiare stăpânitoare și palatului, aliatul acesteia, concesiuni pe cât mai mari. Experiența anilor dela război încoace însă a arătat acestor grupuri, că planurile lor au dat faliment.

Într'adevăr, lupta contra liberalilor sprijinită pe masele largi populare dela sate și orașe nu poate rămâne în cadrul îngust al unei „lupte“ de fraze, de tribună, fără a nu ajunge să dezamăgească masele. Masele, în fața absolutismului tot mai cinic la care a recurs oligarhia, au simțit, au înțeles, au învățat într'adevăr că oligarhia stăpânitoare nu va putea fi doborâtă numai cu vorbe, cu întruniri publice și cu votul, ci printr'o luptă dărză ce trebuie fatalmente să ia forme revoluționare. În timp ce la alegeri grupurile burghezo-chiaburiste, ce conduceau P. N.-T., căutau să concentreze toate speranțele masei pe buletinul de vot, masele vedeau că sau nu sunt lăsate să voteze, sau votul lor e falsificat. „Lupta“ aceasta contra absolutismului liberalilor s'a arătat, deci, lîmpede țărănilor ca ineficace, dacă ea nu devine o luptă veritabilă, hotărâtă, neînfricată în fața perspectivei de a deveni revoluționară. Grupurile burghezo-chiaburiste sunt însă dușmane ale unei lupte revoluționare, pentru că revoluția se știe de unde pornește, dar nu și unde se va opri. Pedeațaparte anii de experiență dela război încoace au arătat acestor grupuri conducătoare ale P. N.-T., că oligarhia, nedându-se înapoi de a instaura absolutismul tot mai fățiș, este hotărâtă să apere, de va fi nevoie cu vărsări de sânge, dominația sa, dar că în același timp ea este gata să plătească bine pe aceia, cari trec de partea ei recunoscându-i eghemonia în conducerea țării.

Aceste experiențe au fost determinante pentru grupurile de care vorbim, când ele au părăsit P. N.-T. și au trecut în partidele oligarhice. Acest proces însă înseamnă pentru P. N.-T. un proces de descotorosire de elemente burgheze, de o parte din ele și de partea

cea mai vătămătoare și periculoasă pentru lupta de dezrobire a maselor largi populare ce urmează acest partid. Cu cât mai multe grupuri burgheze îl părăsesc cu atât conținutul său social se apropie tot mai mult de acela al unui partid țărănesc și al micii-burghezii exploatare de burghezia financiară stăpânitoare.

Dar nu trebuie să ne facem iluzii. Deși căpătând un caracter mai țărănesc prin părăsirea lui de către grupurile capitaliste, totuși P. N. T. mai rămâne încă un partid în esență burghezo-chiaburist. Grupurile care au încă conducerea lui (Maniu-Mihalache) nu sunt grupuri reprezentând interesele și năzuințele maselor largi ale țărânilor mici și mijlocii, ci grupuri reprezentând o parte din burghezia, mai ales mijlocie, din Ardeal, o parte a intelectualilor și țărănimii instărită și chiabură din toată țara. Interesele acestor pătri sunt așadar acelea, care determină orientarea politică a P. N. T. De aceea vedem cum, în locul unei lupte hotărâte și principiale contra oligarhiei și a regimului în vigoare, conducerea P. N. T. caută, prin tratative când cu generalul Averescu, când cu Brătianu, când cu camarila, când cu Carol, să se înțeleagă cu clasa stăpânitoare sau cel puțin cu o parte dintr-însa. O asemenea înțelegere nu poate fi făcută însă decât cu sacrificarea intereselor maselor largi populare.

Plecarea grupurilor burgheze din P. N. T. este un proces de curățire a lui. De aceea noi salutăm și plecarea grupului conservator. Dar noi așteptăm ca masele țărănești din P. N. T. să nu se oprească aici, să nu se mulțumească numai cu atâta. Noi nădăjduim ca elementele sincere, luptătoare, țărănești din P. N. T. să intervină în chip activ în acest proces de curățire a P. N. T. să dea vigoare curentului de stânga țărănist, să capete o influență tot mai precumpănitoare în conducerea partidului, să înlăture și ultimile resturi burghezo-chiaburiste de-acolo și să dea astfel țărânilor un instru-

ment politic de luptă de clasă hotărâtă și neînfricată alături de muncitorimea dela orașe și de popoarele asuprite din România.

\* \* \*

În timp însă ce oligarhia pedeaparte demoralizează și cumpără grupurile burgheze de „opozitie“, atrăgându-le de partea sa și subordonându-le eghemoniei sale, ea mănuieste pedealtăparte față de clasa muncitoare arma violenței, a arbitrarului și a teroarei albe. Ultimul act în acest sens este atacul dat împotriva sindicatelor unitare. Ministrul Muncii, care se laudă la toate răspântiile că este amicul lui Albert Thomas, vrând prin aceasta să demonstreze radicalismul său și prietenia sa pentru muncitorime, d. Trancu-Iași a înaintat procurorului general de Ilfov o cerere de dizolvare a sindicatelor unitare din București. Motivul invocat de d. Trancu-Iași este, că sindicatele unitare „acceptă influența Partidului Comunist“, în timp ce legea făcută de același domn Trancu-Iași interzice sindicatelor muncitorești de a face politică, și mai departe că sindicatele unitare „ațăță lupta și ura de clasă contra burgheziei capitaliste“.

Acest atac mișelesc al guvernului contra organizațiilor muncitorești a provocat indignare în cele mai largi cereri ale opiniei publice. Muncitorimea din țară e alarmată și a pornit o energică acțiune de apărare, și nici cea din străinătate nu rămâne nepăsătoare. Dizolvarea sindicatelor unitare trebuie și va fi împiedicată. D. Trancu-Iași, care tocmai se pregătește să plece la Geneva la conferința biroului internațional al muncii, va avea ocazia să constate că nu-i este permis, în timp ce vine în străinătate să facă demagogie socială dându-se drept amic al muncitorilor, să gătuie acasă organizațiile libere ale aceluiași muncitori.

I. Mateescu

# BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA  
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

## NAŠA ANKETA

KOD ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIŽEVNIKA  
O BALKANSKOJ FEDERACIJI

### Kiamil Balla

Kiamil Balla rodio se je 1878 god. u Gilanu na Kosovu (Jugoslavija). Po svršenju srednjoj školi u Pristini i Bitolju pohađao je više škole u Carigradu. Zatim je bio nastavnik matematike u Janini, Angori i Damasku i generalni prosvjetni inspektor u sirijskom vilajetu (Damask, Alep, Bejrut i Jerusalem). Kasnije bude postavljen za prosvjetnog direktora u Bagdadu.

Poslije ostvarenja albanske nezavisnosti Kiamil Balla uzima vidnog učešća u političkom životu svoje zemlje. God. 1922 bio je izabran za kosovskog narodnog zastupnika u albanskom parlamentu. Napustio je sa Fan Noliem 1925 Albaniju poslije invazije Ahmeda Zogu. Kiamil Balla živi sada u emigraciji i važi kao publicista od vrjednosti.

Balkanska Federacija, koja je tako plemenitim osjećajem čovječnosti otvorila svoje stupce odvažnom naporu, da se zaustavi provala balkanskog vulkana, koji ima tomu već pola vijeka bijesni po poluotoku — zauzeti će vrlo zaslužno mjesto u analima čovječanstva.

Čitao sam u vašem listu odgovore najistaknutijih evropskih političara, učenjaka i književnika povodom ankete, koju ste vi pokrenuli u prilog riješavanja balkanskog problema.

Iz svih tih odgovora jasno se razabire misao, da je jedini način, kako bi se mogao ugušiti požar, koji plamti na Balkanu, federacija balkanskih naroda. I ja lično ne vidim drugog izlaza za Balkan, osim u federaciji balkanskih naroda. Kako i ja pripadam međutim nesretnom stanovništvu poluotoka, odgovoriti ću nešto poduže na vašu anketu kao stradalnik, koji je mnogo podnio. Ja ću pokušati, da dokazem neophodnu potrebu balkanske federacije iznoseći krvave faze kroz koje je prošao balkanski poluotok poslije berlinskog ugovora. Svi pokolji, svi zločini i progoni, koji su vršeni za vrijeme od pola vijeka na Balkanu posljedica su pogriješaka berlinskog ugovora. Osnovni i prvobitni temelj pri riješavanju balkanskog pitanja svakako je bio i jest priznanje nezavisne Makedonije. I berlinski ugovor mjesto da proglasi ovu nezavisnost, podijelio je bugarsku rasu u tri dijela: u Kneževinu Bugarsku, istočnu Rumeliju i u vilajete pod turskom upravom, on je još dublje zarinuo nož u živo narodno tijelo. Da su tada evropski diplomate mislili čovječnije, sa manje pristranosti, Balkan ne bi doživio

ove žalosne ka astrofe, a možda bi se izbjegao i svjetski rat, koji je upalio cijeli svijet.

Koje su bile posljedice berlinskog ugovora?

Prve emigracije, prva zatočenja, prva prognanstva počese baš sa berlinskim ugovorom.

Berlinski kongres raskomadao je albanski teritorij i predao jedan dio Crnoj Gori, a jedan dio Grčkoj (janinski vilajet). Albanci sazivaju povodom toga kongres u Prizrenu i protestuju oružjem u ruci protiv odluke Berlina. Turska vlada šalje poslije ovoga u Albaniju Derviš-Pašu sa veoma velikim ovlaštenjem, a ovaj šalje u zatočenje u Malu Aziju sve istaknute albanske rodoljube, koji su učestvovali prizrenskom kongresu. Turska je imala u to vrijeme ogromne pokrajine u Evropi, Aziji i Africi, tako da ono nešto oblasti, što je ustupila u jednom uglu Balkana nisu joj mogle u ničem prejudicirati. Turska politika bila je kratkovidna i toliko ograničena, da je nazvala „rajom“ Srbe, Bugare, Grke, Kucovlahe u ostale, koji su živjeli u cijeloj Turskoj. Turska je vlada stvorila jednu džamiju za sve balkanske muslimane, a jednu fanarsku crkvu za svu kršćansku raju, tek poslije oštih zahtjeva; teške borbe dobivaju dozvolu Bugari i Srbi, da se u crkvi mogu služiti svojim jezikom i tako postaje Ohrid sjedište bugarske, a Peć sjedište srpske crkve. Vlade ruskog i austrijskog cara služile su se najviše svakojakim intrigama pri ovako ograničenom shvaćanju Visoke Porte. Te su dvije vlade i jedine odgovorne za prolivenu krv na Balkanu Caristička Rusija imala je upravljene pogledu na Carigrad i pojavljivala se svuda i u svakoj prilici pod maskom slavenskog jedinstva i u vezi sa tim igrane su po njenoj želji bugarska, srpska i crnogorska vlada — u želji također da naslijedi bizantinsku crkvu ona je igrala ulogu zaštitnika pravoslavnih i zato je predobila Grčku za svoje osnove. S druge strane Austro-Ugarska stvara proti ove ruske politike germanski blok i pokušava sa hiljadu spleta, da izbuše i samo ime Makedonije. Vodi tajne pregovore sa srpskim kraljevima, obećajući Srbiji makedonske oblasti: Skoplje i dolinu Vardara, pridržavajući međutem za sebe krajeve Novopazara, Tahlidje i... Soluna.

Tako je ideja balkanskog saveza bila pokrenuta po prvi put od carističke Rusije, da spriječi srpsko-njemačku hegemoniju i da onemogući Tursku. Jednom riječju turski apsolutizam i evropske spletke stvorile su na Balkanu poprište ognja i krvi.

Macedonski narod daje ogromne žrtve u težnji, da se oslobodi od ognjetavanja. Obrazovao je komitete i čete. Turska je vlada bila primorana, da izradi izvjesne osnove za reforme, da postavi jednog generalnog inspektora u Macedoniji, da organizuje žandarmeriju, sastavljenu od stranaca i t. d. Ali nebi ništa od svega. Macedonija ostade uvijek u ropskom stanju. Macedonski komiteti vjerovahu, da će organizujući revoluciju i ustanke primorati Evropu, da živneniše i da će tako osigurati balkanskim narodima slobodan život.

Uprava u Macedoniji postala je u tolikoj mjeri nesnošljiva, da se čak bunilo i tursko stanovništvo. Došla je mladoturska revolucija — ali je ta revolucija potlačila zemlju još jače. Mladoturški vodje nisu imali sposobnost, da shvate duh i želje narodnosti, koje su sačinjavale otomanski imperij, i da tako postanu i njihove vodje. Mislim, da su oni žrtve francuske revolucije želeći da u njihovoj zemlji primjenjuju istu politiku.

Mladoturci su željeli, da vide turkeštanski duh u svim narodima otomanskog imperija, od Balkana do Mesopotamije, u Siriji i Arabiji. Za balkanske narode, već dovoljno pripravljene evropskim spletkama, stvorila je takva kobna politika dovoljno razloga za jedan novi rat. Balkanski vulkan počeo je opet da radi. Grčka započinje tajne pregovore sa Srbijom, Bugarska se savjetuje sa Rusijom u ove tri balkanske države stvorise „kršćanski savez“. Crna Gora nije se mogla pogoditi sa Srbijom, ali na koncu se došlo i pak do sporazuma, tako te i ona stupa u savez. Tako se je formirao novi križarski rat XIX. vijeka. I premda je Turska bila zauzeta ratom u afričkom Tripolisu, balkanski se saveznici, nemogavši se pouzdati u svoje snage, kolebaju da navijeste rat. Tada planu albanska revolucija na Kosovu, koja povuče za sobom propast mladoturske vlade. Bi obrazovan kabinet Kiamil Paše. Dok su Albanci bili gotovi, da se sporazume sa vladom Kiamil Paše, balkanski se saveznici, da bi osujetili albanski sporazum s Turcima — nepriznavajuć Albance najstarijom i najautohtonijom nacijom na Balkanu i držeći poput bivših turskih diplomata, da su Albanci samo muslimani — požuriše, da navijeste Turskoj rat.

Ovaj kršćanski, ovaj „oslobodilački“ rat izvršio je pokolj miliona nevinih seljaka. Stotine hiljada muslimanskih seljaka iz solunske, skopske i bitoljske oblasti pomriješe od gladi sa njihovim ženama i djecom. Skoro sva muslimanska sela u Macedoniji spaljena su i razrušena.

Nad lješinama svojih žrtava pobjednici, zagadjeni krvlju, gušili su se u vinu pobjede.

Nekoliko mjeseci kasnije ovaj se „kršćanski savez“ pretvori u međusobni rat i ovoga puta su bila zapaljena i razrušena sva grčka i bugarska sela. Pokolj je bjesnio na sve strane. Na stotine hiljada bugarskih seljaka uputi se na bolnu stazu emigracije. — Ti si bio Grk, zašto si postao Bugarin? — Bio si Bugarin, nećeš postati Grk. — Ti si Srbin, nemišješ postati Albanac — bile su lozinke, koje su zakrivile čitav balkanski poluotok. Ovaj rat i ovaj savez bio je vodjen u cilju oslobodjenja balkanskih naroda, međjutim u razmaku od godine dana Balkan je bio pretvoren u krv i oganj, narod ubijan i mrcvaren, — najgora i najdivlja uprava ne bi počnila za čitav vijek ono, što je ovaj rat učinio za godinu dana. Da se je Evropa odrekla svojih egoističnih interesa, ne bi bilo došlo do ovih zločina. Ovaj krvavi list pokazati će u povijesti mračno lice evropskih političara. To je civilizovana Evropa, koja je u roku od 30—40 godina žrtvovala 40—50 miliona balkanstog pučanstva svojim zakulisnim spletkama.

Divni balkanski predjeli bili su spaljivani i rušeni, narod klan, stotina hiljada nevinih seljaka pomriješe od gladi sa ženom i djecom. Oni, koji su imali snage, da se dovuku do nekog pristaništa, natovareni su kao životinje i prebačeni u Malu Aziju.

Čemu pak ova krvava drama, koju ni doba Asiraca nije poznavalo? Koji su oni, koji organizovaše ove katastrofe na Balkanu.

Mislim, da je evropska politika za posljednjih 30—40 godina na Balkanu imala glavni zadatak prodaje oružja. Kao uslov za pro-

daju oružja, potrebno je u prvom redu, da država, koja kupuje oružje ima novaca. Evropski su političari davali novac Balkancima pod tako teškim uslovima, tako da se ovi nisu mogli više nikako osloboditi duga. Pošto je zajam odobren pod tako strašnim uslovima, država, koja daje novac postavlja uslov: Ovo se oružje nemišije upotrebiti proti nje ili proti države, koju ona označi, ili ono se mora upotrebiti protiv države, koja je u neprijateljstvu prema državi, koja uzajmljuje. Ali svi ovi uslovi nisu još dovoljni: treba i kupiti ljude, koji će upotrijebiti oružje. Vrlo laka stvar. Vodjena je propaganda medju nekim balkanskim narodima da im treba kupiti u Evropi kraljeve, princeve, da ih ti „evropeiziraju“ i „civiliziraju“. I ovi kupljeni kraljevi i princevi upotrebljavali su oružje i narode po volji evropskih političara. Vidi se dakle, kako se evropski političari igraju krvlju nesretnih balkanskih naroda. Najprije su ih natjerali, da se zaduže, zatim su im, prodavajuć im oružje, oduzeli pozajmljeni novac, na kraju im poslali kobne kraljeve i princeve, a jadni i prosti Balkanci noseći narodni barjak podjoše, da ljube prag kraljevskog dvora i polažu zakletvu, da će uvijek biti gotovi žrtvovati svoje živote za te kraljeve i princeve. Bože, kakve li zasljepljenosti!

Ni jedan od tih kraljeva i princeva, koji je proizašao iz nazvanog plemstva, nijedan se nije žgadio protiv ove krvave trgovine sa narodnom krvlju, nijednog od njih sa nemirnom sávjesti!

Mi Balkanci moramo dakle dobro, da ispitamo uzroke naše nesreće, dobro shvatiti i znati, da su to bili evropski političari, koji su nad našim glavama posijali ovaj strahoviti užas. Mi ne smijemo od njih više očekivati nikakav osjećaj niti čovječnosti niti milosrdja. Moramo dobro znati, ko su oni!

Ali pošto su oni naviknuti, da žive na tuđi trošak po cijenu prolivene narodne krvi, ne mogu tako lako da povuku svoje pandže sa naših vratova. Mislim, da bi mi trebali da se pogadjamo s njima na ovaj način: mi balkanski narodi platit ćemo kao porez, kao tribut, kamate koje bilo visine i interes, koji oni imaju od prodaje oružja nama — učinimo ovu pogodbu otvoreno, bacimo im u lice njihove spletke, ali zato neka im bude daleko kuća od nas, mi nećemo niti njihovih kraljeva, princeva niti njihova oružja. Platimo im svake godine taj tribut, samo da nas puste na miru sa svojim spletkarenjem. Imamo zemlju kao raj. Na obalama naših milih rijeka Dunava, Vardara, Marice, Strume, Derakora i u našim divnim gorama na Balkanu možemo živjeti spokojno uz našu braću. To je što tražimo od svijeta, to tražimo od humanih organizacija.

Vi smatrate ovo riješenje, koje iznosim kao nepraktično, ne-rearno, možda moj predlog ne odgovara vladajućim idejama. Dali on ipak nije bolji od strahovitog pokolja miliona ljudi? Ako predpostavljati, da moj predlog nije logičan, onda vas pitam: nije li tragična sudbina Balkana bezbrojna veza nelogičkih faza? U uporedjenju sa tim fazama, sa tim nelogičnim događajima predstavljali se onda moj predlog kao tako nerazumljiv, nepomirljiv sa zdravim razumom?

Vjerujete li vi, da će evropski političari odbiti ovu trgovinu, kad nas vide ujedinjene i sa jednim ciljem? Niste li sigurni, da nemogu odoliti novcu? da će odmah stupiti u pregovore? Ja sam potpuno siguran, ja sam duboko uvjeren, ako ostavite slobodu balkanskom seljaku, proigrati će mu sreće, da će mu se oči napuniti suza. Te organizacije toliko straše i terorise ovaj jadni narod, da mu je i život dodijao. Ali jao! Svijet ne sluša nauk nevoljnih!

Mislim, da sam odgovorio na vaša pitanja. Dok na Balkanu bude postojala zaularenost nad narodima i geografske pozicije, neće biti moguć miran život bez „balkanske federacije“. Pogledajte na lijep primjer Švajcarske: tri ili četiri naroda, tri ili četiri vjere i jezika, pa kakav mir medju pojedinim kantonima. Ni svjetski rat nije mogao poremetiti harmoniju. I oni su kroz vjekove i vjekove imali borbe i krvave ratove, dali su hiljade i hiljade žrtava i najzad našli su pravi put, sretni i jedini izglaz. Trebamo li druge primjere? Nema u našim žilama više krvi, da se još prolijeva!

Kiamil Balla

ونہدہ بلغار ونہدہ اوتہ کینک قباحتی وار. آکرہ ملتہرہ یاپیلان جنایتلردن طولایی مسئولیت، لکہ قوناماز، ملتک کوتوسی یوقدر، جہالت بزئی کوتو باپدیمرش زورلہ قصابلق ایتدیمرشملر. ماکدونایی قارداش، چوق رجا ایدہرم، بنی ہی دیکہ، کیمسہ یہ دشمنلق ایتہ، سنک بالقاندہ، سنک ماکدونایی گدہ کی اہالی ہپ سنک کبی بدبخت در، ہپ قان قوصمشدر، بزئی ہر چوق خیالللرہ سرخوش ایتشلر، بز اوسرخوشلق لہ سنہلرہ سنہلرہ ہر ہریمزی اولدیمرش، ہر ہریمزک مزارلرینی قازمیشمز، صاقین کین، انتقام باغلامہ، یارایایچاق اورانی اکلا، اودشمنلرہ ہپ ہر اللہ، ہپ ہر لگدہ حرب آچالم، حریمزری الدہ ایدہلم، مشترک اسارتدن قورتولہلم.

شار  
(مابعدی وار.)

معصوم خلق فریادلر ایچندہ یانار، صربک سیاہ آل قوماندانی ہر عملیاتی پروتوقولہ ایدر، کوی انسان اسکلتندن عبارت ہر بیغین کول، دومان حالندہ قالیر. ہلہ صربک بو سیاہ الی آرناتودلر اوزرینہ یاپدیغی مظالم اوقدر آجیقلی، اوقدر شنیدر کہ شناختک بودرچہ سنی تاریخ یازمقدن اوتانیر. پرشتینہ، کیلان، مترویحہ، غوسینہ، پلاوہ دہ یاپیلان مظالم صحنہلری اوقدر شنیدر کہ انسان ہونلری دوشوندچہ، اوصحنہلری اوقودچہ صرب کورمکدن نفرت ایدر. حالبوکہ صرب اہالی، صرب ملتق ہونی یامیور ملتک، کویلینک نہ تقصیراتی وار؟ خیر صربدہ معصوم، بلغاردہ معصوم کویلی، خقرا طبقہ ہپ معصوم. بو اشکبخہلری بو مظالمی یاپان صرب، بلغار، ترک، روم، آرناتود دکل ہونلری یاپدیغان آوروپالی در، اونک انتریقہ سیدر ہوندہ نہ صربک

# بalkan فدراسیونی

هر اون بش کونده انتشار ایدر  
بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر  
بالعموم balkan لسانلرنده یازیللمده در

ماکدونیا خاطراتی مظالم صحنه لرندن

ماکدونیا انتریکه لرندن

(بیوک صریبه)

(اون ایکنجی مکتوب)

سلاولرینک کافه سی صربدر بلغارلر اونجی عصرده بالقانده حکومت یامشلمش حالبوکه اون دردنجی عصرده بر دوشانی ترکی قوصوده پریشان ایش مش اییک، پرزرین، پرشته ده کی خرسیتیانلر هپ سلاومش بونلر عصرلره آرناتودلره قارشی حرب یامش انلره مقاومت ایش ماکدونیا ده، بالقانده هپ نه وار ایسه هپ صرب ایش بونک اچون ستارا صریبه میدانه چیه جق نه قدر بلغار نه قدر آرناتود وار سه هپسی سونکولنه جک، کافه سی دیری دیری یاقبله جق، هپ اولدیریله جک، امحا ایدیله جک... متفقار محاربه سی نه ایدی، صرب ماکدونیا ده ها جانلی، ده اقلانی بولدیغی بلغارک مزارینی قازمق اچون رومه اکلاشدی کچن مکتوبلرمده بحث ایتدیکم جنایتلری، وختلری یادی، صرب مناسترده، اوخریده، پرله ده قورشووده، دبره ده علنی قتل عاملر یادی. همده اردو نامه رسمی باندو موسیقه ایله لیجه کوندوز کویلر جابر جابر یاقیلدی صرب مفرزه سی بلغار و آرناتود کویته کیردیمی اولا سلاحرلی طوبلامغه باشلار بر وسیله ایله کویته نه قدر پارا وارسه کویلی بی کاملاً صویار قیز، قادین بر اقلاز ناموسه ده تجاوز ایدر صوکره حیوانات کوی خارجه چیقاریلیر بو ایشلر، بتدکدن صکره چولوق چوجق کیلسالره، جامعه ره قاپاتیلیر اولا بوبد بختلر اوزرینه طولومبه ایله پترول سوق ایدیلیر، بیکلرجه

کچن که مکتوبده ماکدونیا ده، بالقانده آروپا انتریکه جیلریک، قاپیتالست دینلن بانقه دولاندیریلیرینک قوردقلری دولابلردن بحث ایدیوردم. بومدن دینلن آروپا دول مغطمه سی، بیوک قوتلردنیایی کندی حسابلرینه ناصل اسیر ایتدکلرینی یازیوردم بز بالقانلیر بونلرک، بو قودوملرک الی آلمش سنه دنبری اسیری اولدق. بز ی کاه ملیته، کاه قراللق تاجلریله، کاه دینله، کاه پارا ایله بز صاف دلری دائماً آلدانلیر، قانمزی دوکدیر، دریمزی صویدیلر، نه ولیمزی یاقدیلر، تارلریمزی چالی دیکن یرواسی یایدیلر، مزارلریمزی تحقیر و تزییف ایتدیلر، یوق بیوک غره قیه، یوق بیوک بلغارستان. یوق مقدس خرسیتیانلق دی یه کور اولاسی انکلز پونلیقه سی بز ی محوایتدی، کچن مکتوبلرمده بیوک یونانستاندن، بیوک بلغارستاندن بحث ایتشدم. بوکوندن بیوک صربستاندن، ستارا صریبه انتریکه سی آتنده دوکولن قانلردن پایلان مظالمن اشکلجه لردن قونوشالم. ماکدونیا مزارینی قازیان قازماردن بری وبلکه اک تجربجیسی، اک وختی سی، صرب مظالمی صرب اوفکه سیدر. آدریاتیک دکریله کسپیش، قره طاغله آیرلمش، سرای بو سنه و سنجاق ایله ده اوستریا قاپوسنی قاپامش اوطرفده دخی امییدی کسپیش اولان صریبه سلائیکه طوغری کوزدیگمش، ماکدونیا

Adresse du journal  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

## SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,  
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (1293—1304)

*Notre Enquête sur la Fédération Balkanique*

Anton Hampl

Paul Louis: L'emprise de l'Italie et la Fédération Balkanique

Kalori: Le jeu des cabotins anglais et italiens

Douchan A. Dretzoun: L'Italie et les Balkans

G. Kazanovsky: Quatre ans d'activité du Sobranié Zgovoriste

D. Vl.: La débacle économique de la Bulgarie

I. Mateescu: L'oligarchie roumaine manœuvre et frappe

Vladimir Opintch: Les conséquences économiques de l'invasion des barbares en Bessarabie

Lj. Karitch: Le nouveau gouvernement panserbe de la cour de Velja Voukitchévitch

Marcel Walter: La situation en Macédoine — II.

Déclaration de la Fédération Balkanique Communiste à propos des excitations contre les communistes en Grèce

G. K.: Pas de grâce, mais amnistie générale pour les prisonniers et émigrés politiques bulgares.

Georges Lansbury réclame aussi l'amnistie générale

D. J.: La terreur blanche en Yougoslavie

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (1305—1306)

Melingos: Der Kampf um die Beute in Griechenland

Erklärung der BKF. zur Kommunistenhetze in Griechenland

Texte albanais (1307—1309)

R.: Pakti i Tiranes dhe Djalerija shqiptare

Kalori: Ndodhjet e fundit në konfliktin e Paktit të Tiranes

Texte bulgare (1309—1312)

D. Vl.: В царството на албанския васал на Мусолини

Добруджански: Извънредния конгрес на добруджанската емиграция в България

Texte grec (1312—1314)

Δήλωση της Β. Κ. 'Ο. επί των αντικομμουνιστικών συκοφαντιών στην Ελλάδα. Μελίγγος: 'Η δημοκρατική σούπα στην Ελλάδα.

Texte serbe (1314—1316)

Љ. Карич: Нова дворска и великоерска влада Веље Вукићевића

Милин М. Косовић: Из Црне Горе

Texte roumain (1317—1318)

Henri Barbusse: Domnul Iorga protestează...

I. Mateescu: Oligarhia manevrează și lovește

Texte croate (1318—1319)

Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji

Kamil Balla

Texte ture (1319—1320)

Şar: Makedoniyâ خاطرâtî مظالم صحنه لرندن — اون ایکنجی مکتوب